

AU VENEZUELA

Le gouvernement annonce
la mort sous la torture
d'un dirigeant socialiste

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir ; Tunisie, 100 m.
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 8 0/10 ; Danemark, 3 kr.
Espagne, 25 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 300 l. ; Japon, 120 y.
Luxembourg, 12 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr.
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.
Tarif des abonnements page 10

5, RUE DES CHAÎNES
75207 PARIS - CEDEX 80
C.C.P. 6207-23 Paris
Tél. Paris 26 60672
Tél. : 246-72-23

L'ancien premier ministre japonais, M. Tanaka

est arrêté pour avoir reçu
500 millions de yens de Lockheed

UNE VICTOIRE POUR M. MIKI

C'est donc au Japon que le scandale des « pots-de-vin » versés par Lockheed aura en ses plus grandes répercussions politiques. M. Tanaka, ancien ministre, est, en effet, une personnalité de premier plan, sur la scène locale comme à l'étranger. Partout ailleurs les enquêtes paraissent plus ou moins loquées.

L'affaire a éclaté, en février, avant le Congrès américain. On peut alors que, pour faciliter la vente de ses avions, Lockheed ait versé quelque 15 millions de dollars en Europe, en Amérique latine et en Asie. Les noms « heureux bénéficiaires » supposés circulent aussitôt : ceux du prince Bernhard des Pays-Bas, de M. Franz-Josef Strauss, d'anciens ministres italiens, notamment. Aucune personnalité politique n'avait cependant encore été impliquée jusqu'à ce mardi 27 juillet, et c'est à Tokyo que l'enquête a été menée à son terme.

La corruption fait, certes, des ravages dans tous les pays industrialisés, mais elle est particulièrement aiguë au Japon. Cependant, jusqu'à ce mardi 27 juillet, elle n'avait pas eu de répercussion sur la vie politique japonaise. L'enquête a été menée à son terme.

La rigueur d'un système traditionnel sur lequel ont été plaquées, en 1945, les mécanismes de la démocratie, a permis d'éviter, jusqu'à ce mardi 27 juillet, la dérive vers la corruption. Mais, à présent, la corruption a envahi la vie politique japonaise. En fait, M. Tanaka est aujourd'hui impliqué, c'est peut-être avant tout un homme d'affaires qui a été saisi par la justice.

Lorsque le scandale éclata après la nomination de M. Tanaka, dans le poste de ministre de la Défense, les médias japonais ont été saisis par la dérive vers la corruption. Mais, à présent, la corruption a envahi la vie politique japonaise. En fait, M. Tanaka est aujourd'hui impliqué, c'est peut-être avant tout un homme d'affaires qui a été saisi par la justice.

Le scandale a éclaté après la nomination de M. Tanaka, dans le poste de ministre de la Défense, les médias japonais ont été saisis par la dérive vers la corruption. Mais, à présent, la corruption a envahi la vie politique japonaise. En fait, M. Tanaka est aujourd'hui impliqué, c'est peut-être avant tout un homme d'affaires qui a été saisi par la justice.

Le scandale a éclaté après la nomination de M. Tanaka, dans le poste de ministre de la Défense, les médias japonais ont été saisis par la dérive vers la corruption. Mais, à présent, la corruption a envahi la vie politique japonaise. En fait, M. Tanaka est aujourd'hui impliqué, c'est peut-être avant tout un homme d'affaires qui a été saisi par la justice.

Le scandale a éclaté après la nomination de M. Tanaka, dans le poste de ministre de la Défense, les médias japonais ont été saisis par la dérive vers la corruption. Mais, à présent, la corruption a envahi la vie politique japonaise. En fait, M. Tanaka est aujourd'hui impliqué, c'est peut-être avant tout un homme d'affaires qui a été saisi par la justice.

M. Tanaka, ancien premier ministre japonais, a été arrêté, mardi 27 juillet, à la suite d'une audition par le juge d'instruction de Tokyo. Il est accusé d'avoir reçu de la société américaine Lockheed une somme de 500 millions de yens (environ 830 000 francs). Ces « pots-de-vin » lui auraient été versés par l'intermédiaire de la grande firme commerciale Marubeni, agent de la Lockheed au Japon, dont plusieurs responsables avaient auparavant été incriminés.

M. Toshio Enomoto, secrétaire de M. Tanaka, a lui aussi été arrêté pour violation de la loi sur les échanges et le commerce extérieur. La police a commencé mardi matin à perquisitionner la résidence privée et les bureaux de l'ancien premier ministre.

M. Tanaka a donné immédiatement sa démission du parti libéral démocratique, dont il dirigeait la principale faction. M. Miki, l'actuel premier ministre, lui a demandé de rester au sein du parti, et pour son intégrité, a déclaré qu'il était nécessaire de moderniser le mouvement, d'en éliminer la « ploutocratie » et de faire cesser les luttes de tendances. De son côté, M. Tomomi Marita, président du parti socialiste d'opposition, a lancé un appel pour que toute la lumière soit faite sur les ramifications politiques du scandale.

L'enquête a, dans un premier temps, montré que plusieurs grandes firmes étaient impliquées dans le scandale, en particulier la Marubeni et la compagnie aérienne All Nippon Airways qui, en 1973, a acheté vingt et un Tristar à Lockheed. Cette firme, afin de prendre pied sur le marché nippon, avait aussi fait distribuer des pots-de-vin par l'intermédiaire de M. Kodama, un ancien ministre de la Défense, et un grand financier occulte du parti libéral-démocrate. Vingt-huit millions de francs auraient, au total, été versés en 1972, 1973 et 1974.

Depuis quelque temps déjà, le bruit courait à Tokyo que des personnalités politiques étaient compromises. Le procureur a arrêté la plus éminente, mais d'autres noms circulent à la suite des révélations faites récemment devant la commission de la Chambre des députés de l'enquête. Selon le parti socialiste, une dizaine de parlementaires du P.L.D., dont deux anciens ministres, seraient impliqués.

La « faction Tanaka » avait cherché à étouffer le scandale et à dresser les parlementaires du parti libéral-démocrate contre M. Miki. L'opération avait officiellement les plus nobles motifs : il s'agissait de rénover le mouvement et de lui donner un chef

AU JOUR LE JOUR

Liquide et liquidités

Pour les automobilistes avertis, le mot de Lockheed évoque surtout le liquide qui sert à faire fonctionner les freins par pression hydraulique. Apparemment, les liquidités qui portent le même nom sembleraient avoir été un des grands moyens de transmission de l'énergie politico-économique dans le monde des multinationales.

Un des grands mérites qu'on demande à un tel liquide est de n'être pas corrosif. A en juger par la manière dont la réputation de M. Tanaka a été dissoute, et celle d'un certain nombre d'autres personnes dangereusement compromises, on peut se demander s'il n'y a pas un défaut de fabrication dans le produit et si les victimes ne seraient pas en droit d'alerter les services des fraudes.

ROBERT ESCARPIT.

RALENTISSEMENT DE LA HAUSSE DES PRIX EN JUIN

L'inflation s'est ralentie en juin. Les prix à la consommation ont augmenté d'environ 0,5 % le mois dernier contre 0,7 % en mai et 0,9 % en avril. Les calculs définitifs ne sont pas encore terminés et l'indice ne sera officiellement connu que dans la journée de jeudi 29 juillet.

Toutefois, M. Fournier avait indiqué, le vendredi 23 juillet, que la hausse du coût de la vie avait été de l'ordre de 0,4 % pour le premier semestre 1976, ce qui, compte tenu des résultats des cinq premiers mois, aboutissait, pour juin, à un taux voisin de 0,5 %. Les chiffres de hausse annuelle qu'il a cités lundi ne à Bruxelles (voir page 22) confirment que l'augmentation de juin se situait entre 0,45 et 0,65 %.

Le gouvernement va faciliter la venue en France des familles d'immigrés

déclare au « Monde » M. Paul Dijoud

Il n'est pas question pour l'instant de revenir sur la suspension de l'immigration, déclare M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, dans l'interview qu'on lira ci-dessous. Le gouvernement veut en effet éviter l'importation de chômeurs espérancés. En revanche, pour honorer le séjour des travailleurs étrangers qui habitent notre pays

depuis un an, l'installation en France de leur femme et de leurs enfants sera facilitée.

Sur les expulsions d'immigrés, notamment celle de M. Koudé, qui a été repoussée lundi 26 juillet, par M. Edgar Faure (lire page 20), M. Dijoud exprime son entière solidarité avec le ministre de l'Intérieur.

« Monsieur le ministre, la venue des familles étrangères en France a été suspendue au cours de ces dernières années, passant de 37 680 familles en 1972 (74 995 personnes) à 27 909 (51 822) l'an dernier. Or les préfets ont une nouvelle procédure d'immigration familiale. Cette mesure traduit-elle la possibilité d'une reprise de l'immigration ?

— Absolument pas. Pour les travailleurs, l'immigration reste suspendue depuis le 3 juillet 1974. Elle est à nouveau autorisée, seulement, pour les familles, depuis le 1^{er} juillet 1975. Jusqu'à présent, la venue des familles s'est déroulée dans l'urgence : nombre d'entre elles continuait d'attendre en France l'expiration des visas, elles restaient dans notre pays, et la plus élémentaire humanité nous interdisait de les renvoyer chez elles, alors que le chef de famille disposait d'un emploi stable et d'un logement décent. C'est pourquoi une nouvelle procédure de « rapprochement familial » a été mise en place.

« Désormais, tout travailleur étranger pourra faire venir sa famille s'il justifie d'une année de résidence en situation régulière, s'il dispose de ressources stables et d'un logement suffisant (correspondant aux normes prévues pour l'allocation-logement) et si les nouveaux arrivants satisfont au contrôle médical. Les préfets jugeront en fonction de ces critères, qui ne visent pas à limiter l'immigration familiale, mais à assurer toutes les conditions de réussite d'une insertion souvent difficile.

« C'est l'Office national d'immigration (ONDI) qui sera chargé d'étudier les dossiers et de conseiller les préfets, à qui reviendra la décision finale. Pour que cette procédure soit incitative, il faut qu'elle soit courte : deux mois au plus devront s'écouler entre le dépôt du dossier et la réponse de l'administration, alors qu'actuellement les démarches prennent parfois huit mois. Une prime, dite de première installation, correspondant grosso-modo à trois mois

de loyer (1 000 francs pour une surface de 50 mètres carrés), sera accordée au chef de famille. Cette innovation essentielle — qui sera expérimentale pendant un an — a pour but de compenser les charges de loyer incombant au travailleur qui faisait venir les siens, change de logement. En outre, dans les jours qui suivront son arrivée, la famille recevra à son domicile la visite d'une assistante sociale chargée d'apporter ses conseils et une aide qui pourra se traduire par l'intervention gratuite d'une travailleuse familiale pour une durée maximale de soixante heures.

Propos recueillis par JEAN BENOIT.

(Lire la suite page 20.)

AU FESTIVAL DE SPOLETE

Une Cendrillon napolitaine

Vers 1914, une belle et mystérieuse jeune fille se mourait de la tuberculose au bord d'un lac suisse. Plus de soixante ans plus tard, l'histoire de sa vie est racontée, dans une pièce de théâtre, par le compositeur de la musique de la pièce, le peintre Roland Caron. Le spectacle de Spolète se joue dans une chapelle romane baptisée « Pègase » par la grâce de Mobil Oil.

Pour ce dix-neuvième Festival, comme Caron se souvient de Spolète, Spolète se ploie à son souvenir. Au palais Anepiani, toute une exposition est consacrée à Visconti qui, de Macbeth à Manon, a pu s'abandonner ainsi aux mises en scène les plus raffinées. A vrai dire, le temps des surprises, le temps de Polanski, de Chéreau ou de Grotowski, apparaît très loin. Très loin aussi le public excentrique entrevu dans « Vie privée », de Louis Malle. Le maestro Gian Carlo Menotti reste bien, dans son palais de la place Campello, le vrai duc de Spolète, le rouge, fastueux, perspicace, enthousiaste.

Comme chaque année, le directeur artistique Romano Valli a assuré le périlleux exercice de maintenir l'équilibre d'un Festival

(Lire la suite page 13.)

La Syrie a conclu avec les émissaires de l'O.L.P.

un accord sur l'arrêt des combats au Liban

Un accord prévoyant l'arrêt définitif des combats au Liban est intervenu entre le gouvernement syrien et les émissaires de l'O.L.P. à Damas, a annoncé à Beyrouth, ce mardi 27 juillet, le colonel Mohamed El Kholi, représentant du président syrien Assad. Le texte de l'accord a été transmis, pour approbation, aux dirigeants du Front de libération (chrétiens conservateurs) et au commandement central palestinien-progressiste.

MM. Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'O.L.P., Kamal Joumblatt, chef de la gauche libanaise, et les principaux dirigeants palestiniens et progressistes ont pris part lundi, à partir de midi, aux délibérations du commandement central qui ont duré une dizaine d'heures, avec deux brèves interruptions. La décision finale sera prise à la lumière des éclaircissements sur divers points de détail que fournira « Abou Loff » chef de la délégation palestinienne, attendu à Beyrouth mardi en début d'après-midi, indique l'A.P.P.

D'autre part, l'O.L.P. a annoncé mardi que les quatre cents personnes, dont des femmes et des enfants, emmurés dans le camp de Tell-Zaatar depuis le samedi 24 juillet, ont péri faute de secours. La poursuite des combats à Beyrouth a empêché la Croix-Rouge internationale de les sauver.

LA TRIPLE ANGOISSE

par ANDRÉ FONTAINE

Les armes vont-elles enfin se taire au Liban ? Malgré l'accord qui vient d'être annoncé à Damas, on a peine à le croire, tant d'espoirs ont été dans le passé déçus. Comment oublier que, il y a quelques heures à peine, des miliciens qui s'affirmaient chrétiens ont pris sur eux, à Beyrouth, de faire échouer un cessez-le-feu destiné à permettre l'évacuation des mille blessés et des centaines de cadavres entassés dans le camp palestinien de Tell-El-Zaatar, assiégé par les forces dites conservatrices ? Ils n'ont même pas permis qu'on essaye de dégager les quelques quatre cents personnes emmurées depuis samedi dans un abri sur lequel un immeuble s'est effondré. Toute guerre civile est une tragédie, mais celle qui connaît le Liban a atteint, si elle ne les a pas battus, les records de l'horreur et de l'insensibilité. Qui aurait imaginé que cette terre jadis bénie des dieux et

qui paraissait si pacifique en venait à être la scène d'une telle tuerie ?

Au-delà des responsabilités initiales qui sont multiples et partagées, mais qui tiennent surtout au refus de la plupart des dirigeants chrétiens de comprendre que les temps avaient changé et que certains de leurs privilèges ne pouvaient plus être maintenus, l'acharnement montré de part et d'autre ne s'explique que parce que les deux camps qui se font face réagissent l'un et l'autre en minorités inquiètes de leur avenir : ils vivent dans l'angoisse de l'asservissement, sinon du génocide.

Les maronites se rappellent que seule l'arrivée d'un corps expéditionnaire français a arrêté en 1860 le massacre de leurs ancêtres par les Druzes, sans que bouge le sultan, et qu'il a fallu le débarquement des « marines » américaines en 1956 pour empêcher les nassériens de se saisir du pouvoir à Beyrouth. Aujourd'hui, ils savent qu'il n'est plus question d'intervention occidentale. D'où la tentation de jouer le tout pour le tout et de s'accepter d'autre solution que celle qui consisterait l'écrasement de l'autre adversaire en obtenant d'eux une capitulation qui leur ferait perdre la face.

(Lire la suite page 3.)

Collection Espaces

dirigée par Françoise Choay

G. Bauer / J.-M. Roux
La urbanisation
ou la ville éparpillée

192 pages 35 F

aux Editions du Seuil, Paris

La urbanisation est l'extension de nos villes dans les espaces ruraux qui les entourent.

192 pages 35 F

aux Editions du Seuil, Paris

Christopher Alexander
Une expérience
d'urbanisme
démocratique

176 pages 27 F

aux Editions du Seuil, Paris

Quand les utilisateurs ont la parole.

Traduit de l'anglais par R. Druet et A. Potin.

176 pages 27 F

RAPPAEL Joseph Rykwert
La maison d'Adam
au paradis

266 pages 50 F

aux Editions du Seuil, Paris

PROCHE-ORIENT

D'UN ACCORD SUR L'ARRÊT DES COMBATS AU LIBAN

La triple angoisse

(Suite de la première page.)

Les Palestiniens, de leur côté, voient dans les événements actuels le prolongement de ce « septennat noir » de 1970, qui, à Amman, a coûté la vie à des milliers d'entre eux. Leurs combattants, chassés de Jordanie, tenus en faiblesse en Syrie, avaient été parqués dans des camps au Liban. En mettant à profit la faiblesse de l'Etat, ils les avaient petit à petit transformés en bases de départ pour les raids et les attentats qui, au risque de scandaliser l'opinion mondiale, maintenaient dans la région une atmosphère de tension et de danger. Ils ont, pour eux, des empêchements de danser en rond, que l'on ne soupçonnait qu'assez longtemps qu'on peut s'en servir.

Le comportement de la Syrie le montre bien. Sur le terrain des principes, elle a toujours pris une position très ferme à l'égard du problème palestinien. Elle n'a pas conclu d'un accord partiel avec Israël sur le Golan et a critiqué sur tous les tons celui que l'Egypte a signé en septembre 1975 sur le Sinaï. Elle entre-tient ouvertement sur son territoire une importante organisation palestinienne, la Saïha. Aussi est-ce tout naturellement vers Damas que les Palestiniens et la gauche libanaise se sont tournés lorsqu'il a semblé que la droite était en passe de l'emporter dans la confrontation armée.

Très vite cependant les rapports se sont tendus entre la Syrie et Kamal Joumblatt, le leader progressiste libanais. Celui-ci n'a pas apprécié notamment de n'être pas consulté lorsque le président Assad a pratiqué-

ment imposé aux parties en présence, en janvier 1976, un compromis destiné à préparer une solution d'ensemble du problème libanais, mais qui n'eût servi finalement qu'à ménager aux deux camps le délai dont ils avaient besoin pour réorganiser leurs forces.

Lorsque les hostilités reprirent sur une grande échelle, la gauche et les Palestiniens marquèrent tout de suite de nets avantages grâce au passage dans leur camp de certains éléments de l'armée libanaise, demeurée jusqu'alors plus ou moins neutre. Aussi bien ne voulaient-ils pas, à l'époque, entendre parler de trêve, croyant que la victoire était en vue. Mais Israël leur aurait-il permis de l'emporter ? C'est plus que douteux. La Syrie, en tout cas, entendait ne pas se laisser entraîner à cause d'eux dans une guerre dont elle n'aurait pas choisi le moment. Petit à petit, il devint clair que, malgré la similitude de ses positions idéologiques et diplomatiques avec celles des palestino-progressistes, elle n'avait donc aucune intention de les laisser gagner. Et c'est ainsi que par un extraordinaire retournement l'armée de Damas, intervenant cette fois en force, s'est retrouvée l'alliée des chrétiens contre ceux-là mêmes qui l'avaient appelée quelques mois plus tôt au secours.

La fureur des Palestiniens, qui s'orientent jadis et soupçonnaient désormais Assad de vouloir soit les liquider, comme le roi Hussein l'avait fait à Amman, soit au moins traiter sur leur dos avec Israël, a eu moins d'échos qu'on n'aurait pu le croire au sein du monde arabe. L'Arabie Saoudite et la Jordanie encouragent Damas, l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie sont occupées par l'aftermath saharien. Le colonel Kadhafi a, une fois de plus, maille à partir avec les présidents Sadate et

Nemery. Seul l'Irak et l'Egypte, en fin de compte, ont condamné sans appel le retournement du président Assad. Mais le conflit latent entre Bagdad et Damas dure depuis des années, et les forces irakiennes ne peuvent attaquer la Syrie sans courir le risque d'être prises à revers par l'Irak. La perspective d'un réveil de la rébellion kurde arrêtée depuis le printemps 1976. Quant à la soudaine ferveur que l'Egypte montre à l'égard d'Assad, elle ne trompe personne : c'est vraiment la réponse du berge à la bergère. Damas n'ayant cessé de répéter depuis quelques mois que le président Sadate s'était vendu aux Américains.

C'est-à-dire sont-ils vraiment les deux ex machines de l'opération comme les progressistes en sont convaincus ? S'ils n'y sont pour rien, disons que le hasard ou l'aveuglement des hommes ont bien fait les choses pour eux. La passivité d'Israël, trop heureux de voir ses ennemis s'entre-tuer à ses portes, dit assez que Damas fait actuellement le jeu de Washington, pour qui l'O.L.P. a constitué, jusqu'à présent, le principal obstacle à un règlement de paix au Proche-Orient. Quant à l'Union soviétique, ses réactions publiques se sont limitées à une déclaration de l'agence Tass, datée du 9 juin, constatant que « le sang coule encore plus abondamment après l'intervention syrienne », et à quelques articles relativement critiques dans la presse moscovite. L'O.L.P. a fait état ultérieurement d'un message de M. Brejnev au président Assad, exprimant son « inquiétude » devant l'échec de la position syrienne. Mais il est significatif que ce document n'ait pas été publié à Moscou. Pour le moment, l'U.R.S.S. continue de réserver l'essentiel de ses attaques aux Etats-

Unis, dont les bateaux — comme les siens — croisent en haute mer, alors qu'il y a tout de même des milliers de soldats syriens au Liban, où ils se comportent de plus en plus comme en terrain conquis. Elle pourrait les obliger à rebrousser chemin, quand ce ne serait qu'en arrêtant la fourniture des pièces de rechange et des munitions, intégralement faites en Russie, qu'utilisent les forces aux ordres du président Assad. Elle ne l'a pas fait jusqu'à présent. Serait-ce qu'elle redoute de voir la Syrie, après l'Egypte, échapper à son influence ? Le fait est que, s'il y a eu des P.C. pour condamner l'attitude de Damas, il ne s'est agi, pour le moment, que de ceux de l'Europe capitaliste.

L'huile et les plaideurs

Il faut se méfier au Proche-Orient des conclusions définitives. Les ravissements d'alliances s'y succèdent comme dans les Balkans du dix-neuvième siècle, et les ennemis d'aujourd'hui peuvent se retrouver les amis de demain. La tragédie du Liban, lorsqu'elle aura pris fin, puisera aussi bien il n'y a pas de guerre qui ne finisse un jour, risque cependant de laisser plus de dupes que de gagnants véritables.

Les chrétiens, dont l'appui syrien a entretenu l'intransigeance, ne peuvent pas ignorer que le temps de leur prépondérance est révolu et que les privilèges dont ils jouissent éventuellement continuer à bénéficier seront toujours à la merci d'un changement d'humeur — ou d'intérêt — du protecteur qu'ils se sont paradoxalement donné. Pour avoir scotché, quand ils auraient pu négocier avec les forces conservatrices et avec Damas, un compromis raisonnable, les Palestiniens et leurs alliés de la gauche libanaise ont considérablement affaibli leur position de négociation vis-à-vis d'un partenaire israélien qui ne s'est jamais incliné que devant la force. Quant à la Syrie, apparemment la grande gagnante du moment, elle risque de se mettre beaucoup de monde à dos. Elle vient d'être prise en compte, comme elle en donne plus d'un signe, à annexer pratiquement le Liban. De toute façon, le coût financier de l'intervention la rend plus tributaire que jamais du bon vouloir de l'Arabie Saoudite, dont le roi, grâce aux revenus du pétrole, aux faveurs de Washington et à une diplomatie habile, fait de plus en plus la figure de véritable leader de la région.

Ce n'est sans doute pas ce que cherchent les chrétiens, conservateurs ou non — ni les musulmans, palestiniens ou pas, qui viennent de récrire dans le sang au Liban l'histoire et les plaideurs pour le plus grand bénéfice des trafiquants d'armes du monde entier. Etats comme particuliers. Vont-ils enfin en prendre conscience ? D'autres haïssent tout simplement l'autorité d'autrui, et en d'autres temps qui se nourrissent l'une de l'autre, les deux angoisses qui étreignent les combattants « de droite » et « de gauche » ne les conduiront-elles pas quelque jour à comprendre qu'ils sont condamnés à vivre ensemble s'ils ne veulent pas mourir ensemble ? De même qu'ils sont condamnés à partager, pour le plus ou le meilleur, le sort de ce peuple israélien, leur voisin et leur frère, dont l'angoisse, à y bien réfléchir, n'est pas d'une autre nature que la leur.

ANDRÉ FONTAINE.

M. CHAMOUN
ACCUSE M. MITTERRAND
D'AVOIR PRIS PARTI
EN FAVEUR DES « ASSASSINS
DU LIBAN »

Beyrouth (A.F.P.). — L'un des principaux dirigeants conservateurs libanais, M. Camille Chamoun, a accusé M. François Mitterrand d'avoir pris parti « pour les assassins du Liban, contre les Libanais ». Le chef du parti national libéral répondait, en sa qualité de ministre des affaires étrangères à M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste français, qui avait, la semaine dernière, fait des déclarations pour obtenir une trêve au camp palestinien de Tall-El-Zatar, assiégé depuis le 22 juin.

M. Mitterrand, qui a perdu systématiquement toutes les batailles électorales qu'il a engagées, voudrait essayer sa dernière chance à Tall-El-Zatar, a dit M. Chamoun. Je le félicite, mais je le prévins que, fidèle à ses traditions, il perdrait encore cette bataille parce que, d'ores et déjà, il a pris parti pour le tort contre le droit, pour les assassins du Liban contre les Libanais, qui défendent leur patrimoine politique, social et culturel.

[M. Mitterrand était intervenu en faveur d'une trêve à Tall-El-Zatar dans des télégrammes adressés au pape, à M. Waldheim, à la Conférence internationale et à l'Internationale socialiste.]

La Syrie maintiendra ses forces

(Suite de la première page.)

Le texte sur lequel MM. Khaddam et Kaddoumi, respectivement ministre syrien des affaires étrangères et chef du département politique (relations extérieures) de l'Organisation de la libération de la Palestine (O.L.P.), se sont mis d'accord, comporte trois points essentiels :

- Consignation générale des hostilités au Liban ;
- Formation d'une commission libano-syro-palestinienne comprenant des représentants des principales factions ;
- Application des accords libano-palestiniens signés au Caire en 1969.

La commission tripartite, qui fonctionnera sous les auspices de la Ligue arabe, appliquera un « calendrier du retour à la normale au Liban », dont la dernière étape serait la prise de fonctions du président élu de la République libanaise, M. Elias Sarkis. Le mandat du président français se terminera le 23 septembre prochain.

Selon M. Karim Fakradouni,

membre du bureau politique du parti des phalanges, revenu lundi soir du Liban à Damas par hélicoptère, en compagnie du général El Khaddam, chef des services de renseignements de l'aviation syrienne, le « Front de Kfour » a approuvé le projet d'accord syro-palestinien, une « étape importante » dans la poursuite de la force arabe devant garantir le cessez-le-feu ne soit pas seulement la pour former un écran entre les deux camps, mais aussi pour intervenir dans les négociations syro-palestiniennes. Avant même la fin des négociations syro-palestiniennes, Damas avait tenté d'obtenir un accord avec le « Front de Kfour » en lui garantissant que « la présence des troupes syriennes au Liban n'était pas négociable ».

Le président Assad attend maintenant la visite de M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P. Le nouvel accord, une fois signé, sera-t-il respecté ou bien finira-t-il rapidement aux archives de l'histoire comme tous ceux qui ont été conclus au sujet du Liban depuis plusieurs années ? Déjà

les émissaires du « Front de Kfour » qui défient à Damas ne cachent pas que les forces chrétiennes ont l'intention de continuer le combat pour prendre l'enclave chrétienne de Nabaa, à Beyrouth-Est, et pour dégager la route Jomieh-Zahle, via « Nabaa », dans la montagne libanaise.

Il y a apparemment une contradiction entre ces projets et la demande des dirigeants chrétiens que la force arabe puisse intervenir contre ceux qui violentent la trêve. Mais peut-être Damas a-t-elle donné son aval pour que Nabaa et Jomieh soient attaqués en force avant la mise en application du nouvel accord.

Quant à Tall-El-Zatar, les Syriens estiment que « le siège de cette position stratégique par les miliciens chrétiens a permis à Damas de montrer aux Jeddah qu'ils étaient incapables de secourir leurs propres partisans ». Les forces chrétiennes qui se sont retirées de la position de Nabaa n'ont rien, répètent à Damas tous les officiels.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Dix-sept partis communistes d'Europe demandent le retrait sans délai des troupes syriennes

Dix-sept partis communistes et ouvriers d'Europe ont adopté, lundi 26 juillet, une « déclaration de solidarité aux forces démocratiques libanaises », demandant le retrait « sans délai » des troupes syriennes du Liban. Cette déclaration, publiée au siège du P.C.F. affirme : « Le conflit qui se déroule au Liban

prend des proportions tragiques. Les forces démocratiques libanaises et palestiniennes subissent des assassinats massifs. La population civile est durement éprouvée. Jusqu'à aujourd'hui les tentatives de médiation et de paix ont échoué.

» Dans cette situation, nous exprimons solennellement aux dirigeants de la République arabe syrienne notre conviction que le retrait sans délai des troupes syriennes du Liban et la fin immédiate de toute intervention sont la condition d'une solution pacifique à la crise libanaise dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays. »

» A l'occasion de cette rencontre, le C.G.T. condamne l'intervention politique et militaire de la Syrie et exige le retrait des troupes syriennes du Liban », souligne le texte, qui précise que le C.G.T. « renouvelle sa solidarité aux forces progressistes libanaises et à la résolution palestinienne ».

L'AMBASSADE DE FRANCE A BEYROUTH DÉMENT LA LIVRAISON D'ARMES AUX PHALANGES

L'ambassade de France à Beyrouth a apporté, lundi 26 juillet, un « démenti catégorique » aux informations de certains journaux libanais relatives à des livraisons d'armes, notamment des hélicoptères et du matériel lourd, de la part de la France aux Phalanges libanaises.

« A Paris, ce mardi 27 juillet, la division ministérielle pour l'armement estimait ne pas avoir à confirmer ou infirmer le démenti de l'ambassade de France à Beyrouth, et précisait que la dernière livraison d'hélicoptères au Liban avait été effectuée en 1972.

La présence d'armements français dans les différents groupes belligérants au Liban peut s'expliquer par la dispersion des matériels lors des différentes scissions intervenues au sein de l'armée régulière libanaise ces derniers mois. Celle-ci était en effet principalement, voire essentiellement, équipée en matériel français.

La C.G.T. « condamne l'intervention de Damas »

D'autre part, une délégation de syndicalistes libanais et palestiniens a été reçue lundi par des responsables de la C.G.T. Un communiqué publié à l'issue de la rencontre déclare :

« La délégation des centrales libanaises et palestiniennes a informé la C.G.T. du complet impu-

Deux parlementaires du P.C.F. à Beyrouth

Deux parlementaires communistes, MM. Odré, député de la Seine-Saint-Denis, et Boucheny, sénateur de Paris, ont quitté Paris, lundi 26 juillet, pour Beyrouth avec la mission d'apporter aux forces progressistes libanaises et à la résistance palestinienne le témoignage vivant de la solidarité agissante des communistes français.

La délégation apportera « le témoignage de la solidarité des travailleurs et de notre peuple, qui suit avec émotion les événements du Liban et qu'indigne l'engagement du gouvernement français aux côtés de la réaction libanaise », ont indiqué les parlementaires à leur départ. Ils ont ajouté : « Nous devons aux forces progressistes libanaises notre soutien à leur combat pour un Liban moderne, maître de son destin, démocratique, uni et souverain. Nous devons à la résistance palestinienne notre soutien à sa revendication de reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Nous réaffirmerons la solidarité des communistes français et leur soutien à la libération du Liban et à la fin immédiate de toute ingérence étrangère dans la condition de la solution pacifique à la crise libanaise dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays. »

Grands débats

Régis Debray
Journal d'un petit bourgeois entre deux feux et quatre murs

Libres réflexions de détenteur d'interpellation plutôt que d'interpellation... 160 pages 27 F.

Par l'auteur de L'Indétricable

F.-N. Bernardi, J. Dissler, A. Dugrand, A. Panzani
Les dossiers noirs du racisme dans le Midi de la France

Le dossier réunit les plus inquiétantes des affaires qui ont mis en lumière un racisme latent en France, particulièrement envers les Algériens. Pour que chacun sache et prenne parti.

Collection Combats dirigée par C. Durand 208 pages 29 F.

Denis Langlois
Les dossiers noirs du suicide

15 à 20 000 suicides par an en France. Comment la société peut-elle rendre la mort plus désirable que la vie ?

Collection Combats 176 pages 25 F.

Par l'auteur de Les dossiers noirs de la Police et de la Justice française.

François de Rose
La France et la défense de l'Europe

La France, en cas de conflit mondial, peut-elle être la seule indépendante des super-puissances et solidaires de ses amis ?

Cult. l'histoire française dirigée par J. Lucot 128 pages 23 F.

Hugues de Varine
La culture des autres

Comment nous, les riches, avons transformé la culture en marchandise et nous l'apportons chez les autres en étouffant leurs cultures propres.

Collection D.T. Echno Critique dirigée par J.-L. Dupuy 256 pages 25 F.

Par l'auteur de Bernard Varine et Paul Goodman et la reconquête du présent 286 pages 33 F.

David Cooper
Une grammaire à l'usage des vivants

Entre les vivants et la vie, la machine sociale a multiplié les écrans. Une réflexion philosophique et les exemples de quelques uns des auteurs d'un "quatrième de la conscience".

Imprimé de l'édition par M. Brédaud 160 pages 25 F.

Demain : Sciences humaines Philosophie.Histoire

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETAIRE ENSEIGNEMENT DE LA NIE DE

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Reagan cherche à renforcer sa position en prenant pour colistier un sénateur libéral de Pennsylvanie

De notre correspondant

Washington. — Dans la guerre des nerfs engagée entre les deux concurrents à l'investiture du parti républicain, M. Reagan a pris l'initiative, mais aussi quelques risques. Il a annoncé, le lundi 26 juillet, qu'il avait choisi le sénateur Schweiker, de Pennsylvanie, comme colistier dans le cas où il serait désigné candidat à la présidence par la convention de Kansas-City.

Les déclarations de M. Reagan ont été vif remue-ménage dans la personnalité du sénateur Schweiker, connu pour ses tendances libérales et considéré comme le plus à gauche des leaders républicains. Dans ses campagnes électorales antérieures, M. Schweiker a toujours été appuyé par la fédération inter-syndicale de l'A.F.L.-C.I.O. et a reçu les encouragements de plusieurs groupes libéraux démocratiques. Il fut un des premiers, dans son parti, à demander le départ de Richard Nixon « dans l'intérêt du pays ».

Manœuvre politique ou « acte de désespoir » ?

Ainsi son association « contre nature » avec M. Reagan, un des chefs de file de la droite, apparaît comme une manœuvre politique dont il est encore impossible de déterminer s'il s'agit d'un « acte de désespoir », comme le prétendent les dirigeants de la campagne du président Ford, ou d'une démarche habile de nature

à provoquer un revirement décisif au sein de l'importante délégation de Pennsylvanie d'ici au 16 août.

Le sénateur Schweiker, qui, en juin dernier, indiquait qu'il soutiendrait le président Ford, déclare maintenant qu'il veut « créer le chaos » dans cette délégation. Jusqu'à présent, soixante et onze délégués de Pennsylvanie sont engagés envers le président Ford, six en faveur de M. Reagan, et vingt-cinq restent non engagés. Mais ces délégués — qui doivent être reçus cette semaine à la Maison Blanche — semblent dévoués par cette initiative mise au point dans le plus grand secret. Ils sont d'autant plus surpris que M. Reagan, à diverses reprises, avait déclaré qu'il choisissait un co-candidat partageant la même philosophie politique que lui, reprochant même à l'avance au président Ford de songer à prendre comme colistier un homme représentant un des Etats industriels du nord-est. C'est pourtant exactement ce qu'il a fait lui-même en désignant M. Schweiker. Celui-ci a félicité M. Reagan pour son geste « courageux et sans précédent », visant à réunir les éléments de droite et de gauche du parti, bref d'équilibrer le « ticket » républicain.

La démarche de M. Reagan a plu sur la défensive les amis du président Ford. M. Morton, manager de la campagne présidentielle, a dit qu'il s'agissait d'un nouvel effort pour « débaucher » des voix à la convention, accusant M. Reagan de « marchander le second plus important poste de l'Etat contre une poignée de délégués ».

Tout en admettant que la désignation de M. Schweiker pourrait changer l'état d'esprit d'un certain nombre de délégués de Pennsylvanie, il a estimé que l'initiative de M. Reagan pourrait, en revanche, provoquer dans d'autres Etats un contre-coup favorable au président Ford.

En tout cas, M. Reagan a brisé la tradition, ce qui lui vaut les compliments du *Washington Post* pour qui son geste est « un acte d'homme d'Etat » visant à établir une « coalition entre la droite et la gauche du parti ».

HENRI PIERRE.

**TRÉCA
EPÉDA
SIMMONS**
Les 3 grands noms de la literie exposent leur gamme complète chez :
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
57, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XI^e ■ TEL. 357.46.35
Métro : Parmentier

ASIE

L'ARRESTATION DE M. TANAKA, ANCIEN PREMIER MINISTRE JAPONAIS

LES PERSONNALITÉS MISES EN CAUSE DANS L'AFFAIRE LOCKHEED

Le 6 février dernier, M. Kotohian, un des dirigeants de la Lockheed Aircraft, déclarait devant le Congrès des Etats-Unis que sa société avait versé environ 15 millions de dollars de pots-de-vin à des personnalités néerlandaises, japonaises, allemandes et italiennes, parce que c'était le seul moyen de vendre ses avions. Ces révélations provoquèrent un scandale international. Un certain nombre de personnes furent mises en cause et des commissions d'enquêtes furent nommées.

ALLEMAGNE. — Le nom prononcé avec le plus d'insistance a été celui de M. Franz-Josef Strauss, ancien ministre de la Défense (chrétien social). La commission d'enquête a examiné les documents du Sénat américain. Aucune suite ne semble, pour le moment, avoir été donnée à l'affaire.

ITALIE. — La commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Lockheed a disparu avec les Chambres de la précédente législature. Elle doit être désignée par le nouveau Parlement.

Les personnalités dont les noms ont été prononcés sont M. Mario Tanassi, ancien ministre de la Défense (social-démocrate), réélu d'extrême gauche, et les démocrates-chrétiens Mariano Rumor, ancien ministre des Affaires étrangères, et Luigi Gui. Aucune

incrimination formelle n'a été portée contre eux, car le personnage désigné sous le nom d'« Angele Coblentz » dans les documents Lockheed n'a pas été identifié avec certitude. Le président Leone, dont il avait été question, paraît hors de cause.

JAPON. — Le premier personnage impliqué dans l'affaire fut M. Yoshio Kodama, ancien ministre de la Guerre et baillieur de fonds du parti au pouvoir. Incriminé, il fut laissé en liberté provisoire en raison de son grand âge. Furent également mis en cause des dirigeants de la Société Marubeni et de la Compagnie All Nippon Airways. M. Tanaka, ancien premier ministre, dont le nom était prononcé avec insistance, se déclarait étranger à l'affaire. M. Miki, son successeur, a décidé d'ouvrir une enquête.

PAYS-BAS. — Le rapport de la commission des « trois sages », désignée en février dernier par le gouvernement néerlandais pour enquêter sur le million de dollars de pots-de-vin que le prince Bernhard des Pays-Bas aurait reçu de la Société Lockheed, n'a pas encore été publié. Annoncée d'abord pour le mois de mai, les conclusions de la commission pourraient être exposées au Parlement au cours d'une session extraordinaire dans la deuxième quinzaine d'août.

Portrait

« Le bulldozer électronique »

Tout en rondeurs, expansif, dynamique, volontiers, piédestal d'allure, M. Kakuei Tanaka, avec sa voix rocailleuse, son franc-parler et ses intonations populaires, tranche sur la classe politique japonaise. Contrairement à la majorité de ses collègues, il n'est pas le produit d'une prestigieuse université et n'a pas fait carrière dans l'administration. Il n'appartient pas non plus à ce qu'on appelle la bonne société. Né dans une famille pauvre de Niigata, département peu développé du Nord-Est, il a quitté l'école à quinze ans pour devenir manoeuvre. Après son service militaire, qu'il a fait en Mandchourie, il est entré dans une entreprise de travaux publics. Il en sera bientôt le directeur. Entre-temps, il a épousé la fille de son patron.

Il a le sens des affaires et le goût de l'argent, ce qui ne peut, au départ du moins, nuire à sa carrière politique. En député peu après la guerre, il continue de diriger ses affaires immobilières. Au Japon, si la vie politique rapporte, elle coûte aussi de l'argent. Le principal soutien financier de M. Tanaka n'est autre que M. Osono, aujourd'hui l'un des principaux actionnaires de la compagnie aérienne All Nippon Airways, lui aussi compromis dans l'affaire Lockheed.

Lorsque, en 1972, il est candidat à la succession du premier ministre sortant, M. Sato, dont il a été le ministre du Commerce, M. Tanaka possède une fortune énorme et contrôle la plus importante fraction du parti libéral démocrate (P.L.D.) après celle du chef du gouvernement. Il l'emporte sans peine sur son principal rival, M. Fukuda.

C'est un « fouceur », surnommé « le bulldozer électronique », qui accède au pouvoir. Les derniers mois de « règne » de M. Sato ont été marqués par un immobilisme politique complet. Il faut prouver qu'il n'en était rien. Les Japonais sont alors affectés

par les « chocs » que leur a fait subir l'allié américain. M. Tanaka va se montrer ferme à l'égard des Etats-Unis. Il se rend à Pékin, reconnaît la Chine. Il est, sur les cinq continents, le représentant inébranlable de son pays et d'abord de son économie.

Très populaire, comme le prouve le succès du P.L.D. aux élections de décembre 1972, M. Tanaka entend aussi « remodeler » le Japon, déséquilibré et pollué par une industrialisation sauvage. Cependant, dès le printemps 1973, le vent tourne. Le yen flote et les prix montent en flèche. Une spéculation éhontée sur les terrains remet en question le programme du chef du gouvernement.

La crise de l'énergie et l'inflation galopante, que M. Tanaka ne freine guère, accroissent le mécontentement populaire. En vue des élections sénatoriales de juillet 1974, M. Tanaka use d'une arme dont il connaît bien le fonctionnement : il distribue sans vergogne les fonds de son parti. L'opinion s'indigne cette fois. Les deux membres les plus importants de son cabinet, MM. Fukuda et Miki démissionnent. C'est la crise au sein du P.L.D. D'autant que le mensuel *Bungei Shunju* publie une enquête détaillée sur l'énorme fortune du premier ministre.

Le scandale risque d'éclater et d'éclabousser beaucoup de monde. M. Tanaka est contraint de quitter le pouvoir en décembre 1974. Dès lors, même si sa maison princière du centre de Tokyo continue d'être, au moins aussi fréquentée que la résidence de M. Miki, le nouveau premier ministre, M. Tanaka reste dans l'ombre. Il contrôle toujours cependant la plus importante fraction du P.L.D. Il est sorti de son silence, il y a quelques mois, pour annoncer avec sa bonhomie habituelle qu'il n'a pas été mêlé à l'affaire Lockheed. L'enquête devait bien-

PHILIPPE PONS.

Chine

M. WHITLAM, CHEF DE L'OPPOSITION TRAVAILLISTE AUSTRALIENNE, est arrivé dimanche 25 juillet à Pékin pour une série d'entretiens avec des dirigeants chinois. Cette visite a lieu un mois après celle du premier ministre australien, M. Fraser. C'est le troisième voyage en Chine de M. Whitlam, dont le gouvernement avait décidé en 1972 d'établir des relations diplomatiques avec Pékin. — (A.F.P.)

M. SERETSE KHAMA, président du Botswana, est arrivé lundi 26 juillet à Pékin, en visite officielle. L'assistance économique chinoise au Botswana — une liaison ferroviaire pourrait être établie entre ce pays et la Zambie — et la lutte des mouvements de libération en Afrique australe seront vraisemblablement au centre des discussions. — (A.F.P.)

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

Institut international d'enseignement privé, spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres. Cours supérieurs PRÉPARATION À LA DIRECTION DES ENTREPRISES, réservés aux cadres déjà en fonction, durée environ 9 mois, études à plein temps (pas d'enseignement par correspondance). Début de la prochaine session : 18 octobre 1970. Conditions d'admission : 28 ans au moins, cinq ans d'activité professionnelle à un poste de responsabilité. Langues de travail : français. Méthodes pédagogiques actives. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens (dirigeants cadres ou conseils). Contrôle continu et systématique des connaissances. L'École organise également un « Cours général Formation en Administration d'Entreprise », réservé à de futurs cadres polyvalents. Documentation détaillée sur simple demande ou téléphone au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne ECI, chemin de Mornex 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 92, en précisant la référence MF 78.

REGARDEZ CE QUI SE PASSE SI TOUT LE MONDE PART EN VACANCES A LA MEME HEURE AU MEME MOMENT.



Cette année vous aurez les moyens de ne pas partir à la même heure que les autres.

Une enquête menée auprès de 80.000 personnes vous indique précisément, pour les 30, 31 juillet, 1^{er} et 2 Août, les heures de pointe où vous risquez les bouchons.

Elle vous donne aussi les heures encore libres. La bonne heure de départ, c'est l'heure H. Vous la trouverez dans ce même numéro.

HEURE H.
La meilleure heure de départ en fonction de votre région.

La Tunisie! Nous y sommes nés. Aussi sommes-nous les mieux placés pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

TUNISIE CONTACT
ou
des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 742.43.53

Nom : _____
Adresse : _____
CITY L.A. 601

هكذا من الأهل

POLITIQUE

Un changement de gouvernement amorcerait une transformation de la nature du régime

M. Jacques Chirac qui part pour Tokyo mercredi 28 juillet ne reviendra d'Ossaka que le 2 août. M. Giscard d'Estaing, après le conseil des ministres du 4 août, partira le lendemain pour le Gabon. Son voyage officiel dans ce pays sera suivi d'un séjour privé au Zaïre où il se livrera à une de ses distractions favorites, la chasse au gros gibier. Le chef de l'Etat ne sera de retour à Paris que vers le 22 août. Le premier ministre, qui pendant cette absence sera resté à son poste, devrait, en principe, prendre ensuite quelques jours de vacances en Corréze.

Le premier ministre aime à répéter que, chargé d'une mission par le président de la République, il remplira cette tâche tant qu'on ne lui aura pas signifié qu'il prend fin. Ayant de plus affirmé, au cours d'une récente émission télévisée (le Monde du 26 juin), qu'il ne donnerait pas sa démission, le premier ministre abandonne entièrement son sort entre les mains du chef de l'Etat. C'est donc à ce dernier de disposer de lui et il est assuré — la loyauté de M. Chirac ne fait toujours aucune doute à l'égard de son premier ministre obéira sans murmure aux décisions qui seront prises.

On comprend dès lors que dans le monde ministériel, politique, administratif les spéculations aillent bon train sur les intentions de M. Giscard d'Estaing.

Pour les uns, la confirmation de M. Jacques Chirac dans ses fonctions s'impose. Bien qu'il ait déjà bénéficié à plusieurs reprises d'une telle confirmation sans que ses effets aient été très appréciables, le premier ministre trouverait un surcroît d'autorité si, après avoir remis la démission du gouvernement, il était aussitôt chargé d'en former un autre. Pour être totalement efficace, cette procédure devrait s'accompagner d'une définition plus claire de la responsabilité respectuelle du chef de l'Etat et du premier ministre. Une certaine confusion prévaut actuellement, au partage des compétences entre l'Elysée et Matignon. Si la présidence de la République est peut-être moins « interventionniste » qu'il y paraît, Georges Pompidou, le chef de l'Etat lui-même prend parfois des décisions dont le caractère est relativement mineur. Ainsi, c'est M. Giscard d'Estaing qui a personnellement décidé la création de l'école des mines demandée par Marcel Marceau après les refus des ministères des affaires culturelles et des finances qui appuyaient pour l'édification d'un collège de jeunes ingénieurs, du président de la République.

De même, la tenue des comités interministériels sous la présidence de M. Chirac n'obéit pas à une règle fixe. Ayant reçu l'avis de l'Etat une assez large délégation pour présider de nombreux comités de ce type aussitôt après les élections cantonales de mars dernier, le premier ministre a décidé de ne plus s'y élever. L'Elysée de nombreuses affaires pour lesquelles sont traitées soit en conseil interministériel, auxquelles il participe, soit en commissions interministérielles, entre le chef de l'Etat et certains de ses ministres. D'ailleurs, ces derniers ont des rapports moins assés que par le passé avec le chef de l'Etat. Par exemple, le chef de l'Etat ne se déplace plus au gouvernement ayant le souci de ne pas déplaire au président de la République ou tendance à lui faire une cour à l'instar de son assistant, qui a négligé quelques peu le premier ministre.

Mille rumeurs
Ne disposant pas eux-mêmes d'aucune information sérieuse sur les intentions du chef de l'Etat, ils se sentent encouragés dans ce comportement par les rumeurs politiques et qu'il n'est pas de fausses confidences ou des bruits dirigés venant des « entourage » de dirigeants du régime répétés de divers côtés. Avec d'autres noms, la formule de naguère « l'Etat est au paraplui » fait florès aujourd'hui. Tous en sont convaincus. Les experts politiques ont des propos les attitudes du président de la République en conseil des ministres, ses regards, ses gestes, ses attitudes, qui dénotent le comportement de M. Giscard d'Estaing à l'égard de la République et à l'égard de la conjoncture parlementaire et politique. Celle-ci se situe en effet à un niveau qui n'est pas le sien. L'Etat n'est plus le garant de la légitimité d'une sorte de délégation totale que lui a accordée le suffrage, les milieux des forces politiques partisans ne peuvent le concevoir. Mais encore faut-il que ces affrontements ne se contentent pas de se poursuivre et ne tentent pas d'empêcher sur ses prérogatives, comme a semblé vouloir le faire le président du groupe U.D.R. M. Labbé, à propos d'un éventuel remaniement du gouvernement en juillet.

M. Giscard d'Estaing, dont un des modèles historiques est Louis XV, dit le Bien-Aimé ne semble pas concevoir l'exercice du pouvoir en termes d'affrontement. Les causes de tension doivent donc être éliminées par la conciliation, la persuasion, la négociation et la réforme. D'où les ambiguïtés réservées par le chef de l'Etat à la gauche, mais la « minorité ». D'où une série de réformes dont l'inspiration — à défaut des modalités — est de vider les revendications de leur fondement agressif (la

M. STIRN : ce que M. Marchais dit de la Corse est valable pour les DOM.

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, a quitté, lundi 26 juillet, Saint-Denis-de-la-Réunion au terme d'une visite officielle de cinq jours. Avant son départ, il a commenté les propos par lesquels M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., avait dénoncé les autonomies corse (le Monde du 27 juillet). Il a déclaré : « Il est très agréable de voir un opposant reprendre les arguments de la majorité. Ce que M. Marchais a dit de l'indépendance de la Corse, je pourrais le reprendre mot pour mot pour la Réunion ou un autre département d'outre-mer. (...) Voilà un allié inattendu. Malheureusement les communistes réunionnais, rétrogrades et rigides, n'ont pas encore suivi la même évolution. » Le secrétaire d'Etat s'est rendu dans le département français de l'océan Indien essentiellement pour préparer la visite qui doit y faire M. Valéry Giscard d'Estaing en octobre prochain. Il a également passé une journée à Mayotte (île des Comores qui demande son rattachement à la France après l'accession de l'archipel à l'indépendance). M. Stirn a confirmé que le projet de départementalisation serait soumis au Parlement au cours de la session d'automne. Des mesures ont été prises pour améliorer l'approvisionnement de l'île : des barges vont être amenées qui faciliteront le déchargement des navires, un vol mensuel supplémentaire sera assuré à partir de la Réunion.

La préparation des élections municipales
M. ARRECKX
CANDIDAT DE LA MAJORITÉ
A TOULON
annonce M. Poniatowski

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a été reçu lundi 26 juillet à Toulon par le bureau fédéral des républicains indépendants du Var. Il a annoncé que M. Maurice Arreckx (rép. ind.), maire de la ville, serait prochainement désigné comme candidat de la majorité pour les élections municipales du Var. Il a dit aussi que l'opposition accepterait de jouer ce jeu et ne conteste pas, en cas de victoire aux élections municipales, la primauté du chef de l'Etat dans la définition de la politique nationale.

Il conviendrait également que la Constitution soit modifiée pour que le Parlement ne puisse, en permanence, le gouvernement, contester en fait le président de la République.
Les intentions prêtées au président de la République sont encore au stade de la réflexion, de la méditation. Le dessin peut être réalisé à l'occasion d'un changement de gouvernement au mois de septembre, accompagné de la publication de l'ouvrage sur la société libérale auquel travaille le chef de l'Etat, qui a chaud dans la foulée des élections législatives de 1978.
Au choix de l'homme que fera M. Giscard d'Estaing pour le poste de premier ministre, on jugera si sa résolution est prise de donner aux institutions et au régime un tour nouveau et de moderniser, en fait, la V^e République.
ANDRÉ PASSERON.

La rencontre entre MM. Fabre et Nungesser

M. PERONNET : une initiative intéressante.

M. Gabriel Peronnet, président du parti radical, secrétaire d'Etat, a déclaré lundi 26 juillet à propos de l'entretien entre M. Robert Fabre, président des radicaux de gauche et M. Roland Nungesser, député U.D.R. du Val-de-Marne : « Cette rencontre, dont M. Nungesser m'a tenu informé, est un événement politique qui, même si on le ramène à ses justes proportions, mérite d'être suivi avec intérêt. Les radicaux qui bannissent le sectarisme ne peuvent que s'en féliciter et approuver Robert Fabre d'avoir répondu favorablement à l'initiative du député U.D.R. Il n'y a pas si longtemps, d'autres leaders de l'opposition et non des moindres ne s'empêchaient pas de vibrants appels en direction des gaullistes ? Et voilà dans l'union de la gauche, réduits à la portion congrue pour les candidatures aux prochaines élections législatives, nos amis radicaux d'opposition ont raison de faire preuve d'indépendance et de courage en attendant le jour où ils retrouveront leur vraie place avec nous dans la majorité. »

Plus importante encore est la visite de M. Robert Poniatowski chez le premier ministre qui laisse bien augurer, souhaitons-le, des indispensables rapports entre la majorité et l'opposition, lorsque la situation internationale — c'est le cas — ou nationale l'exige.

AFRIQUE

République Sud-Africaine
L'agitation persiste à Soweto

Les écoles de la ville noire de Soweto, près de Johannesburg, ont rouvert normalement leurs portes ce mardi 27 juillet. La veille des incidents avaient entraîné leur fermeture immédiate. Plusieurs milliers d'élèves étaient descendus dans les rues en insultant les policiers et jetant des pierres contre des écoles qui roulaient suivre les cours. Il n'y a pas eu de victimes.

La police, qui accuse des « agitateurs » et des enseignants d'être à l'origine des incidents, a maintenu son dispositif de sécurité. Lundi, dans la soirée, une assemblée des instituteurs de Soweto a estimé que la multiplication des patrouilles était « une cause de tension » et a demandé son retrait. Plusieurs tentatives d'incendies d'écoles noires ont été signalées dans les provinces de Natal et du Transvaal.

Par ailleurs, la police sud-africaine a appréhendé cinq dirigeants du parti démocratique du Transvaal (P.D.T.), formation d'opposition en vertu de l'état d'urgence en vigueur dans ce « baoutouan » depuis 1960, qui permet la détention illimitée de tout suspect. Jusqu'à présent, la police n'a cité aucun motif pour l'arrestation de M. Jackson Nkomo, résident national du T.D.P., de M. Florence Mankosya et de F.S. Padana, tous deux membres de son exécutif, et les deux seuls membres du parti élus à l'Assemblée législative, M.M. Xobolo et Padana, qui ont été choisis comme candidats du T.D.P. pour les élections législatives qui auront lieu avant l'indépendance du Transvaal, prévue pour le 29 octobre. S'ils ne sont pas libérés avant lundi, date limite du dépôt des candidatures, ils ne pourront pas se présenter.

● A WASHINGTON, après un entretien avec M. Henry Kissinger, M. Botha, ambassadeur d'Afrique du Sud, a indiqué qu'il n'est pas sûr du secrétaire d'Etat américain avec M. Vorster était « hautement improbable ».

● A NEW-YORK, le Conseil de sécurité des Nations unies devait examiner ce mardi la plainte des autorités zambiennes pour « quatre agressions sud-africaines contre leur territoire depuis le début de l'année ». (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuters.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abriter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abriter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abriter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abriter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abriter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

● Le quotidien de Dakar le Soleil évoque, lundi 26 juillet, la proposition de M. M. Teffé Didié, ancien secrétaire général de l'O.U.A. (le Monde du 27 juillet), « l'immuable scénario » selon lequel « on accuse les pays voisins de préférence le Sénégal et la Côte-d'Ivoire, d'abiter des bases de mercenaires prêts à déferler sur le territoire guinéen, puis on trouve des coupables pour étayer et confirmer tout cela ». (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

● DES OBSERVATEURS DE L'ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS (O.E.A.) seront détachés à la frontière entre le Honduras et El Salvador, à partir de lundi 26 juillet. L'accord entre les deux pays est intervenu après la visite des ministres des affaires étrangères de Costa Rica, du Guatemala et du Nicaragua. Des accrochages entre les armées des deux pays ont eu lieu depuis le 13 juillet dernier à la frontière et ont fait morts et blessés. Un bref conflit armé avait opposé, en juillet 1968, les deux pays, qui n'entretenaient plus de relations diplomatiques depuis cette date. — (A.F.P.)

Etats-Unis

● UN GREC, M. Stavros Sykouris, a été tué, lundi soir 26 juillet, un pistolet en direction de M. Bulent Ecevit, ancien premier ministre turc, au moment où il pénétrait dans l'hôtel Astoria, à New-York. L'homme a été aussitôt jeté à terre par des membres des services de sécurité. Aucun coup de feu n'a été tiré. M. Ecevit devait prendre la parole à l'hôtel Astoria devant un groupe d'américains d'origine grecque. Des manifestants d'origine grecque étaient massés devant l'hôtel au moment de la tentative d'assassinat. M. Ecevit présidait le gouvernement d'Ankara au moment de l'intervention des forces armées turques à Chypre, en 1974. — (A.F.P.)

Maroc

● LA CHAMBRE CRIMINELLE de la cour d'appel de Casablanca a commencé, le 26 juillet, l'examen de l'affaire dite du syndicat national des lycéens. Sur les trente-cinq accusés, cinq seulement restent en détention. Les trente autres ayant bénéficié de la mise en liberté provisoire en avril 1975. Dix-neuf des accusés sont poursuivis pour complot et pour attentat contre le régime, selon les deux qualifications distinctes retenues par la loi pénale marocaine, et pour deux délits, dont celui de constitution d'associations illicites, en l'occurrence le syndicat national des lycéens. A l'encontre de quinze autres accusés, les deux mêmes délits ont été retenus. Un accusé est poursuivi pour simple « trouble à l'ordre public ». — (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

Mexique

● TROIS PERSONNES ONT ÉTÉ TUÉES et douze autres blessées, le lundi 26 juillet, au cours d'un affrontement entre deux factions d'ouvriers électroliers à Puebla, appartenant dans la capitale mexicaine. L'affrontement s'est produit entre les éléments de la tendance de gauche et un groupe de sympathisants du Syndicat unique des ouvriers électroliers (SUTERM).

Ouganda

● LA LIGUE ARABE a adressé, lundi 26 juillet, aux pays membres producteurs de pétrole, des messages leur demandant d'approvisionner l'Ouganda et

Portugal

● LES DIRIGEANTS DU CENTRE DÉMOCRATIQUE SOCIAL (C.D.S.), MM. Freitas do Amaral, président, Amaro de Costa, vice-président, et Bastião Horta, secrétaire général, ont été reçus, dimanche 26 juillet, à la tête de la commission politique du parti. La liste unique a recueilli 450 voix contre 50. Le congrès a approuvé une proposition de M. de Amaral qui tend à mettre l'accent sur les thèmes sociaux, dans la perspective de la construction d'une « démocratie sociale avancée d'inspiration marxiste ». Parallèlement, le C.D.S. a mis au point un plan d'action visant à accroître son implantation populaire. — (A.F.P.)

● LE PORTE-PAROLE DU MINISTÈRE OUEST-ALLEMAND de la défense a annoncé, le 26 juillet, l'envoi de six conseillers militaires à Lisbonne. Ils doivent aider les Portugais à mettre sur pied une « légion » de type de celles qui sont intégrées dans l'O.T.A.N. — (A.F.P., U.P.I.)

Union soviétique

● L'U.R.S.S. COMPTAIT 268 700 000 D'HABITANTS au 1^{er} juillet 1976 soit 3 400 000 de plus qu'en 1975. Les experts soviétiques ont estimé récemment que l'U.R.S.S. compterait 320 à 330 millions d'habitants en l'an 2000, dont les trois quarts vivront dans les villes et les agglomérations urbaines. — (A.F.P.)

Zambie

● LES AUTORITÉS ZAMBIENNES ont pris des dispositions pour assurer la sécurité des civils qui se déplacent dans le nord-ouest du pays, entre Zambie et la frontière angolaise, en raison des activités de maquisards antigouvernementaux. Le « gang terroriste » dirigé par M. Adamson Mushala, un ancien gardien de parc, a tué au moins dix-sept soldats, policiers ou civils zambiens depuis le début de sa campagne de guérilla, il y a cinq mois. — (Reuters.)

LES AMBIGUITÉS DE KISSINGER EN AFRIQUE

par Gilbert Conte, dans le No 82 d'Africa, la grande revue indépendante d'Afrique noire, où elle est entièrement faite (c'est mieux pour bien en parler). Rens. : écrire BP. 1826 Dakar.

La Pompadour
SOLDE
petites robes légères
bains de soleil
robes de casino, etc.
TAILLES 38 au 58
Prix exceptionnels.
32 bis, Bd HAUSMANN
en face de l'Opéra

VOYAGE CULTUREL
AU PAYS
DES PHARAONS
du 31 août
au 12 septembre 1976
avec M. Tahar Pierre BOUFFIERS
Directeur des GRANDS ITINÉRAIRES
Rens. et inscriptions :
LES GRANDS ITINÉRAIRES
de Bible et Terre Sainte
5, av. de l'Opéra, 57001 PARIS
Lic. d'Etat 309 A.

TUNISIE CONTACT
des vocaux
par des
TUNISIE CONTACT

JUSTICE

POINT DE VUE

Responsabilité pénale et psychiatrie

par le docteur P. BAILLY SALIN (*)

Le projet de réforme du code pénal porte sur l'article 64 de ce code qui, depuis la loi de 1958, régit les limites entre le passage à l'acte délictueux et le passage à l'acte criminel. L'ancien texte employait le concept vague de « déraison », terme qui, scientifiquement, ne recouvrait pas la qualité des divers troubles en cause dans la délinquance pathologique ou le forcé du crime pathologique. Qu'il ait été utile de modifier et de moderniser cette terminologie est incontestable, et la formulation nouvelle proposée de « trouble psychique ayant aboli le discernement ou le contrôle des actes » garde un caractère assez général pour que l'incertitude quant aux causes profondes d'un passage à l'acte ne devienne gênante lors de la décision des experts.

Le problème qui nous inquiète n'est pas là : l'ancien article 64 du code pénal avait une très grande cohérence interne, logique, juridique et pratique, puisque, déclaré en état de déraison, il n'y avait ni « crime » ni « délit » et le malade, seul qualifié par la loi pour être décerné, devenait alors lui-même le distinguant en droit et en fait des autres patients atteints de troubles identiques et suivait le même régime thérapeutique avec les mêmes garanties de la loi de 1838 sur l'interne.

La réforme qui nous est proposée modifie radicalement cette position. En effet, le sujet déclaré malade sera placé dans un établissement spécialisé non plus suivant la procédure normale, banale, mais suivant « une décision de la juridiction d'instruction ou de jugement », s'écarter ainsi du régime habituel des malades mentaux. De même que l'entrée dans l'univers thérapeutique est particulièrement grave, la sortie, elle aussi, et en « milieu », est « ordonnée par le tribunal de l'exécution des sanctions », ce qui dégrade aux règles usuelles pour les patients en général.

De très graves conséquences juridiques et thérapeutiques découlent de ces positions « novatrices », et nous n'en retiendrons que deux aspects parmi d'autres. Le malade mental ayant commis un délit dans un état qui l'aurait rendu incapable de discernement, s'écarter ainsi du régime habituel des malades mentaux. De même que l'entrée dans l'univers thérapeutique est particulièrement grave, la sortie, elle aussi, et en « milieu », est « ordonnée par le tribunal de l'exécution des sanctions », ce qui dégrade aux règles usuelles pour les patients en général.

(*) Nous avons présenté les principales dispositions du projet dans « le Monde » daté du 23 juillet.

LE MEURTRE DU JOURNALISTE RENÉ TROUVÉ

Un nouveau témoignage contre le docteur Claude Birague

De notre correspondant régional

Toulouse. — Les policiers chargés d'enquêter sur le meurtre de M. René Trouvé, correspondant toulousain de l'hebdomadaire le Meilleur, ont entendu, à la fin de la semaine dernière, un témoin dont la déposition risque d'être accablante pour le docteur Claude Birague, arrêté le 14 juillet et inculpé de complicité d'assassinat. Ce témoin, mû par la curiosité, dans la banlieue toulousaine, est, en effet, venu spontanément dire aux policiers que le médecin — chez lequel il effectuait des travaux — lui avait emprunté, quelques jours avant le meurtre de René Trouvé, une carabine 22 long rifle à répétition de calibre 5,5, munie d'une lunette. Le docteur Birague aurait rendu l'arme à son propriétaire une semaine plus tard, sans lui fournir aucune explication.

Ce témoignage recoupe des déclarations de Christian Portay, l'un des deux hommes de main engagés par le médecin, qui a affirmé aux policiers que son « patron » lui avait proposé une carabine pour tuer M. Trouvé. Christian Portay aurait refusé, arguant que ce n'était pas une arme utilisable pour ce genre d'opération. En fait, selon les policiers, l'acolyte ne devait pas encore être fermement décidé à commettre un crime et il aurait fallu pour le « motiver » une certaine insistance du docteur Birague. Ce dernier n'en continue pas moins de nier, devant le magistrat instructeur, toute responsabilité directe dans l'assassinat du journaliste toulousain, prétendant qu'il avait seulement ordonné de lui infliger une « sévère correction ».

UN RESPONSABLE DE LA JEUNESSE COMMUNISTE

EN CORRECTIONNELLE

Loi « anti-casseurs » pour une réunion bien sage

C'est, selon M. Labadie, avocat de la défense, « dans la clandestinité d'une séance de réunion » qu'a eu lieu, lundi 26 juillet à Paris, le procès de M. Patrick Staat, à présent secrétaire national de la Jeunesse communiste, inculpé d'infraction à la loi anti-casseurs pour avoir tenu irrégulièrement une réunion politique dans un lycée. « Vacances », cela veut dire « vacances » dans le langage du palais : les magistrats officiels habituellement à la troisième chambre correctionnelle étaient remplacés par d'autres, saisi d'urgence par le procureur général de l'année des lycéens sont en vacances et que ce « procès politique » risque moins de provoquer des remous.

Clandestinité toute relative cependant. L'Humainité avait consacré un article par jour, la semaine précédente, à l'annonce d'un procès qui « s'inscrivait dans une campagne lancée par le pouvoir pour porter atteinte aux forces démocratiques », et la salle était comble. Pendant plus de quatre heures, les sympathisants de M. Patrick Staat, « les lycéens », comme les appelait le président, M. Jean Fournier, ont assisté bouche bée aux procès d'une vingtaine de délégués de la Jeunesse communiste, dont tout mettait à nu la misère morale et sociale. Une belle leçon de choses pour ces jeunes communistes, que même les historiens des idées ne peuvent pas arracher à leur gravité.

« Bonne réputation »

M. Patrick Staat, lui, est un jeune homme bien. Dans son joli complet de velours marron, avec sa cravate, ses cheveux plus courts, ses traits fins, il fait « bon regard ». Le rapport de police indique : « personnes actives ayant bonne réputation d'après ses voisins ». M. Georges Dousset, éducateur, premier adjoint à la mairie de Villejuif, le confirme : « Un garçon très droit, avec un très grand sens de la justice... On aimerait avoir beaucoup de jeunes qui démontrent ce qu'est devenu Patrick Staat ».

C'est-à-dire, à l'époque des faits, le 27 février 1975, secrétaire de la fédération de la Jeunesse communiste du Val-de-Marne. L'histoire est simple, mais les versions, bien entendues, ne concordent pas sur tous les points. Les jeunes communistes du lycée Roger Rollin, à Saint-Denis (Val-de-Marne), invitent M. Staat à un débat, un jeudi, à l'heure du déjeuner, dans la salle de permanence. La directrice s'y oppose. M. Staat, qui a 21 ans, s'agit de sa réunion : infraction à l'article 184, § 3 du code pénal (loi du 8 juin 1970, dite « anti-casseurs »). La directrice porte plainte.

C'est une question de principe, expose le président. On dit-nous si n'importe qui se met à faire n'importe quoi dans les lycées ?

« La question n'était pas de savoir si l'État avait le droit de réprimer M. Staat, mais de répondre à l'invitation des jeunes ».

« En tant que citoyen français ».

FAITS DIVERS

A Grenoble

LE PÈRE DE LA JEUNE FILLE ENLEVÉE PAR LES « BRIGADES ROUGES » LANCE UN APPEL AUX RAVISSEURS

M. Yvan Moïsenko, le père de la jeune fille enlevée samedi 24 juillet à Saint-Martin-d'Hères, par les « Brigades rouges », a lancé, lundi 26 juillet, un appel aux ravisseurs. « L'enfant des cheuvers et de certains objets à plusieurs personnes n'est pas suffisant pour nous prouver qu'Olya est réellement en vie. Nous demandons au ravisseur d'autoriser notre fille à nous écrire, afin qu'elle nous confirme elle-même qu'elle est en bonne santé », indique le message qui a paru mardi 27 juillet dans le Dauphiné libéré.

Une lettre contenant une mèche de cheveux et le bracelet-montre de Mlle Olya Moïsenko était parvenue dimanche 25 juillet en fin de journée aux services de la police. Ce dernier n'en continue pas moins de nier, devant le magistrat instructeur, toute responsabilité directe dans l'assassinat du journaliste toulousain, prétendant qu'il avait seulement ordonné de lui infliger une « sévère correction ».

SOCIÉTÉ

CORRESPONDANCE

LE HANDICAPÉ, UN TIRE-AU-FLANC

L'article paru dans le Monde daté 11-12 juillet, intitulé « Un travailleur handicapé », nous a valu de recevoir plusieurs lettres et même... quelques chèques — dont un de 1000 F — en faveur du travailleur handicapé dont il était question. Nous publions l'une de ces lettres, qui nous paraît particulièrement significative. Elle est écrite par un habitant du Puy, M. Auguste Fayolle.

Vous savez, cela n'est pas un cas isolé, nous sommes des milliers à vivre cette vie, rejetés de partout : par les employeurs, qui n'ont aucune envie d'employer des personnes en mauvaise santé, par la Sécurité sociale et les agences pour l'emploi qui vous considèrent comme des « tire-au-flanc » ; par les camarades de travail qui répètent dans votre dos qu'il est pénible de payer des gens à ne rien faire, alors « qu'ils pourraient bien travailler s'ils le voulaient ». En outre, nous sommes pratiquement ignorés par les organisations syndicales et les partis politiques : pas rentables évidemment.

En 1961, je tombai gravement malade ; je restai trois ans en longue maladie, puis je fus mis, par la Sécurité sociale, en invalidité numéro 2, c'est-à-dire incapable d'exercer une activité rémunérée, avec 50 % de mon salaire antérieur. En 1967, mon

état de santé s'étant un peu amélioré, je fus mis en invalidité numéro 1, c'est-à-dire pouvant exercer une « certaine activité », avec 30 % de mon salaire. J'avais alors cinquante ans. Je m'inscrivis immédiatement à l'agence pour l'emploi, qui me fit comprendre qu'à mon âge, et vu ma mauvaise santé, il était illusoire de trouver un emploi selon mes possibilités physiques. Aujourd'hui, en 1976, huit ans après, il m'a été proposé quatre emplois : manœuvre chez les maçons, plongeur dans un restaurant, déchargement de camions de marchandises, pompier dans une station-service. Bien entendu, quand je me présentais à ces quatre emplois je fus déçouffé, poliment, je ne faisais pas l'affaire.

Je vis donc avec 18 F par jour. Je n'ai pas trop à me plaindre, ma femme ayant pris la relève. Sinon j'aurais dû faire comme bien d'autres, « piquer » ça et là dans les grands magasins, faut bien vivre ! Avec bien sûr les risques que cela comporte. Et, à soixante ans, la mise à la retraite automatique par la Sécurité sociale, mais pas la retraite à taux plein, bien sûr, mais au taux réduit de 25 %. Nous espérons (en vain, semble-t-il) qu'un jour prochain la retraite à soixante ans à taux plein (50 %) sera accordée aux travailleurs handicapés. D'ici là, l'espoir fait vivre.

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale a déposé une proposition de résolution tendant à la création d'une « commission d'enquête parlementaire sur les atteintes aux libertés dans les entreprises et l'usage de la violence et de la répression anti-ouvrière ». Les députés

communistes estiment en effet qu'en matière d'environnement aux libertés dans les entreprises et la similitude des moyens utilisés permet de penser que derrière ces actes non signés agit une organisation spéciale, qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler celle qui sévit dans l'industrie automobile.

MEDECINE-PHARMACIE M. P. Zéro

Groupes de bacheliers C. D. pour mise à niveau scientifique. Groupes de bacheliers A. B. pour acquisition bases. Candidats au bac D. Préparation simultanée « Bac-Médecine ». Profils de Fac. Groupes de 15 étudiants maximum. Résultats performants. Nombre limité de places. I.P.E.C. 46 Bd St-Michel. 693.81.23. 033.45.67

Comment éviter les bouchons ? L'heure H pour choisir la meilleure heure de départ

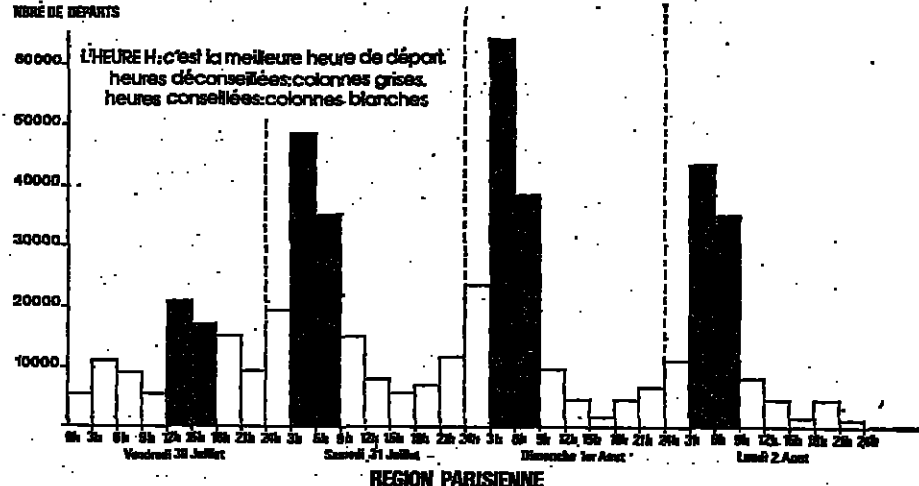
Pour les prochains départs de fin juillet, les problèmes de circulation seront particulièrement importants puisque cinq millions de Français partiront en vacances en quatre jours et croqueront les quatre millions de Français qui restent.

L'heure H, campagne de prévision et d'information du ministère de l'Équipement (Direction Des Routes) conseille les automobilistes sur les meilleures heures de départ dans leur région. Les automobilistes vont trouver une route plus libre en consultant attentivement les informations ci-dessous.

Ces heures de départ qui modifient leur horaire de départ n'ont aucune inéquité, tout le monde ne choisira pas la même heure. C'est prouvé statistiquement et par les premières expériences d'essai.

Un conseil général, valable pour toutes les régions de France : la meilleure solution, pour les vacances qui le peuvent, est de partir le lundi 29 juillet ou le mardi 3 août.

Pour ceux qui restent, les problèmes seront moins importants. Ces conseils ne s'adressent pas à eux, mais ils peuvent cependant s'en inspirer pour éviter les heures de pointe dans leur région de départ.



LA SITUATION EN REGION PARISIENNE
Dans la région parisienne, les quatre jours de départ (30-7, 31-7, 1-8 et 2-8) seront très chargés. Pour les automobilistes se rendant vers le sud, des difficultés sont à prévoir sur les grands itinéraires qui mènent au soleil.
VERS LYON ET LA VALLEE DU RHONE
Difficultés sur l'autoroute du Soleil :
— Vendredi 30 juillet, de 12 h. à 18 h.
— Samedi 31 juillet, de 12 h. à 18 h.
— Dimanche 1er août, de 3 h. à 15 h.
— Lundi 2 août, de 3 h. à 15 h.
VERS LE SUD-OUEST
Difficultés au sud de TOULOUSE à la sortie de l'autoroute Aquitaine :
— Vendredi 30 juillet, de 15 h. à 21 h.
— Samedi 31 juillet, de 3 h. à 18 h.
— Dimanche 1er août, de 3 h. à 15 h.
— Lundi 2 août, de 3 h. à 15 h.
VERS L'OUEST
Difficultés à la sortie de l'autoroute Océane vers les MANES samedi 31 juillet, dimanche 1er août, lundi 2 août : de 3 h. à midi.
CONSEIL HEURE H
Compte tenu des temps de parcours entre la région parisienne et la localisation des principaux encombrements prévus, les conseils sur la meilleure heure de départ sont les suivants :
VERS L'AUTOROUTE DU SOLEIL
Vendredi 30 juillet.
Heures de départ déconseillées : de 12 h. à 18 h.
Samedi 31 juillet.
Heures de départ déconseillées : de 3 h. à 9 h.
Heures de départ conseillées : l'après-midi, le matin avant 3 h. ou la veille dans la soirée.
VERS LE SUD-OUEST PAR L'AUTOROUTE AQUITAINE
(Ces indications ne figurent pas sur le graphique)
Vendredi 30 juillet.
Heures de départ déconseillées : de 12 h. à 18 h.
Heures de départ conseillées : l'après-midi.
Samedi 31 juillet.
Heures de départ déconseillées : de minuit à 13 h.
Heures de départ conseillées : l'après-midi.
Dimanche 1er août-lundi 2 août.
Heures de départ déconseillées : de minuit à midi.
Heures de départ conseillées : l'après-midi ou la veille dans la soirée.
VERS L'OUEST PAR L'AUTOROUTE OCEANE
(Ces indications ne figurent pas sur le graphique)
Samedi 31 juillet, dimanche 1er août, lundi 2 août.
Heures de départ déconseillées : de minuit à 9 h.
Heures de départ conseillées : l'après-midi ou la veille dans la soirée.
Pour tous renseignements routiers complémentaires, téléphoner au :
Centre National d'Information Routière.
Inter Service Routes
1, boulevard Théophile-Sauzet, 93110. Remy-sous-Bois.
039-35-32.

هنا من الهم

ÉDUCATION

La réforme Haby un an après

II. — Seul contre tous

par CATHERINE ARDITTI

La « loi Haby » réformant l'enseignement de la maternelle à la fin de l'enseignement secondaire, a un an. Mais, plus que la loi, ce sont des décrets, arrêtés et circulaires, actuellement en préparation, qui en définissent les objectifs.

C'est une tâche longue et difficile. Le ministre de l'éducation, comme ses prédécesseurs, se heurte à de sérieuses résistances. (« Le Monde » daté 25-26 juillet 1976.)

Est-il possible de réformer en profondeur l'enseignement français ? On peut en douter à constater l'ampleur des polémiques qui s'inscrivent chaque fois qu'un ministre se lance dans cette entreprise périlleuse. M. René Haby n'a pas échappé à la règle. Quel que soit le jugement que l'on porte sur ses projets, il faut reconnaître que sa tâche était difficile, et le reste. D'abord parce que la réforme Haby a succédé presque sans transition, à la réforme Fontanet restée inachevée, en 1974, en raison du décès de Georges Fontanet. Cette année-là, l'opinion avait été mobilisée sur les problèmes d'éducation tant par la propagande officielle que par les manifestations de protestation. « Une réforme de plus », entendit-on, quand M. Haby annonça la sienne. Il suscita plus d'ironie que d'enthousiasme.

Il fallait donc aller plus loin que M. Fontanet. Celui-ci était attaché au seul enseignement secondaire, M. Haby a eu le courage et le mérite de s'attaquer à la totalité du secteur dont il a la charge : de la maternelle au baccalauréat.

Ministre « technicien » (il était recteur de l'académie de Clermont-Ferrand avant son arrivée rue de Grenelle), M. Haby a trouvé, contre lui, au départ, une vaste opposition, aussi bien de gauche que de droite. Le gouvernement et la majorité, par leur silence au printemps 1975, ont, de leur côté, semblé abandonner quel que peu le ministre de l'éducation devant la difficulté. Il donna parfois l'impression d'être seul contre tous.

Homme tenace, il n'en a pas moins persévéré, respectant les

orientations tracées par le président de la République, écoutant les critiques de tous bords mais restant, dans l'ensemble, fidèle à ses idées.

Au-delà des structures de l'enseignement, des contenus, toute réforme se heurte à la monstruosité de la « machine » : une administration géante, cloisonnée et hiérarchisée à l'extrême ; des mécanismes d'une lourdeur exorbitante ; un milieu le plus souvent hostile à tout changement de ses habitudes, de ses traditions, accablé à ses privilèges.

On ne transforme pas facilement les mentalités, même lorsque les réformes sont nécessaires et les propositions intéressantes. A l'école élémentaire, par exemple, les mathématiques modernes (1970), le « tiers-temps » (1969), la rénovation de l'enseignement du français (1972), sont loin d'être entrées dans la pratique quotidienne de chaque classe. Pourtant, les instituteurs sont les seuls enseignants à bénéficier de la formation continue — trente-six semaines dans leur carrière.

Dans leur majorité, les enseignants, plutôt que de remettre en question leurs obligations de « service » (et notamment la durée de leurs vacances), préfèrent faire passer celle-ci avant tout le reste, alors que l'enseignement doit former un tout et ne pas être découpé en tranches. M. Haby a vite cédé aux pressions en renvoyant à introduire en classe de première un enseignement de trois heures de philosophie, tandis qu'il en aurait fait une simple option, voire une simple matière facultative.

Il voit se dresser aujourd'hui contre lui les historiens et géographes, les mathématiciens, les

économistes, qui jugent leur enseignement menacé.

Les syndicats d'enseignants, les mouvements pédagogiques, les fédérations de parents d'élèves, toujours prompts à la riposte, ont, dès le départ, jeté leurs forces dans la bataille contre la réforme Haby. Même ceux qui ne s'étaient pas franchement opposés aux projets de M. Fontanet ont, cette fois, été plus nets. C'est le cas, par exemple, du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.), en dépit des concessions que lui a faites le ministre. Même la fédération de parents d'élèves de l'enseignement public (Fédération Lagarde), traditionnellement modérée, a élevé le ton.

Le ministre doit faire face à des critiques contradictoires. A gauche, on lui reproche de renforcer les inégalités sociales, d'aggraver le processus de sélection. A droite, on craint, au contraire, que les dispositions destinées à égaliser les chances n'aboutissent à un « nivellement par le bas ». M. Haby a cédé sur les projets — discutables — concernant le cours préparatoire, vivement critiqué par les syndicats et partis de gauche. C'est qu'il n'est pas insensible à l'idée d'équivalences des classes : dès son arrivée au ministère, il a supprimé les filières dans le premier cycle, et aujourd'hui, non sans habileté, il s'en remet aux enseignants pour ne pas reconstruire dans les faits ces filières.

Mais, dans ce domaine, il n'a pas été jusqu'au bout, puisque la loi Royer permet toujours d'orienter vers des voies professionnelles des jeunes n'ayant pas atteint l'âge de la fin de la scolarité obligatoire.

En fait, le ministre de l'éducation — même s'il le souhaitait — n'est pas le seul maître des choix politiques. La réduction des effectifs par classe, la formation initiale et permanente des enseignants, sont des mesures aussi indispensables que coûteuses. Or, l'éducation n'est pas une priorité dans le VII^e Plan : celui-ci prévoit de réduire la part des crédits destinés à l'enseignement d'ici à 1980 (1) et maintient des orientations plus directement liées aux besoins du développement économique qu'aux désirs prévisibles des jeunes. Il donne la priorité à l'adaptation de la formation aux emplois. Les plus précoces s'étaient déjà industrialisés, dans une perspective d'industrialisation, à orienter le maximum de jeunes vers l'enseignement technique (notamment les collèges techniques). Avec un succès tout relatif : une telle orientation est actuellement, dans la plupart des cas, vécue comme un échec.

Pour l'an 2000

Proclamant, le 28 juin, à Aix-en-Provence, sa volonté et celle du président de la République de réaliser « l'égalité des chances » et de préparer pour « la société de l'an 2000 » des « hommes forts et compétents pour les autres », M. Haby déclarait : « J'ai conscience, en tant que ministre, des besoins de mon secteur, mais aussi de la nécessaire solidarité gouvernementale, et j'assumerai des deux côtés à la fois mes responsabilités. Cela ne me rendra pas insensible à la nécessité de réformer l'école, mais je ne veux pas que la réforme pose d'autres questions : parviendra-t-on à réduire le nombre de jeunes qui quittent l'école sans formation professionnelle ? Faut-il ou non renforcer la sélection à l'entrée des universités ? Et sur quelles bases ? La persistance du chômage est évidemment l'enjeu principal de la réforme Haby n'est pas, pour eux,

une fin en soi. D'autant plus que la date de son application est proche des échéances électorales de 1978. Ils interprètent les « reculs » du ministre comme un simple « saupoudrage de satisfactions ».

La réforme Haby reste pour eux, toujours synonyme d'organisation de la sélection. Elle abaissera, certainement, le niveau des connaissances. Mais elle n'est plus au premier rang des préoccupations de ses opposants. Si un membre du bureau national du S.N.I. déclarait récemment qu'elle va « dans le sens de l'histoire », M. André Henry, secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale, résumait davantage les positions syndicales en affirmant qu'elle n'est qu'une « péripétie de l'histoire ». Pour lui, un gouvernement de gauche devra l'abroger.

Les opposants à M. Haby auraient-ils la tâche plus facile si la gauche ne pouvait ? Bien n'est moins sûr. Si tout le monde se réfère au programme commun, plusieurs projets sont en présence sur ce point : les propositions de loi du parti communiste, l'école fondamentale et le cycle de détermination du S.N.I. et de la F.E.N., le projet d'école du parti socialiste. Si les syndicats affirment leur vocation à la critique quel que soit le gouvernement, enfin, un ministre de gauche se heurterait aussi à un conservatisme du milieu. Le secrétaire général de la F.E.N. estime que « le progrès est contagieux ». Pour l'instant, ce n'est qu'un vœu.

F. I. N.

(1) Le VII^e Plan prévoit, de la part de l'éducation, une baisse de 10 % pour les dépenses d'équipement et de 15 % pour les dépenses de fonctionnement.

DÉFENSE

Trois régiments français d'artillerie quittent l'Allemagne fédérale

Deux de ces unités recevront des missiles Pluton

Trois régiments français d'artillerie sont sur le point de quitter l'Allemagne fédérale d'Allemagne, où ils étaient en garnison, pour rejoindre la France, où ils seront désormais stationnés. Deux de ces régiments sont destinés à recevoir des batteries de missiles nucléaires tactiques Pluton. Le troisième était prévu pour être doté du même armement, mais on sait que le gouvernement a décidé de limiter à cinq, au lieu de six, au total, le nombre des unités de Pluton.

Précedemment, en 1974, à Villers, en Forêt-Noire, le 50^e régiment d'artillerie sera installé à Laon (Aisne). Il prendra l'appellation de 4^e régiment d'artillerie et recevra des missiles Pluton. De son côté, le 53^e régiment d'artillerie, en garnison à Weingarten, sur le lac de Constance, stationnera, à partir de septembre prochain, à Oberhofen (Bas-Rhin), où il disposera de missiles nucléaires Pluton. Ces deux régiments rejoindront au 3^e régiment d'artillerie à Malville-Camp (Aube) et au 15^e régiment d'artillerie à Sully-sur-Meuse, qui disposent déjà de batteries de Pluton. La cinquième unité de missiles nucléaires est le 74^e régiment d'artillerie à Belfort.

Le 68^e régiment d'artillerie, qui avait été question initialement de doter de batteries de Pluton, est en cours de démantèlement et doit quitter son cantonnement de Landau, en Rhénanie-Palatinat, pour Habsbourg, en Moselle. Au total, le quart des régiments français aura, cette année, quitté l'Allemagne fédérale d'Alle-

magne. On compte, en effet, douze unités d'artillerie françaises outre-Rhin, à l'exception de la brigade, de la division ou en réserve générale, et trois régiments se préparent à regagner le territoire national. Ces transferts ne sont pas du goût des autorités allemandes, qui considèrent, en règle générale, et quelle que soit la nationalité des unités concernées, que ces dépôts continuent à attirer le dispositif allié outre-Rhin.

Dans les états-majors, on explique que ces rapatriements d'unités d'artillerie par la nécessité de réorganiser les forces terrestres d'active en huit nouvelles divisions blindées et six nouvelles divisions d'infanterie, auxquelles s'ajoutent la division alpine et la division parachutiste (le Monde daté 25-26 avril).

Les nouvelles structures des forces terrestres entraînent une répartition différente des grandes unités en France et en République fédérale d'Allemagne, où le départ des régiments d'artillerie pourrait être suivi par d'autres transferts.

Pour ce qui concerne l'artillerie sol-sol, la répartition exacte des régiments entre le corps d'armée et la division n'a pas encore été arrêtée définitivement. Les nouvelles divisions blindées comprennent, en effet, un ou deux régiments d'artillerie, et le corps d'armée, deux régiments d'artillerie et les divisions blindées n'en comportent qu'un seul. Ces dispositions, qui ont entraîné des transferts de régiments d'artillerie à l'intérieur de la France.

RELIGION

À LA RECHERCHE D'UNE CATÉCHÈSE POUR 1980

Réinterpréter l'Évangile

La catéchèse reste une des grandes préoccupations de l'Eglise catholique. Pour VI en a fait le thème du prochain synode mondial des évêques à Rome en 1977. A Paris, le cardinal Marty a lancé l'opération « catéchèse 1980 », qui, depuis fin 1974, a mobilisé une cinquantaine d'équipes. Celles-ci ont fourni un travail considérable dont la première phase est terminée. Il s'agit d'apprécier les résultats de la réforme promue par l'épiscopat voici huit ans.

« Cette réforme est bénéfique », affirme l'archevêque de Paris, répondant ainsi aux catholiques conservateurs qui vouent aux gémonies le renouveau et la diversification de l'enseignement de la foi.

S'adressant aux catéchistes le mois dernier, le cardinal poursuivait : « Il est indispensable que la catéchèse s'adapte pour rejoindre les jeunes là où ils sont et être qu'ils soient. Il n'est pas possible de considérer la catéchèse comme finie à l'enfance ou à l'adolescence, encore moins de la circonscrire à quatre années. Il n'est plus possible de mettre en route des jeunes sans se préoccuper de leurs familles, de leur entourage. L'éveil de la foi des jeunes ne peut être le fait de quelques-uns. Il interpelle tous les chrétiens. Bref, la catéchèse, comme la mission, est l'affaire de tous.

La formation des catéchistes doit s'améliorer. Les rapports insistent sur la compétence doctrinale et pédagogique nécessaire à cette difficile fonction et sur les moyens de l'augmenter. Au temps des bonnes volontés et du bénévolat doit succéder de

plus en plus celui de la spécialisation et des rémunérations que celle-ci entraîne.

La dispersion des efforts est néanmoins à l'instinctivement démentie par les catéchistes de ne pas s'écarter de sa tâche au cours du travail fourni par leurs collègues d'une même paroisse ou dans les paroisses voisines.

On estime que 2 500 000 enfants sont touchés par quelque 150 000 à 200 000 catéchistes. Mais un grand effort est fait actuellement auprès des adultes, et c'est là sans doute une des principales innovations et réussites de l'Eglise d'aujourd'hui.

Au-dessus d'un abîme

La catéchèse souffre des mêmes maux que la communauté chrétienne. Incertitude, désordre, hésitation, sur les méthodes, crise de langage, etc. Etudiant les rapports entre « foi et culture », le Père F. Retoulet constate que, pour la première fois, notre héritage culturel ne semble plus capable de réinterpréter les vérités chrétiennes, ce qui entraîne une certaine impuissance à transmettre la foi. Les jeunes ne sont pas seulement « autres », ils sont « ailleurs » que les adultes. Le discours religieux a écarté (7).

La catéchèse n'a jamais été aussi difficile. Il ne faut pas céder à la tentation de la vision du monde. « Les vérités de la foi, dit le Père Retoulet, demeurent en suspens au-dessus d'un abîme. (...) La foi ne supprime ni l'interrogation, ni la nécessité de penser par soi-même ; elle n'entraîne même pas l'absoluité » des formules théologiques et des lois morales.

La déchristianisation est-elle aussi inquiétante qu'on le dit parfois ? Pour le Père J. Audinet, elle n'est, semble-t-il, pas autre chose que « le dépassement d'un modèle du christianisme ». D'autres modèles savent où ils étaient — c'était l'honnête homme. Il savait ce qu'il avait à faire, il avait un cadre de vie.

« Aujourd'hui, la foi ne va pas de soi. La but de la catéchèse, c'est de rendre possible la confession de la foi. Or la culture moderne conspire en permanence contre les fondements de cette foi.

(1) Le rapport du Père Retoulet aux évêques des Pays d'Audinet et J.-J. Latour, dont on trouvera certains passages ultérieurement, est daté de Paris le 28.6.76, à l'issue de la Ville-Évêque, 75005 Paris.

Dans son rapport sur l'Eglise, le Père J.-J. Latour exprime cette mise en garde : « Il ne faudrait pas que la réaction des catéchistes soit analogue à celle d'un corps expéditionnaire au moment de la décolonisation, découvrant soudain qu'il n'est pas chez lui dans sa patrie, mais dans une terre étrangère et inamable ».

La nouvelle ère de sécularisation doit, au contraire, être acceptée sans la nostalgie d'une période de christianisme constantinien et de contre-réforme. Une religion d'élite est une tentation. La masse doit pouvoir se sentir chez elle dans l'Eglise. Ce serait une erreur de laisser le terrain vacant aux autres.

L'opération « catéchèse 1980 » n'est pas terminée. Les participants viennent de recevoir un nouveau rapport intitulé « Pour aller plus loin sur lequel, ils sont appelés à travailler. On ne doit pas se dissuader les difficultés rencontrées par ceux et celles qui sont officiellement chargés d'initier les enfants à une religion qui a perdu son ancrage social et dont le langage ne passe souvent plus la rampe. A cette situation il n'est pas de remède miracle. Les chrétiens se réclament d'un homme né voici deux mille ans ; Jésus était immergé dans une civilisation déclinante qui n'est plus la nôtre. Ce double décalage chronologique et culturel doit être surmonté par une « réinterprétation constante de l'Évangile ». Pour un chrétien, être fidèle à la tradition, c'est inventer une nouvelle manière de penser et de vivre qui fasse jaillir l'Évangile entre les besoins de l'homme d'aujourd'hui et cette inquiétude éternelle qui s'élève à chaque page de l'Évangile. Si l'Évangile était un code, il n'aurait aucune chance de survie — c'est parce qu'on l'a rendu tel si souvent que l'Eglise a fait échouer. Mais il est un appel au dépassement et il définit une relation avec l'Absolu ayant pris le visage humain. Quels que soient ses conditions socio-culturelles, l'homme d'aujourd'hui est-il imperméable à cette aventure intérieure et à cette invitation à transformer le monde ? La révolution la plus radicale demeure la conversion des personnes : elle est la condition des autres.

Mais il faudra un certain laps de temps avant que le christianisme perde une image de marque — culturelle — qui l'associe parfois indûment à un monde en train de couler.

HENRI FESQUET.

JEUNESSE

< Vacances > à Nice

LES DÉSEUVRÉS DE LA CITÉ SAINT-AUGUSTIN

De notre envoyé spécial

Nice. — A deux pas de l'aéroport de Nice a surgi il y a quelques années une cité H.L.M., le quartier Saint-Augustin. Saint-Augustin, c'est Nice-sur-Béton, l'anti-carte postale, « un endroit où on rêve de filer », assure Michel, l'un des quelques quatre mille adolescents de la cité, pour qui les vacances sont, cette année encore, l'affaire des autres.

Oh ! ils n'ont rien d'exorbitants les rêves de Michel. Simplement changer d'air, ne plus déchaîner la maitre au pied du bloc 51, les bras ballants, résigné à l'idée de voir surgir un gardien vociférant, au premier coup de pied dans un ballon. A la tête d'une marmaille plaillante, le père de Michel, ouvrier carter, a vite fait ses comptes. Prix de la « colo » : 240 F par gosse. Multiplié par cinq la somme était énorme. Michel est resté. Comme Rose-line, qui rêve de voir un jour la campagne. Comme Christian, à qui son père, chômeur depuis six mois, a promis une scooter forcé, comme l'été dernier, comme le précédent, des vacances « pour l'année prochaine ».

A peine inauguré, le quartier Saint-Augustin collectionnait déjà tous les superlatifs. La plus

importante densité de la ville, le plus grand nombre de jeunes, la plus forte délinquance, le pourcentage le plus élevé de cas sociaux. Quelques affaires ont, depuis, ébranlé soûlement la réputation de la cité. Comme la prostitution, pour 5 F, par une mère de famille de ses fille mineurs ; et la « descente » dans une nuit-club des environs d'une bande de jeunes du quartier, équipée qui s'est soldée par un mort et plusieurs peines d'emprisonnement.

Dur parmi les durs, Raphaël exhibe sur le visage et les bras un nombre impressionnant de cicatrices, à peine reformées. « Un petit exercice », lâche-t-il, l'air buté. Ses vacances, Raphaël les a inaugurées par une formidable razzia. Une histoire obscure où il est question de règlements de comptes entre bandes rivales. « C'est leur façon d'exister », explique un des animateurs socio-culturels chargés de la prévention de la cité. Comme ils n'ont rien à faire, ils se retrouvent entre eux et tournent en rond. Quand ils en ont assez, ils organisent une « virée » dans le quartier voisin et cherchent à bagarrer. Simplement pour s'affirmer. Ici, c'est plus rare. On les connaît, on les craint, ce leur suffit.

< Des heures à ne rien faire >

Dire que rien n'a été fait pour éviter aux jeunes de la cité de passer leur été sans bêtise et sans but n'est pas exagéré. Financée pour la plupart par la municipalité, des loisirs ont été prévus. Au moins sur le papier : Maison pour tous, Mille Club et clubs divers. Mais, excepté la Maison pour tous, où une poignée d'animateurs de la ligue de l'enseignement accueille chaque jour une centaine d'enfants, ces lieux d'animation ne battent pas des records d'affluence. Pas même la plage, qui n'est pourtant qu'à 2 ou 3 kilomètres. « Trop cher, trop loin », expliquent les désœuvrés.

« Trop loin, c'est beaucoup dire, rétorque un des animateurs du quartier. Le stade est à cinq minutes à peine, le club à trois. Mais rien ne les intéresse. Ils

préfèrent tourner toute la journée sur des vélos ou passer des heures à ne rien faire. Ils ont l'air de la même indifférence pour tout ce qui les entoure, ajoute-t-il. Vous n'imaginez pas quelle persévérance il faut avoir pour les décider à s'inscrire au chômage. « Ne pas participer, ne pas s'engager, ne pas être responsable, voilà leurs trois impératifs catégoriques », conclut récemment un psycho-sociologue au terme d'une enquête sur le quartier Saint-Augustin. Que faut-il inciter ? Le sentiment d'être de toute manière des « zai parés » ? Il faudrait en tout cas davantage que le soleil de la Côte d'Azur pour que cela change.

BERTRAND LE GENDRE.

Bacheliers !

Un Groupe d'Enseignement renommé

LE GROUPE E.S.S.E.C.

vous propose d'apprendre en deux ans un métier ouvrant sur :

- Des carrières vivantes et variées.
- Un secteur aux débouchés nombreux.

Ecole des Praticiens du Commerce International

Enseignement supérieur privé

Vous êtes bachelier ou vous êtes étranger. L'E.P.C.I. crée avec vous des études supérieures. Vous avez de bonnes connaissances en langues étrangères.

Limite des inscriptions : le 10 septembre 1976.

M. Adresse :

désire recevoir la documentation de l'E.P.C.I.

E.P.C.I. B.P. 105 95001 Cergy. Tél. 030-40-57.

PRÉPARATION A SCIENCES - P O

- Sur place (1-31 août)
- Par correspondance (15-7 - 31-8)
- Examen d'entrée en année préparatoire.
- Examen d'entrée directe en 2^e année.
- Seconde session fin d'année préparatoire.
- Recyclage d'anglais (seconde session fin d'A.P. et diplôme).

PSP 76, rue de la Pompe, 75016 PARIS - TEL : 604-19-73

De son côté, le Nancien Francisco Rubio, épuisé en même temps qu'Fernandez, s'est vu infliger une suspension de deux matches internationaux pour s'être livré à un arbitrage.

JEUX OLYMPIQUES (17 juillet - 1^{er} août)

olympique, ne sont guère facilitées par les barrières de tous les instants dont les entouraient les policiers de Montréal.

Quelques déclarations, néanmoins, ont été faites au cours de conférence de presse qui méritent d'être relevées.

Sur les 10 000 mètres : Viren, Finlandais, médaille d'or. « J'ai repris la compétition après une longue absence et des années de santé au nombre desquels deux opérations. Mais je me suis bien soigné au lait de renne. En outre, j'aime courir, surtout dans l'ambiance olympique. » Lopes, Portugais, médaille d'argent. « Je me suis résigné à me faire battre au dernier tour par Viren, qui est plus rapide finalement que moi. Mais je n'ai pas beaucoup appré-

cié qu'il ait été derrière moi pendant toute la course, profitant de mon train. »

Sur le 200 mètres plat, Quarrie, Jamaïcain, médaille d'or. « Je me sentais un peu raide au départ. Mais j'ai fait un virage fantastique et je me suis surpassé dans la ligne droite. » Mensa, quatrièmes. « La polémique houleuse lancée en Italie à mon égard, selon laquelle j'utiliserais des stéroïdes anabolisants, m'avait coupé les jambes. »

Sur la course cycliste sur route, Jean-René Bernaudeau, Français, septième. « Je suis tellement content de ne pas avoir raté la bonne échappée et d'avoir terminé dans le peloton de tête ! Mais je savais que je n'avais aucune chance d'arriver en tête car je suis sprinter comme un toré. »

Sur l'épreuve individuelle du fleuret féminin, Brigitte Dumont, Française, quatrième. « Je n'ai jamais été à l'aise devant les trois premières tireuses que j'avais pourtant déjà battues. Je vais maintenant pouvoir me consacrer à ma famille et avoir un deuxième enfant. »

Après avoir remporté le titre olympique de judo, catégorie poids lourds, le Soviétique Sergueï Novikov, tout à sa joie, est allé serrer les mains des vingt officiels et juges, embrasser une hôtesse et gambader autour du tatami. Constatation et honte dominaient en revanche chez le Japonais Endo, champion du monde, qui n'avait réussi à décrocher que la médaille de bronze et qui s'en vint, tête basse, s'excuser auprès des journalistes nippons.

Il n'y a plus, officiellement, de mystère Borzov. Des rumeurs de disparition, et même de défection à l'Ouest, du sprinter soviétique, avaient circulé dimanche, après que son forfait ait été constaté en série du 200 mètres, discipline dans laquelle il avait remporté la médaille d'or à Munich.

Un porte-parole de la police de Montréal a précisé, lundi : « A la suite de nombreuses questions posées par la presse, nous avons effectué des vérifications et Valéry Borzov a été vu au village olympique. Nous avons également parlé au chef de l'équipe soviétique qui nous a assuré que Borzov se trouvait dans la chambre de l'appartement réservé aux Soviétiques et qu'il était à sa fenêtre. »

CYCLISME

La victoire de la puissance sur la stratégie

Montréal. — Sur route, le cycliste amateur ressemble fort à son frère professionnel. On y retrouve la même mythologie, les mêmes gestes, les mêmes émois d'orgueil. Malgré son nom d'épreuve individuelle, cette course voit en fait un affrontement d'équipes, et à, comme dans un Tour de France par exemple, il y a des maîtres et des valets, des audacieux et des prudents, ceux qui mènent et ceux qui attendent. Les quatorze tours d'un circuit composé de près de 12 kilomètres dans le quartier résidentiel de Mont-Royal, où abondent arbres et pelouses, ont été mis en évidence les qualités et les défauts de ce sport.

L'attitude du coureur polonais Nowicki, fidèle serviteur du champion du monde Szwedowski, répond mal à l'esprit olympique qui veut que chacun course sa chance. Parce que son chef de file ne figurait pas à ses côtés dans la bonne échappée des quinze coureurs qui réussit à s'enfuir du peloton vers la mi-course, il refusa de « faire sa part de travail », suivit le train et vint « voler » une médaille de bronze à l'arrivée. Cela dit, les deux coureurs étaient, dans cette épreuve typiquement européenne, de voir participer activement à l'échappée un coureur américain au maillot constellé et aux lunettes embuées, George Mount, qui devait finir à la sixième place. Au même chapitre, il faut inscrire la performance de Jean-René Bernaudeau — seul Français à terminer la course — qui fit partie du groupe de tête, en fut lâché après une

scission à quatre tours de l'arrivée, et réussit à le rejoindre. Comment enfin imaginer une éblouissante histoire sportive sans exploit ? Heureusement, l'Italien Vittorio Algeri réussit à quitter ses camarades englués dans le peloton et, en un seul tour, le onzième, à reprendre trois minutes au groupe des échappés, mais l'histoire retiendra seulement la victoire du champion de Suède, Berni Johansson, jeune homme blond à la figure ronde et sympathique. Alors que les experts prédisaient un départ des hommes forts dans la côte Camille-Houde, dernière difficulté de l'épreuve, rien ne se produisit. Décidément, ce jour ne sont pas ceux des experts non plus que ceux des maîtres tacticiens. En cyclisme sur route comme en vitesse, mais aussi dans d'autres sports comme l'escrime ou la course à pied, les vainqueurs se moquent souvent des subtilités des exécutés. La puissance musculaire et le goût de la lutte l'emportent ici sur toute stratégie sans signifier pour autant l'infériorité intellectuelle.

BRUNO DETHOMAS.

Athlétisme

HOMMES

200 MÈTRES
FINALES
1. Quarrie (Jama.), 20 sec. 22; 2. Hampton (Jama.), 20 sec. 20; 3. Evans (Jama.), 20 sec. 20; 4. Mensa (Jama.), 20 sec. 21; 5. Da Silva (Jama.), 20 sec. 21; 6. Crawford (Jama.), 20 sec. 21; 7. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 8. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 9. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 10. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 11. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 12. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 13. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 14. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 15. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 16. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 17. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 18. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 19. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 20. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 21. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 22. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 23. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 24. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 25. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 26. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 27. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 28. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 29. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 30. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 31. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 32. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 33. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 34. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 35. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 36. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 37. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 38. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 39. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 40. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 41. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 42. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 43. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 44. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 45. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 46. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 47. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 48. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 49. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 50. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 51. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 52. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 53. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 54. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 55. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 56. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 57. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 58. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 59. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 60. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 61. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 62. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 63. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 64. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 65. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 66. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 67. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 68. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 69. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 70. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 71. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 72. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 73. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 74. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 75. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 76. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 77. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 78. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 79. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 80. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 81. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 82. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 83. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 84. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 85. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 86. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 87. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 88. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 89. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 90. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 91. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 92. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 93. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 94. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 95. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 96. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 97. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 98. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 99. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 100. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 101. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 102. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 103. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 104. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 105. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 106. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 107. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 108. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 109. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 110. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 111. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 112. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 113. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 114. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 115. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 116. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 117. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 118. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 119. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 120. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 121. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 122. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 123. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 124. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 125. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 126. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 127. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 128. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 129. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 130. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 131. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 132. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 133. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 134. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 135. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 136. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 137. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 138. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 139. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 140. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 141. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 142. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 143. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 144. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 145. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 146. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 147. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 148. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 149. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 150. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 151. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 152. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 153. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 154. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 155. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 156. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 157. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 158. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 159. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 160. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 161. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 162. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 163. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 164. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 165. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 166. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 167. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 168. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 169. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 170. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 171. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 172. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 173. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 174. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 175. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 176. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 177. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 178. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 179. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 180. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 181. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 182. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 183. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 184. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 185. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 186. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 187. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 188. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 189. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 190. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 191. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 192. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 193. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 194. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 195. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 196. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 197. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 198. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 199. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 200. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 201. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 202. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 203. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 204. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 205. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 206. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 207. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 208. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 209. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 210. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 211. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 212. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 213. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 214. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 215. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 216. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 217. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 218. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 219. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 220. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 221. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 222. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 223. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 224. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 225. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 226. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 227. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 228. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 229. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 230. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 231. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 232. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 233. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 234. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 235. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 236. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 237. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 238. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 239. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 240. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 241. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 242. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 243. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 244. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 245. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 246. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 247. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 248. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 249. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 250. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 251. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 252. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 253. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 254. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 255. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 256. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 257. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 258. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 259. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 260. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 261. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 262. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 263. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 264. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 265. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 266. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 267. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 268. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 269. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 270. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 271. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 272. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 273. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 274. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 275. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 276. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 277. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 278. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 279. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 280. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 281. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 282. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 283. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 284. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 285. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 286. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 287. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 288. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 289. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 290. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 291. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 292. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 293. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 294. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 295. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 296. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 297. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 298. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 299. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 300. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 301. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 302. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 303. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 304. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 305. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 306. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 307. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 308. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 309. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 310. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 311. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 312. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 313. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 314. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 315. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 316. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 317. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 318. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 319. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 320. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 321. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 322. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 323. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 324. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 325. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 326. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 327. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 328. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 329. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 330. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 331. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 332. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 333. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 334. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 335. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 336. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 337. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 338. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 339. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 340. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 341. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 342. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 343. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 344. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 345. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 346. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 347. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 348. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 349. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 350. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 351. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 352. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 353. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 354. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 355. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 356. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 357. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 358. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 359. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 360. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 361. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 362. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 363. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 364. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 365. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 366. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 367. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 368. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 369. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 370. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 371. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 372. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 373. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 374. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 375. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 376. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 377. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 378. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 379. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 380. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 381. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 382. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 383. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 384. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 385. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 386. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 387. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 388. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 389. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 390. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 391. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 392. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 393. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 394. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 395. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 396. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 397. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 398. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 399. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 400. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 401. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 402. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 403. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 404. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 405. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 406. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 407. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 408. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 409. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 410. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 411. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 412. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 413. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 414. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 415. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 416. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 417. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 418. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 419. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 420. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 421. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 422. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 423. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 424. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 425. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 426. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 427. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 428. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 429. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 430. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 431. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 432. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 433. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 434. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 435. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 436. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 437. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 438. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 439. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 440. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 441. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 442. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 443. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 444. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 445. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 446. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 447. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 448. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 449. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 450. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 451. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 452. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 453. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 454. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 455. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 456. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 457. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 458. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 459. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 460. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 461. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 462. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 463. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 464. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 465. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 466. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 467. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 468. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 469. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 470. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 471. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 472. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 473. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 474. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 475. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 476. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 477. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 478. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 479. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 480. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 481. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 482. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 483. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 484. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 485. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 486. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 487. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 488. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 489. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 490. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 491. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 492. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 493. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 494. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 495. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 496. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 497. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 498. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 499. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 500. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 501. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 502. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 503. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 504. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 505. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 506. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 507. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 508. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 509. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 510. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 511. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 512. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 513. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 514. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 515. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 516. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 517. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 518. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 519. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 520. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 521. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 522. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 523. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 524. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 525. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 526. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 527. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 528. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 529. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 530. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 531. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 532. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 533. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 534. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 535. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 536. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 537. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 538. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 539. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 540. Porter (Jama.), 20 sec. 21; 541. Porter (Jama.), 20 sec. 2

Le Monde

DE LA MÉDECINE

LA LUTTE CONTRE LA SURDITÉ

par XAVIER WEEGER

Chez l'enfant sourd de naissance, l'absence totale ou partielle d'audition peut avoir, si elle n'est pas dépistée très tôt, des conséquences très graves dans la formation de la personnalité.

Aujourd'hui, les progrès techniques permettent un dépistage précoce, dès les premiers jours de la vie, d'un mal qui restait autrefois ignoré des mois, il n'est plus rare de voir des enfants appareillés dès les premières semaines qui suivent la naissance, de manière à leur donner un climat sonore indispensable à une structuration précoce des circuits nerveux, première étape d'un long processus qui aboutira à l'apparition du langage parlé. La chirurgie, elle aussi, apporte de nouveaux espoirs à près de

la moitié des mal-entendants jeunes ou adultes en remédiant à des lacunes ou à certains dysfonctionnements de l'appareil auditif.

Mais si dans notre pays la technique a fait et a encore des chances de faire de grands progrès, beaucoup reste à faire dans le domaine social : à la différence de ce qui se passe dans d'autres pays, le mal-entendant a souvent honte d'une infirmité qu'il cherche bien légitimement à cacher, ce qui explique souvent une intervention trop tardive de l'équipe médicale. Qui plus est, la Sécurité sociale rembourse au maximum 750 francs des appareils coûtant fréquemment le double, ce qui est un obstacle supplémentaire, surtout pour les personnes âgées.

PROTHÈSES EN PROGRÈS

DEPUIS le cornet acoustique, bien des choses ont changé dans le domaine de la prothèse auditive. L'apparition, dès le début du siècle, des premiers amplificateurs a été suivie par les innombrables progrès de l'acoustique, et surtout de l'électronique moderne, permettant la mise au point d'appareillages de plus en

plus fiables, de plus en plus puissants, de plus en plus précis. Le temps est aujourd'hui révolu où l'O.R.L. ou le médecin généraliste se contentaient de donner au mal-entendant une simple ordonnance pour un appareil que le patient se procurait chez le quincaillier du coin, ou qu'il achetait au camelot ambulancier. Aujourd'hui, la prescription de l'O.R.L., secondée par l'audio-prothésiste, est personnalisée grâce aux larges gammes d'appareils existants. L'examen audiométrique permet d'estimer, pour chaque oreille éventuellement, le « gain » qui sera nécessaire pour rendre au sujet une bonne perception, et surtout une bonne compréhension de la voix humaine.

Les appareils d'aujourd'hui ont ainsi des courbes de réponse variables : une bande de fréquence peut de la sorte être amplifiée plus qu'une autre, de façon, par exemple, à favoriser les sons utiles et à éviter un bruit de fond trop intense, fatigant pour le sujet, qui a du mal à comprendre.

Les progrès sur les microphones, de leur côté, apportent aussi des résultats appréciables : le micro magnétique cède la place à de nouvelles techniques (micro céramique, notamment), offrant des courbes de réponse plus fidèles. L'utilisation, depuis peu, du micro directionnel, qui favorise les sons venant d'une direction donnée, facilite encore l'intelligibilité et permet au sujet appareillé de retrouver une audibilité aussi « naturelle » que possible.

Trois types principaux d'appareils sont utilisés :

● Les **boîtiers**, composés d'une boîte contenant le micro, l'amplificateur et les piles, que le sujet porte en général sur la poitrine, relié par un fil à l'écouteur installé dans l'oreille.

● Les **contours d'oreille**, pesant quelques grammes, placés derrière

l'oreille, ce qui a un avantage esthétique évident ; ils réunissent l'ensemble des composants, miniaturisés à l'extrême. Un petit conduit en matière plastique transmet le son jusqu'au fond du conduit tympanique ; ils ont l'avantage, par rapport au boîtier, de « saisir » le son au voisinage de l'oreille, donc d'une manière plus naturelle. Leurs faibles dimensions freinent cependant leur emploi, notamment chez les sujets âgés, dont l'habileté des doigts n'est pas toujours suffisante aux manipulations nécessaires (mise en route et arrêt ; réglage de puissance ; interrupteur « tête-phone », branchant à la place du micro une bobine magnétique permettant au sujet de se servir d'un combiné téléphonique ou de profiter de certaines salles de spectacles spécialement équipées ; changement de piles, etc.).

● Les **lunettes**, enfin, qui fonctionnent selon le même système que les contours d'oreille. Ils ont cependant sur eux l'avantage de permettre une implantation différente du micro, par exemple sur l'avant du visage du sujet, voire de l'autre côté de sa tête en cas de déficience totale d'une oreille, pour éviter l'effet de « masoche » du crâne.

De nombreuses recherches, plus ou moins avancées, visent encore à améliorer l'appareillage destiné aux sourds. Les uns essaient d'aller encore plus loin dans la miniaturisation des composants. Ce sont celles, par exemple, qui ont pour but de réaliser un « tout dans l'oreille » : miniaturisés à l'extrême, grâce notamment aux circuits intégrés, le micro, l'amplificateur et son alimentation, et tout contre le tympan, au fond du conduit auditif. Ces techniques se heurtent cependant à de grandes difficultés, en particulier dans la réalisation de mini-piles ayant une autonomie suffisante, et du fait de l'effet Larsen, dû au voisinage immédiat du micro et de

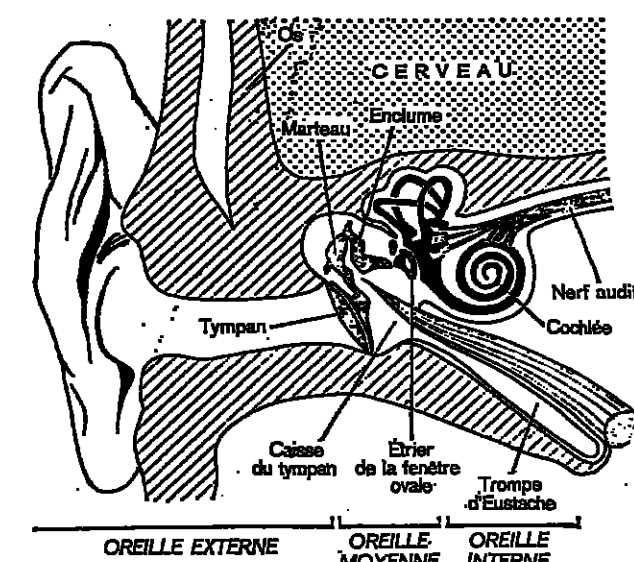
l'écouteur. Si elle était réalisée, une telle prothèse ouvrirait peut-être la voie à d'autres, déjà étudiées, réalisant une implantation totale dans la mastoïde.

D'autres chercheurs expérimentent encore des appareillages utilisant l'implantation directe d'électrodes sur le tympan ou la chaîne osseuse ; ils ont l'inconvénient, pour fonctionner, d'exiger de grandes quantités d'énergie.

L'autre voie de recherches ne s'adresse plus aux surdités de transmission, mais aux surdités totales dues à une déficience de l'oreille interne. Déjà ont été réalisées des implantations directes des électrodes au niveau des cellules nerveuses de la cochlée. L'inconvénient majeur reste cependant que la chaîne d'électrodes, qu'on a pu, au maximum, brancher sur les terminaisons nerveuses, ne peut transmettre qu'un plus ou moins de fréquences (*grosses modes*), à chaque fréquence correspond, en effet, une cellule nerveuse). Le message sonore ainsi transmis au sujet ne peut donc être qu'une « impression sonore », vague reflet de la réalité que le sujet devra s'habituer à compléter à l'aide des autres stimuli — visuels, principalement — à sa disposition. Ainsi, plusieurs équipes travaillent-elles à la réalisation d'une « multi-électrode » qui pourrait, à l'intérieur de l'oreille interne, transmettre au nerf auditif des stimulations électriques fournies par un décodeur, éventuellement implanté lui aussi, et aussi proches que possible des stimulations transmises par une oreille « saine ». Aussi balbutiantes qu'elles soient ces recherches, et les travaux menés précisément sur l'électrophysiologie de l'audition, qui viennent de faire l'objet à Bordeaux d'un symposium international placé sous la présidence du professeur Fouassier, et patronnés par le comité de recherche médicale de la commission des communautés européennes, permettent cependant de penser qu'une véritable « oreille artificielle » sera un jour réalisable.

Mais quels que soient les progrès obtenus au niveau de la prothèse, et ils sont grands, l'appareillage n'est pas en général suffisant à un véritable « réajustement » du sujet, qui exige, surtout chez les sujets jeunes ou les sourds « de naissance », une véritable rééducation, ou même une éducation. A cette tâche, s'attachent, outre les médecins et la famille, des orthophonistes et d'autres auxiliaires médicaux. Même en l'absence d'une ouïe normale, le sujet peut ainsi acquérir, plus ou moins parfaitement, une communication facilitée par le geste ou la lecture labiale.

Transmission et perception



SCHEMATIQUEMENT, l'oreille comporte trois parties principales ayant chacune leur importance dans la transmission de l'influx sonore.

● L'**oreille externe**, formée essentiellement du pavillon et du conduit tympanique : les vibrations sonores sont recueillies par le pavillon, qui n'a pas un rôle uniquement esthétique puisqu'il favorise les sons venant de l'avant par rapport à ceux venant de l'arrière.

● L'**oreille moyenne**, qui est principalement un organe de transmission : le tympan recueille les vibrations de la colonne d'air qui remplit le conduit auditif, et les transmet à la chaîne osseuse formée du marteau et de l'enclume, qui, à son tour, les transmet sur l'étrier de la fenêtre ovale. La trompe d'Eustache, venant du rhinopharynx, a pour rôle premier d'équilibrer la pression de l'oreille moyenne avec la pression externe.

● L'**oreille interne**, qui joue le rôle, essentiel, de transformer l'énergie mécanique transmise par l'étrier de la fenêtre ovale en une énergie électrique qui, recueillie par le nerf auditif, pourra ainsi parvenir au cortex cérébral avant d'être interprétée par les niveaux supérieurs du cerveau. Cette transformation se fait au niveau de la cochlée, organe creux, en forme de colimaçon, le long duquel sont implantées des cellules nerveuses d'où partent les quelque trente mille fibres du nerf cochléaire.

Deux types d'affections

Le mauvais fonctionnement, ou l'absence de fonctionnement d'un des deux derniers maillons de cette chaîne peut causer une perte plus ou moins grave de l'audition. On peut ainsi distinguer deux types principaux de surdités.

● Les **surdités de transmission** sont dues le plus souvent à un blocage de la chaîne osseuse de l'oreille moyenne. Elles peuvent être congénitales (opacités), ou être la conséquence

d'une otospongiose, de traumatismes, ou de séquelles d'otites chroniques ou mal soignées.

● Les **surdités de perception**, pour leur part, découlent le plus souvent d'un mauvais fonctionnement de l'oreille interne. Ce dysfonctionnement peut, lui aussi, avoir des causes congénitales. Il peut être la conséquence de troubles néo-natals (mauvaises oxygénation à la naissance, par exemple). Il peut être provoqué par l'inflammation ou l'infection (dans certaines encéphalites), ou résulter d'une mauvaise circulation sanguine au niveau de la cochlée, pouvant être liée à des troubles métaboliques (diabète, cholestérol, etc.). Enfin, plus simplement, la surdité de perception peut être une des conséquences du vieillissement : les cellules nerveuses étant prématurément « usées », à la suite de traumatismes sonores ou non.

A ces deux types principaux de surdités il convient encore d'ajouter des lésions de la partie supérieure de la chaîne de transmission, essentiellement les atteintes du nerf auditif, qui peuvent, par exemple, être dues à une tumeur cancéreuse ou bénigne.

Des atteintes variables

Congénitales ou non, curables ou non, les surdités se distinguent aussi par leur résultat, mesuré généralement par la perte de l'acuité auditive exprimée en décibels (dB). Ainsi, à partir de 30 à 40 dB de perte, le sujet n'entend plus la voix chuchotée ; à 50 dB, il a du mal à suivre une conversation à voix haute ; à partir de 80 dB, le sujet ne perçoit plus que les bruits vifs. Cette atteinte, qui peut frapper une oreille, ou les deux, est, en général, variable suivant la fréquence de son émis, en particulier dans les surdités « d'usage », où ce sont principalement les fréquences hautes (1000 Hz et au-dessus) qui sont mal perçues. L'appareillage et la rééducation devront, bien sûr, s'adapter fidèlement à ces variables.

DES TESTS POUR TOUS LES AGES

PLUS peut-être que pour la plupart des autres affections, la surdité réclame — et aggrave — l'attention d'un sens particulièrement important dans la plupart des activités humaines, et essentiellement à la structuration de la pensée — des moyens de dépistage précoce et précis. Ils en ont fort multiples.

Dès les premiers jours de la vie, les réflexes auditifs de l'enfant peuvent être testés, soit directement à partir de la voix humaine, soit à partir d'appareils électroniques diffusant des bruits « blancs » : l'audition du bébé est appréciée selon certains réflexes (mouvements du tronc, des membres) bien connus. Très tôt, l'enfant tourne la tête vers la source sonore. Plus tard, on pourra utiliser des jouets sonores. Ces différents moyens restent cependant dans leurs résultats, très liés à la sensibilité personnelle du testeur.

L'**audiomètre**, en revanche, dépend largement de l'attention du sujet, qui doit répondre à des questions précises (fréquence et intensité du son). On établit ainsi, pour cha-

cune des oreilles, une courbe de réponse. C'est sur les résultats de l'audiométrie, en particulier, que pourra être faite une prescription d'un appareillage correct, dont on pourra mesurer ensuite avec les mêmes moyens l'efficacité.

En plus de ces méthodes, les plus simples et les plus courantes, existent maintenant plusieurs techniques permettant de tester objectivement le fonctionnement de l'appareil auditif. Elles ont l'avantage, en particulier, d'exclure toute intervention du patient, souvent sujette à caution, particulièrement chez l'enfant.

● L'**impédancemétrie**, tout d'abord, permet de mesurer l'impédance mécanique du système auditif, et d'en déduire des conclusions quant à la façon dont celui-ci réagit : une mauvaise transmission des vibrations sonores sera éventuellement décelée. Son principe est simple : le conduit auditif est obstrué par un appareil qui crée une surpression, et recueille la « réponse » vibratoire à un stimulus déterminé transmis par la colonne d'air.

● L'**ERA (Evoked response audiometer)** mesure par des électrodes implantées sur le cuir chevelu les potentiels électriques créés par un stimulus sonore. Cette technique qui n'est en fait qu'une électro-encéphalographie spécialisée, permet de tester le fonctionnement de l'ensemble de la chaîne nerveuse.

● L'**électrocochléographie** recueille les potentiels créés au niveau de l'oreille interne, grâce à une électrode implantée sous anesthésie locale ou générale en travers du tympan.

Ces dernières techniques permettent, comme le fait un électricien testant différents tronçons d'un circuit électrique défectueux, de déterminer qu'elle est la partie de la chaîne de transmission et de transformation de l'oreille qui est éventuellement responsable de l'absence ou d'un défaut d'audition. De plus, elles permettent de mieux connaître l'ensemble des phénomènes d'excitation-réponse, connaissance indispensable à la mise au point éventuelle d'une oreille artificielle.

**Etudiants salariés,
Professeurs en exercice,
Candidats à la recherche
d'une Université
préparant aux concours
de recrutement**

pensez aux cours par correspondance de la

SOCIÉTÉ NOUVELLE

**ECOLE
UNIVERSELLE**

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT À DISTANCE

Fonctionnant sous le contrôle pédagogique de l'État.

59, Bd EXELMANS 75781 PARIS CEDEX 16

Nos préparations :

C.A.P.E.S

Lettres classiques, Lettres modernes, Philosophie, Histoire
et Géographie, Langues étrangères.

AGREGATIONS

Lettres classiques, Lettres modernes, Grammaire,
Philosophie, Langues étrangères, Histoire, Géographie.

Vous serez préparés aux épreuves de l'ECRIT et de l'ORAL,
sous la conduite d'enseignants du supérieur (conseils pédagogiques, plans d'études, devoirs corrigés, enseignements de soutien, stages d'entraînement intensif).

Je désire recevoir sans engagement et gratuitement la brochure N° 535

NOM et PRÉNOM

ADRESSE

CAPES

AGREGATION

Section

Option

هكذا من الأصل

La nuit dans les ruines d'Arles, Médée...

meubles harmoniques, que demandant d'attention dans l'écriture de la basse fondamentale. Cherubini possède également un sens plus affirmé de la voix : il est plus sûr, plus précis, plus dans le style orné, braver, entre les phrases en sons conjoints et les grands sauts d'un registre à l'autre, il est plus sûr, plus à l'aise, plus de la femme, en particulier, à son maximum de tension et, par là, d'intensité expressive, plus tard dans le bel canto ou chez Wagner ; il y a d'ailleurs certains réticents qui semblent s'être arrêtés sur la Walkyrie pour exemple.

Les ruines du théâtre antique du siècle dernier semblent avoir été tuées, les deux colonnes qui se dressent, les autels brisés ; elles ne sont beaucoup moins pour la scène, mais elles ont disparu du chœur ou des voix qui s'envoient avec le mistral ; mais, la curiosité aidant, pour peu qu'on se souvienne de ces deux places, ce spectacle ne présente pas seulement un intérêt anecdotique.

Il est rare tout d'abord de voir réunie autour d'une inter-

Ces solistes étaient solidement encadrés par les chœurs de l'université de Paris-Sorbonne préparant leur concours d'entrée et tenus par l'orchestre de Lyon sous la direction de son chef, Serye Baudo, qui suit admirablement le rythme des phrases sans jamais laisser l'ensemble s'éparpiller. Compte tenu de la présence de deux basses défavorables aux

Une Cendrillon napolitaine

Les organisateurs s'en sont tenus à la diète électicisme : c'est ainsi qu'après d'une « Dame de pique » solennelle, déchargée par Filippo Santucci de toute la violence de Tchekovskij, on voulu confier au folihlore zoulou d'« Umabatha » le soin de rendre un sang neuf à la vieille légende de « Macbeth », ou encore à Rhoda Levine de transformer le « Vicaire de Lucrèce », de Britten, en un peuplin naïf des années 50. Ce sont là jérémiades postmodernes et régressives picaresques. On a même donné dans l'avant-garde que d'autres ont déjà consacrée, en associant un spectacle de mines et de masques d'une très grande force comme le Munnichschantz et la sophistication très new-yorkaise des danseurs de Pilobolus. C'est jusqu'à Spolite peut aller.

On se demande comment, dans une telle « ambiance », pour reprendre l'expression de la Biennale de Venise, les programmes de la soirée ont pu être aussi stonnants que « La Gotta cenerento » si éloignés des goûts délicats du maestro Menotti. « La Gotta anerento », c'est la chatte canillon, une chatte âpre et sauvage qui griffe et qui mord. On se soit quelle définition donner à ce spectacle, présenté par le théâtre du Cerchio de Naples, écrit, texte et musique, par Lorenzo De Simone, qui y a travaillé avec un compositeur : conte musical, «pera populare» ?

A l'origine, un conte du Pentameron de Gian-Battista Basile, la source probable de la « Cendrillon » de Perrault. Plusieurs versions coexistent d'ailleurs en Campanie autour de cette histoire de servante devenue maîtresse. Cendrillon n'y apparaît pas comme une douce victime récompensée, mais comme une jeune fille lucide qui a déjà tué sa belle-mère en égarant sa tête sous la couverture d'un coffre. Sa marraine est devenue sa seconde belle-mère bien pire encore que la précédente. Et Cendrillon attend l'heure de la revanche, celle de la prise du pouvoir.

Le rideau se lève sur une de ces aurs délabrées de palais pourpres où un petit seigneur a placé un aristocrate de l'adoles, seul porteur désormais d'une culture vivante et seul digne d'animer un lieu si beau.

glante d'un été de crise. On reconnaît Cendrillon comme propriétaire du soulier perdu, mais surtout le peuple occupe la scène avec ses lavandières au costume trop blanc, entraînées dans des mauvesques et des tarentelles d'une violence aux frontières d'une folie que sécrète l'implacable soleil générateur de la mort. C'est à ce moment que le spectateur reçoit un regard à Cendrillon l'éluë qui, s'éloigne, sautillante et silencieuse, vers un pouvoir inquiétant.

On sent bien, dans ce spectacle de De Simone, que d'autres histoires se mêlent à celle de Cendrillon : le culte local de la montagne de Piedigrotta, les mythes solaires, les météorologiques symboles des diables. C'est à Cendrillon, la légende de Koré-Proserpine, qui va et vient entre le ciel et la terre, et tout l'imbricatio des rapports du maritiariat et du patriarcat méditerranéens, et le rêve en termes baroques d'une société où seraient abolies les différentes de classe et de sexe.

C'est l'histoire même de tout un peuple, affirme De Simone, le désir de transformation, sa volonté d'identifier à un pouvoir légitime... La merveille, c'est que cette prolifération de sens possibles ne dégage ici aucune odeur de bibliothèque. Les comédiens viennent du Novo Canto Popolare, mais aussi du music-hall et du petit théâtre de journaux. Ils dansent, jouent, jonglent avec le peuple de Naples. « Je toujours fait, avec un sens ailleurs perdu de l'hystérie et du paroxysme dionysiaques qui était celui du plus ancien tragique grec. Avec « la Gatta generatola », Naples, le méconnu, apparaît comme la gardienne ultime d'une culture de la démesure et de la passion, dans une Europe depuis longtemps assourdie, mais où la mesure n'est pas morte de la réserve anglosaxonne. Tout dans ce spectacle est excès et débordement, comme si le trop était tout juste assez.

Une bonne partie du public américain s'est plainte, à Spolète, de ne pas « tout comprendre », comme si se montrer si particulier, sans même oublier de soi, n'était pas le meilleur moyen de prétendre à l'universel. Il est probable que « la Gotta » ne sera pas invitée au prochain festival de « Spolète-U.S.A. », qui sera créé l'an prochain à Charleston, la plus belle ville de la Caroline du Sud. Il faut souhaiter que le public français prenne aussi conscience de la « Gotta », aussi générique. Comme le disait une spectatrice de « la Gotta » agacée de toutes les élégances spolètes : « Meno male che c'è Napoli ! », encore heureux qu'il y ait Naples...

**L'histoire même
de tout un peuple**

C'est l'hiver, les costumes sont courts, opaques : le dialogue quotidien, réaliste, urbain. Au second acte, le cortile s'est métamorphosé en église-palais fermé de grilles. Là, le prince, la cour, sont là, qu'on ne voit pas et qui ne sont levés qu'à travers les lozels de utilités domestiques, inéternement par trois apparitions de Cendrillon, qui se balade dans le jardin, dans sa robe de lune, de soleil, de soleil et de lune, racontant trois fois sa propre histoire.

Au troisième acte, on retrouve le cortile écrasé par la lueur aveu-

Avignon

LE VIOLON ET LES CHIFFRES

« **EINSTEIN ON THE BEACH** » de Bob Wilson et Phil Glass

Triomphe pour Bob Wilson et Phil Glass à Avignon. Le théâtre municipal affichait complet bien avant que les portes s'ouvrent dimanche, sur la première monnaie, pour le spectacle *Topophilia* de la Beach. Et, dans quelques semaines, quand les portes de la salle à Miallène, s'est laissée le champ libre à la loi du plus fort, à moins de ne pas venir plus de 100 personnes, on ne peut que honorer l'habileté, ce qui en réduirait le nombre d'un bon tiers. Cependant, le va-et-vient des spectateurs, les applaudissements, le droit où ils pouvaient voir s'écarter discret et, après quatre heures et demie de spectacle, la foule s'est soulevée pour une formidable

On croit alors que l'œuvre de Bob Wilson, annulateur de durée, metteur en scène de voyages spatiaux, peintre de la poésie, Bob Wilson, n'est pas un homme vivant à la limite de la légende. Pourtant, son *Opéra à la reine Victoria* ou *Le regard* sont des œuvres vivantes et les intercomposés de tableaux ou les interférences des mouvements répétitifs et de l'immobilité agissent en une œuvre de Bob Wilson, on se trouve comme devant un objet longuement observé, insensiblement déformé, avec une fusion de figures, striées du fond de la mémoire obscure et qui partagent alors son histoire avec celle de qui le regarde.

On se trouve devant la rencontre de Bob Wilson avec une photo

d'Élizabeth sur une plaque d'acier il reprend le grain plat, le gris usé, développe l'imagérie d'un mythe : le violon et les chiffres, le blanc mortel de l'émulsion de la mort, le remède au mal cosmique, qui délivre les corps de leur pesanteur. Cette imagérie s'inscrit dans celle de notre époque, celle de la science, celle du profil d'un train en carton découpé face à une grille métallique d'un anneau lance des rayons de lumière, les plaques d'acier, les miroirs, les miroirs arrière d'un autobus où marvaudent un Blanc et une Noire en habits de gala. La salle de justice où l'on entend les juges, les juges, selon des lois que la science a rendues dérisoires. On fardait rose d'une maison où, derrière la fenêtre, Elizabeth se penche, se penche, se penche des badauds regardant. La prison, sauvegarde de ceux qui refusent des événements qu'ils ne comprennent pas, la prison, la plus grande qu'un jouet flotte devant des images indécises, peints sur toile. Un rectangle d'acier, d'acier, d'acier, d'acier, se dresse lentement. A l'intérieur d'un laboratoire spatial les signes géométriques lumineux sont des lampions de fête prêts à s'assagrir, à s'assagrir, à s'assagrir, à s'assagrir.

passés en France, une architecture aussi complète de tableaux aussi dépouillés. Cette fois, leur dessin rigoureux se mêle à la musique de Phil Glass qui n'est pas sans évoquer les rythmes de la violence, d'une généreuse jouë dans un rapport dialectique avec les formes et les couleurs qu'elle produit. L'œuvre, qui n'est pas une trinité épurée, qui prend possession de la scène.

Bob Wilson montre et confronte la « loi » de notre monde moderne et celle, éternelle, du théâtre. Il n'en dissimule rien. Il en désigne les trappes, les cintres, les coulisses, les horizons, les changements de décors à vue en rité d'adoration funèbre à une divinité anachronique. Il montre et confronte le mouvement des hommes, les horizons, les éliens obstinés de leur imagination qui les projettent dans l'impossible, la fuite, ou la mort, la mortification, la répétition, la répétition de leurs pas enroulés qui ne les mènent nulle part. Les grandes images chorégraphiques sont les images du mouvement, la conscience incohérente du corps aux diktats du cerveau, se désire de voyages, ses tentations exotiques, ses tentations de l'ailleurs et le plaisir, le plaisir qui s'écrit.

Le Théâtre ANTOINE annonce que la réouverture aura lieu le 6 août avec LE TUBE, de Françoise DORIN, et avec François PERIER et Denise GREY en tête de distribution. La Location est ouverte à partir du 28 juillet.

Les pages d'un livre se tournent, gardant, de l'une à l'autre, Einstein qui joue du violon tandis que son double démultiplié aligne inlassablement des calculs invisibles sur un mur qui n'existe pas. Entre elles prennent place des « articulations », intermédiaires de calme tendresse devant un petit écran blanc. D'une page à l'autre des horloges muettes

COLETTE GODARD.
★ Avignon, jusqu'au 29 juillet. Le spectacle, coproduit par la Biennale de Venise et le Festival d'automne, ira donc à Venise et à l'Opéra-Comique, à Paris.

Musique «machinique»

D'une exceptionnelle densité émotionnelle, la musique que Phil Glass a composée pour Einstein on the beach ne « dit » cependant rien. Elle se contente de mettre en jeu des structures qui se conjuguent avec celles imaginées par Bob Wilson et le chorégraphe Andrew de Groat, des structures « machiniques » qui nous concernent et sur lesquelles toute latitude nous est laissée pour y greffer nos propres fantômes.

regard sur l'harmonie », et il est vrai que cette harmonie classique occidentale, que l'on croyait si bien connaître, « sonne » ici d'une façon étrange, inhabituelle ; on songe à un vieux vêtement que l'on aurait retourné et qui apparaîtrait tout à coup flamboyant neuf...

On sait que les conceptions théâtrales de Bob Wilson ne sont pas étrangères au domaine de la musique, que ce soit dans l'utilisation du temps ou dans l'appel fait à une certaine perception que nous, conscients du caractère éphémère de ces œuvres, nous appelons « musique ». On sait que les musiques « en mouvement » de Phil Glass déclenchent irrésistiblement des séries d'images visuelles dans l'esprit de tout auditeur un peu imaginaire. Mais dans Einstein on the beach on ne peut pas se satisfaire de ce qui va unifier le travail collectif : le choix d'un thème commun qui est de toute évidence la machine, l'agencement « machinique », et ses rapports avec l'homme. Ici, pas d'idée préconçue : la scène est une étrange structure sociale, son langage, sa forme, son sens, son épilogue, ne font qu'un.

Assurément, ces successions de deux, trois, quatre et — pour un des principaux litmotifs — jusqu'à cinq accords contribuent à l'originalité de la musique d'Einstein on the beach.

Musique « planante » ? Si on entend par là une musique qui conduit seulement à un certain endormissement sensoriel, le terme ne paraît guère approprié. Ce n'est pas une attention « molle » qui sollicite dans ces transformations continues des structures, mais, au contraire, une écoute éminemment active. L'acidité de certaines sonorités employées place, de façon décisive la musique à l'écart de toute follesse émolliente, et la douceur de certains passages alterne avec un enroulement d'énergie qui est loin de laisser l'auditeur en repos.

Certes, on retrouve, dans Einstein on the beach les mouvements contraires, parallèles et similaires, les systèmes auditifs et cycliques, les effets d'étiement de certains sons maintenus sur plusieurs mesures et divers autres principes déjà employés par Phil Glass, mais un processus apparu pour la première fois dans la première partie de Music in twelve parts y est, d'autre part, largement développé : c'est celui que le

Au demeurant, durant quatre heures et demie, la musique ne va jamais s'interrompre : on retrouve, bien sûr, dans cette performance la perfection technique de la mise en place de Phil Glass et de ses complices, les chanteurs d'opéra, les flûtistes et violon, auxquels se sont joints les chanteuses Joan La Barbera et douze choristes.

Abordant la musique vocale, les constructions de Phil Glass prennent une dimension qu'un travail antérieur avec le Mabou Mines Theatre n'avait jamais eue.

DANIEL FAÏX

J.G.C. MARBEUF - VENDOME version anglaise - OMNIA - PARAMOUNT
MONTE-MARTRE - STUDIO 100 version anglaise - STUDIO
CONTRESCARPE - ARLEQUIN - U.G.C. GELINS - STIGIC
CONVENTION - NORD CINÉMA - U.G.C. ODEON - ARTEL Romy
CARREFOUR Pantin - ULIS 2 Orsay - DAME BLANCHE Garges-lès-
 Gennevilliers - ALPHA Argenteuil - DOMINO Mantes - P1 Cergy-Pontoise -
MAELIS Montreuil - PARAMOUNT La Varenne - ELYSÉES 2 La Celle
 Saint-Cloud - PARAMOUNT Orly.

un film de
**FRANÇOIS
REICHENBACH**

**SEX
O'CLOCK
USA**

BERNARD RAFFALI

DEMAIN

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES_{VO} • HAUTEFEUILLE_{VO} • FRANÇAIS • GAUMONT RIVE GAUCHE • GAUMONT CONVENTION

"...le film le plus fantastique jamais osé"

un film de **Stanley Kubrick**
2001 l'odyssée de l'espace

MGM PRÉSENTE
UNE PRODUCTION
STANLEY KUBRICK
avec KEIR DULLEA GARY LOCKWOOD scénario de STANLEY KUBRICK et ARTHUR C. CLARKE production et réalisation de STANLEY KUBRICK - SUPERPANAVISION-METROCOLOR
UN FILM METRO-GOLDWYN-MAYER DISTRIBUÉ PAR CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

TRICYCLE Aspières - BELLE-ÉPINE Thiais - CYRANO Versailles - VÉLIZY 2

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

GENEST S.A.

LEADER DE LA DISTRIBUTION DE SEMENCES
POUR GRANDES CULTURES

recherche
POUR SON CENTRE DE STOCKAGE ET DE CONDITIONNEMENT
DE SAINT-QUENTIN-FALLAVIER (LYON)
(21 000 m2 COUVERTS, 350 PERSONNES)

REF. GE/PL 004

1) LE CHEF D'EXPLOITATION

« PATRON » de l'ENSEMBLE qui doit assurer :
— LES LIAISONS INTERNES avec les SERVICES UTILISATEURS DU GROUPE.
— LA CONDUITE DES HOMMES ET L'ANIMATION DE SON « STAFF PERSONNEL ».
— LA SUPERVISION ET LE CONTRÔLE DES MOUVEMENTS DE MATÉRIEL.
— LA SUPERVISION ET LE CONTRÔLE DES MOUVEMENTS DE MATÉRIEL.
CE POSTE-CLÉ, directement rattaché à la DIRECTION GÉNÉRALE de la Société, exige une expérience et une formation confirmées dans la DIRECTION d'une UNITÉ de cette importance et des QUALITÉS de GESTION, d'ANIMATION et de CONTACT impératives.
Pour un candidat de valeur, la réussite dans cette fonction entraînerait, à COURT TERME, une extension au NIVEAU NATIONAL de ses RESPONSABILITÉS.

REF. GE/PL 005

2) UN ADJOINT AU CHEF D'EXPLOITATION,

chargé de l'ensemble des SERVICES DE DISTRIBUTION et particulièrement de GÉRER et CONTRÔLER :
— LA RECEPTION des LIVRAISONS EXTERIEURES.
— L'EXPÉDITION des COMMANDES.
— LE SERVICE TRANSPORT (RAIL + ROUTE).
— L'ENSEMBLE des MOYENS de MANUTENTION.
Des qualités de RIGUEUR, de MÉTHODE, d'INTÉGRITÉ, le sens du COMMANDEMENT, caractérisent le PROFIL de ce POSTE.

REF. GE/PL 006

3) UN ADJOINT AU CHEF D'EXPLOITATION,

chargé de l'ensemble des PROBLÈMES de GESTION des STOCKS et de TRAITEMENT et CONDITIONNEMENT des PRODUITS.
Il sera responsable particulièrement de DIRIGER et CONTRÔLER :
— LE NIVEAU des STOCKS (matières de base et produits finis) et la mise en place en liaison avec le Service INFORMATIQUE d'un système de TRAITEMENT INTÉRIEUR des MOUVEMENTS de STOCKS.
— LE PROGRAMME de TRAVAIL et l'EXÉCUTION des PROGRAMMES par les DIVERS ATTELIERES.
— LA PRÉPARATION DES COMMANDES.
De même que pour le poste précédent, des qualités de MÉTHODE, de RIGUEUR, le sens du COMMANDEMENT sont les points clés de ce POSTE.
S'y ajoutent la nécessité de DOMINER les PROBLÈMES de GESTION des STOCKS, l'ORGANISATION des POSTES de TRAVAIL et de mise en place de PROGRAMMES de PRODUCTION en liaison avec le Service PLANNING-ORDONNANCEMENT.

POUR CHACUN des POSTES CONCERNÉS :
Lieu de résidence : Région LYON

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo à :
SOCIÉTÉ GENEST, B.P. 37, 38290 LA VERPILLIÈRE.

emplois internationaux



European Organization for Nuclear Research
— Organisation Européenne
pour la Recherche Nucléaire

Le CERN, laboratoire de recherche européen situé près de Genève recherche un

RÉDACTEUR SCIENTIFIQUE

pour son Service d'Information scientifique, section publications. Le travail comprend la publication du « COURRIER CERN », revue de la physique des hautes énergies et de nombreux autres documents présentant le CERN et sa recherche.

Le nouveau collaborateur devra participer à la rédaction et à la production de cette documentation.

Les candidats doivent posséder un diplôme universitaire en sciences de préférence en physique, et plusieurs années d'expérience dans le journalisme scientifique. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Pour les formulaires de candidature, veuillez écrire à l'adresse suivante, en mentionnant la référence : DD-ST-FU 274

Chef du Personnel
CERN
1211 Genève 23, Suisse.

Société Industrielle Sénégalaise de Constructions Mécaniques et de Matériel Agricole (SISCOMA) employant 60 personnes et réalisant un chiffre d'affaires de 2,5 milliards de francs C.F.A. recherche pour poste de directeur technique : ingénieur généraliste 20 ans minimum, Arts et Métiers ou similaire + expérience. Rémunération en rapport avec qualifications du candidat. Logement et véhicule de fonction assurés. Divers avantages sociaux.
Ecrire à SISCOMA, B.P. 1214, DAKAR (SENEGAL).

GR. INTERNATIONAL RECY POUR SA FILIALE A ALGER. DIRECTEUR, âge indéfini. Expérience gestion. Ecrire HAVAS VALENCE 654.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publiés » ou d'une agence.

CHAÎNE HOTELIERE

frantel

recherche pour la région RHONE-ALPES

responsable régional des ventes

Il sera chargé de « vendre » les services offerts par les hôtels de la chaîne auprès des entreprises, organismes, associations... Fonction active.

Expérience de la vente des services dans l'hôtellerie et le tourisme souhaitée.
Adresser C.V. photo et prétentions à :
Frantel, Service du Personnel, 78, rue Olivier de Serres, 75015-PARIS.

Région PROVENCE - CÔTE D'AZUR

Industrie alimentaire nationale
recherche pour assister le Directeur d'une de ses Unités de production :

UN RESPONSABLE

du secteur administratif et de la fonction personnel de l'Usine

IL DEVRA AVOIR :

- 30 ans minimum ;
- une formation supérieure : économie ou école supérieure de commerce ;
- une expérience de plusieurs années dans la fonction personnel ;
- une habitude de la gestion de budgets de production (informatisée) ;
- des qualités d'animateur et d'organisateur.

La direction est totale. Le candidat peut signaler à l'annonceur les Sociétés qui ne doivent pas recevoir sa candidature.

Ecrire avec C.V. complet, photo et prêt. à N° 60.015 CONTERSE Publ., 20 av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

BLACK & DECKER

N° 1 MONDIAL DE L'OUTILLAGE ELECTROPORTATIF.
créée à Lyon un poste de

marketing finance assistant

Pour le siège du « Groupe Méditerranéennes » comprenant des sociétés en Grèce, Italie, Iran, Israël, Portugal.
Le candidat sera chargé de la tenue du tableau de bord sur le plan financier et marketing, et participera au développement des méthodes de gestion.
Ce poste conduira à un développement rapide au sein du groupe International.

Il conviendrait à un jeune diplômé (H.E.C., E.S.C. ou équivalent), sans ou avec un an d'expérience, parlant couramment anglais et dépourvu d'obligations militaires. Des déplacements en Europe sont à envisager.
La rémunération sera fonction de l'expérience acquise.
Ecrire avec C.V. en anglais et photo à M. Davison BLACK & DECKER - « Groupe Méditerranéennes » B.P. 417 - 69218 Lyon - Cedex 01

GROUPE INDUSTRIEL BATIMENT

Activité dans bâtiment, bois, recherche pour filiale 50 personnes - Région ANGERS

RESPONSABLE FABRICATION ET GESTION

Convientrait à Ingénieur ou B.T.S. spécialité bois. Expérience gestion entreprise 50 à 100 personnes, capable amener expansion, par étude produits nouveaux.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 1338 à INTER P.A. 75002 - PARIS, qui transmet.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE BIENS D'ÉQUIPEMENT

(C.A. 100 M.F. dont 50 % EXPORT) recherche

CHEF DE COMPTABILITÉ

Directement rattaché au Directeur Financier
Cette personne prendra en charge :
• l'ensemble de la comptabilité générale (équipement informatique interne)
• la comptabilité analytique.
Le candidat devra avoir :
• 32 ans minimum et le D.E.C.S.
• 3 ans d'expérience en qualité de chef de la comptabilité dans une entreprise industrielle.

L'expérience de la société requiert une personne dynamique qui pourra trouver dans ce poste de réelles perspectives d'évolution de carrière, possibilité de logement.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à Direction générale Établissements C.E.I.E.R. B.P. 177 - 73104 AIX-LES-BAINS Cedex. Il sera répondu à toutes les candidatures.

Nous construisons des ORDINATEURS et désirons compléter notre équipe de vente à PARIS et en PROVINCE

Nous souhaitons confier cette mission à des

jeunes femmes

Débutantes ou ayant une première expérience. Elles accèderont, après une formation complète à nos méthodes et à nos produits, à des postes de

CADRES

Si vous êtes diplômée de l'Université ou d'une Grande École (gestion, scientifique, technique), et qu'un secteur d'avenir de l'industrie vous passionne, envoyez-nous une lettre manuscrite avec un C.V. et une photo en précisant la référence 6649 G à

Organisation et publicité

ELKOUR BRETAGNE

COLLABORATRICE

Formation supérieure. Anglais courant. Bonne connaissance milieu rural et Bretagne indigènes. Connaissant dialecte breton. Expérience adhésif.

Excellente présentation exigée. Possibilité éventuelle logement et voiture. Adr. let. man. av. C.V. et ph. Havas Rennes n° 903 A

IMPE SÉ de COMMUNICATIONS

JEUNES INGÉNIEURS

Diplômés
Destinés à être employés sur ses chantiers électroniques et électroniques de province. Format à la communication assurée. Les candidatures seront examinées dans la dernière semaine d'août. Ecr. avec C.V. et prêt. A.S.I.P., B.P. 801, PARIS-13^e.

Gestionnaire - animateur, logé, asser. collectivité, économat, pr école éducateurs spécialisés av. résid. de 50 ch. Sal. de début 2.000 F environ. Adresser C.V. au Directeur, rue du Buisson, 87170 ISLE, qui convoquera à partir du 16 août 1976.

SOCIÉTÉ MINIERE

recherche
POUR SON EXPLOITATION
AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE

CHEF SERVICE ADMINISTRATIF

pour prendre la responsabilité :

Gestion du personnel - comptabilité - intendance - approvisionnement - magasins - gestion des stocks. Age minimum 35 ans. Formation supérieure. Adr. C.V. photo et prêt à n° 69.642 CONTERSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Recherchons pour

ABIDJAN (Côte d'Ivoire)

JEUNE COUPLE

pour assumer

DIRECTION

LIBRAIRIE-PAPETERIE

Logement climatisé assuré. Conditions avantageuses.

Adresser C.V. avec références n° 69.642 Conterse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

LE VOYEUR

Un film de...

Carl BO...

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
DEMANDES D'EMPLOI	38,00	44,37
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	8,00	9,18
	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.E.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DIRECTEUR FINANCIER

Paris F. 120.000
Négoce International
Notre Client, une filiale à vocation commerciale et internationale d'un des plus importants groupes industriels français, recherche son Directeur Financier. Rattaché au Vice-Président et en relations fonctionnelles étroites avec les autres divisions du groupe, ce Directeur Financier aura l'entière responsabilité des activités financières et comptables ainsi que de l'administration générale (administration du personnel, contentieux, assemblées, etc.) de l'entreprise. Ce poste convient à un diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 35 ans minimum, pouvant faire état d'une parfaite maîtrise des techniques financières et comptables (acquises dans une société anglo-saxonne par exemple), d'un sens développé des contacts, d'une bonne pratique de la langue anglaise. L'importance de ce groupe, offre des possibilités de carrière particulièrement intéressantes pour un homme compétent, de forte personnalité, capable de communiquer à tous les niveaux de directions. Ecrire à Monsieur Michel Seyer, 6, avenue Marceau, 75008 Paris, sous la référence M 671. La plus grande confidentialité est garantie.

Paris - Sheraton Hôtel

Luxe - 1 000 chambres
MONTPARNASSE
recherche
**ATTACHÉS (ES)
COMMERCIAUX (LES)**
(Sales représentatives)
Ayant acquis expérience professionnelle au service commercial hôtelier ou agence de voyages. Parlerait parfaitement anglais et français. Possédant permis de conduire.
Salaires fixes x 13 mois.
Possibilités de promotion après résultats.
Envoyer candidature avec photo, au
SERVICE DU PERSONNEL,
12, rue Vaugoussier - 75014 PARIS.

ASSOCIATION TOURISME SOCIAL recherche son chef de département construction des villages de vacances

Il sera chargé :
• de la prospection d'implantations nouvelles,
• de la mise au point des programmes de construction,
• du suivi de leur réalisation,
• de la recherche de nouvelles formules d'hébergement.
Le profil idéal :
• Formation supérieure T.P.E.,
• 10 à 15 ans d'expérience notamment au niveau de la direction de programmes importants (relations avec architectes et B.E., passation de marchés, etc.),
• Habileté négociateur (nombreuses relations avec collectivités locales et administratives).
Envoyer C.V. avec photo et prétentions
à/réf 5006 à :
P.L.
Pierre Lichan
10, rue de Louvois 75003 Paris
cédex 02 qui transmettra

Importante Société de production et de commercialisation de produits de RELEVEMENTS DE MURS, SOLS, PAPIERS PEINTS recherche

jeunes cadres commerciaux

dynamiques, tenaces, susceptibles d'occuper des postes de responsabilité en province dans le déroulement de leur carrière.
- expérience souhaitée 3 ans dans la vente de produits de grande consommation ;
- diplômés des écoles supérieures de commerce (HEC, ESSEC, SUP. de CO.) ;
- âge minimum 28 ans.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé au Service 10.960 M
plein emploi 156, Bd Haussmann 75008 PARIS.



ESCALIERS et TROTTOIRS ROULANTS

Nous renforçons notre propre implantation commerciale sur l'ensemble de la FRANCE. A cette occasion nous disposons d'un poste de

CHEF DES VENTES

Le poste à pourvoir nécessite une expérience approfondie de la vente et, si possible, une pratique de la vente ou des connaissances dans ce domaine et avec de préférence langue allemande.

Le niveau de ce poste implique pour le candidat de faire preuve d'excellents contacts à tout niveau.
Résidence PARIS ou la région parisienne.
Les candidats intéressés devront envoyer leur candidature et C.V. à :

O & K - OVENSTEIN & KOPPEL A.G.
4300 - HATTINGEN - Nordrhein-Westfalen
Abteilung : Export - Roll treppen.

juriste

Notre C.A. est de l'ordre de 2 milliards de francs. Notre production est orientée vers l'électronique et l'électromécanique. Nous souhaitons étoffer notre Direction Juridique par un Cadre capable de traiter de questions touchant aux domaines : Droit des Sociétés, Contrats, Assurances, Droit du Travail, etc.
La formation requise : Licence ou mieux DES de Droit Privé.
L'expérience recherchée : 3 à 10 ans en qualité de Juriste d'entreprise.
Lieu de travail : banlieue Ouest.
Perspectives de développement intéressantes pour un Juriste qualifié.
Les candidats seront recueillis dès maintenant en vue d'une décision en septembre.
Adressez résumés de carrière en indiquant le rémunération souhaitée sous réf. 46484 à I.C.A. qui transmettra. Dégagement assuré.
I.C.A. International Classified Advertising
3, rue Chateaubault - 75002 PARIS

CONSTRUGROUP FRANCE S.A. Société d'étude et de construction à l'étranger (Filiales au Maroc et en Iran) recrute

DIRECTEUR

Basé à Lyon, il sera responsable de la gestion générale technique et commerciale. Agé d'au moins trente-cinq ans, le candidat doit pouvoir justifier d'une expérience récente dans la gestion d'une entreprise de construction travaillant à l'étranger.

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Basé à Casablanca, il sera chargé de l'animation et de la gestion de la filiale marocaine. Agé d'au moins trente-cinq ans, le candidat doit avoir l'expérience de la conduite d'une entreprise de construction à l'étranger.
Pour recevoir le dossier de candidature, adresser lettre manuscrite sous référence A :
International Management Consultants
79 bis, avenue des 4-Chemins - 92330 Sceaux
qui garantira le secret des candidatures.

Entrepr. d'Édition recherche pour Polonois CHEF COMPTABLE

expérimenté
Sérieuses références exigées.
Adresser lettre manuscrite avec photo et C.V. à :
DIDIER, 15, rue Cujas - 75005 PARIS.

Importante S.S.C.I. développant son activité de DELEGATION DE PERSONNEL D'EXPLOITATION recherche pour PARIS

ATTACHÉ de Direction Générale

Un poste de responsable commercial à un homme de 30 ans minimum, de formation supérieure, capable de négocier avec les clients, de gérer une équipe commerciale dans la PROFESSION.
Initialement orienté vers le suivi et le développement de la clientèle, son activité pourra évoluer vers des fonctions de Direction Générale.
Adresser lettre manuscrite C.V. photo (récente) sous réf. 1478/ST à : A.M.P. 40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transmettra.

LA GENERALE INFORMATIQUE D'EXPLOITATION

recherche pour le développement dans le secteur tertiaire d'importants projets informatiques utilisant des bases de données et du télé-processing, des

analystes confirmés

le matériel actuellement installé se compose de :
- DEUX 370/168 - 4000 K,
- UN 370/158 - 3000 K,
- 450 terminaux téléprocessing.

Envoyer CV (sous référence 10.962 M)
Service du Personnel,
Tour Franklin, Cédex 11
92081-Paris-La Défense.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE ANGLO-SAXON EN EXPANSION recherche SON CONTROLEUR DE GESTION

pour s'intégrer dans son équipe de Direction. Jeunes et dynamiques.
Rémunérat. 50.000 à 72.000 F par an selon comp. Ecrire avec C.V. à n° T 90432 M - REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - Paris (2°).

IMPORTANTE ADMINISTRATION TECHNIQUE recherche CHEF DE PROJET

Chargé de la réalisation d'une application importante de gestion (comptabilité).
De sa mise en place sur un site pilote.
De sa généralisation à 20 centres de traitement d'ici à 1981.
De l'organisation et de la formation des équipes de maintenance sur tous les centres.
Il devra être de formation universitaire, avoir une expérience de 5 à 10 ans d'informaticien, avoir réalisé de grands projets, être capable d'encadrer une équipe de 40 personnes, avoir de bons contacts humains avec les responsables locaux.
Ad. C.V. détaillé photo et prêt. s. réf. 5324 à
LTP 31 Bd. BONNE NOUVELLE
75002 PARIS, qui transmettra

Diebold France

Recherche

UN DIRECTEUR ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Chargé de définir la politique, le plan et la stratégie informatique dans le cadre des axes d'orientation de l'entreprise. Il doit concevoir et mettre en œuvre le système d'information et est responsable des budgets.
réf. SR 1

UN RESPONSABLE DES ETUDES INFORMATIQUES

Informaticien de haut niveau ayant soit une expérience d'environ 3 années dans un poste similaire, soit chez un constructeur d'ordinateurs et connaissant le télétraitement et les bases de données.
réf. SR 2

Pour ces postes, il faut : être diplômé d'une grande école, posséder une forte personnalité, être âgé de 33 ans minimum.

Rémunération : elle est fonction de l'expérience et de l'âge des candidats.

Envoyer C.V., photo et salaire actuel en précisant la référence à :

DIEBOLD FRANCE
63, rue la Boétie - 75008 PARIS

Importante Société SEINE-et-MARNE recherche :

INGÉNIEUR - MÉCANICIEN FORMATION A.M. ou ÉQUIVALENT

Ayant expérience entretien général d'usine et construction machines. Connaissance et pratique thermodynamique et électricité appréciées.
Situation d'avenir. Logement assuré.
Adresser C.V. manuscrit, photo, prêt. à n° 67.307
Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui tr.



Entreprise menante en Allemagne fédérale, ayant un point capital dans le ressort de construction frigorifique, climatique et magasin, recherche pour sa filiale en France un successeur pour le

GÉRANT

lequel quitte la maison pour des raisons personnelles.
En plus des qualités de gestion, étant pour cette fonction absolument indispensables, le candidat devra posséder une connaissance approfondie dans le programme de vente de machines frigorifiques, installateurs frigorifiques et, après une expansion éventuelle de notre société, également dans l'installation de magasins. En outre, des connaissances du marché et des groupes principaux d'acheteurs seraient avantageuses.
Le siège de notre société se trouve à la périphérie nord-ouest de Paris. Par suite du contact direct avec la centrale en Allemagne fédérale, des connaissances de la langue allemande sont nécessaires.
Si ce poste de responsabilité vous intéresse, veuillez porter candidature en joignant un certificat d'activité, un curriculum vitae, des copies de certificats, et en indiquant le revenu annuel souhaité et la date d'entrée possible.
LINDE AG
Werkgruppe Köln - und
Einrichtungssysteme
- Personalabteilung
- Südring Hauptstr. 178
D - 5000 Köln 50 (Südth)

Technicon Leader mondial de l'autosurveillance des analyses de laboratoire recherche

Pour sa Division Internationale
à GARGES LES GONNESSE (95)

Secrétaires hauts niveaux

Sérieuses références exigées
• Parfaitement bilingues (Anglais).
• Une 3ème langue serait appréciée.
• Standardiste
• hotesse

• Anglais exigé.
• Poste comprenant divers travaux administratifs.
• Très bonne présentation.

Ecrire avec C.V. et photo à M. Jean-Claude MOINARD - Directeur Division Financière et Administrative - TECHNICON S.A.
B.P. 10 - 95330 DOMONT

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS

recherche pour recrutement immédiat
dans sa Direction des Personnels et
des affaires sociales

UN CADRE DE FORMATION INGÉNIEUR

à qui sera confié les problèmes de qualification et de conditions de travail.

Le candidat, dont l'âge souhaitable se situera autour de 40 ans environ, doit avoir une solide expérience industrielle. Il devra particulièrement être un homme de méthodes, d'innovation et de relations.

Le poste, situé au siège social à Paris, réclamera de nombreux déplacements en province.
Adresser curriculum vitae avec prétentions :
12, quai Henri-IV, 75004 Paris.

Importante Association de Tourisme recherche

COLLABORATEUR NIVEAU CADRE

Chargé de l'organisation, de la coordination et du contrôle de la gestion administrative. Ce poste nécessite des connaissances :
- DE COMPTABILITÉ
- D'INFORMATIQUE DU TRAVAIL
- D'ORGANISATION DU TRAVAIL

Ecrire sous le n° 341 à FARENCAS P.A.,
4, rue Robert-Edouard - 75008 Paris, qui transmettra

Cabinet juridique et fiscal Paris, CH. COLLABORATEURS

ayant plusieurs années d'expérience cabinet ou admin. fiscal. Ecr. C.V. et prêt. sous n° 4597
J.R.P. 39, rue de l'Arcade 75008 Paris

Pour HEBDOMADAIRE POPULAIRE A GRAND TRAJAGE

recherche
- 1 journaliste ayant au possible contacts dans show-business, cinéma et télévis. Tél. pr R.V. 758-14-21 p. 720

- 1 secrét. rédact., maquet. Tél. pr R.V. 758-14-21 p. 87

Pour ces trois postes l'expérience Presse Hebdomadaire ou quotidien, INDISPENSABLE

UTI SERVICES
6-14, rue Laproule, 16^e

recherche pour
DEPARTEMENT
INFORMATIQUE

**1 MANIPULATEUR
1 PUPITREUR**
CONFIRME
pour 370-158

1 JEUNE HOMME
désigné C.A.J.
pour tâches supports
informatiques.

Envoyer C.V., photo et prêt. au Service du Personnel.

**POUR DEPARTEMENT
GRUES MOBILES**
Société ayant bureaux à Paris
recherche

CADRE
Pourrait prendre la responsabilité de l'organe de ce département de France.
Nécessaire connaître anglais de l'usage et marché potentiel. Lang. allemande appréciée.
Ecr. N° 90429 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris (2°).

**GROUPE BANCAIRE
PROGRAMMEURS**
pour démarrage N 000.
M. Rivière. Tél. : 327-45-49.

Importante société située à Meringes 91
recherche

PROGRAMMEUR
Connaissance COBOL ANS indispensable.
2 à 3 ans d'expérience.
Méthodes, dynamisme, esprit d'équipe.
Libre résident.
Matériel utilisé, HS-62/4.
Ad. C.V. manuscrit, prêt. sous n° 73.193 B à BLEU, 17, rue Label, 92400 VINCENNES.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à n° 69.07.
CONTESSÉ Publ., 20, avenue Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra. Discretion assurée.

**STE DE CONSEIL JURIDIQUE
ARRONDIS. DE COMPIEGNE**
recherche
Collaborateur ou collaboratrice expérimenté. Ecrire au journal qui transmettra avec (curriculum vitae, photo et prétentions).
Ser. n° 7201 à la Mairie de Publ. 5, rue des Lalliens, 75207 Paris-13

ACHETEUR

connaissant matériel électrique, responsable serv. achat, capable négociations avec fournisseurs, rech. nouveaux fournisseurs, connaissances anglaises. Déplacements fréquents. Adresser C.V. et photo (récente) sous n° 10.397 Carrière d'Annonces, 121, rue Réaumur Paris (2°), qui transmettra.

Importante Société distribut. **PONT DE NEUILLY**, rech.

AGENT COMMERCIAL
pour achats matières premières destinées à l'industrie des liquides. Déplacements fréquents. Adresser C.V. et photo (récente) sous n° 10.397 Carrière d'Annonces, 121, rue Réaumur Paris (2°), qui transmettra.

TRADUCTEUR TECHNIQUE
RUSSO SUR PLAN, libre ou non. - PROTECHNA, 77-81-35.

ETABLISSEMENT FINANCIER
recherche

Homme ou Femme
FORMATION : diplôme d'enseignement supérieur économique ou comptable. Anglais courant souhaité. EXPERIENCE : 3 à 5 ans de responsabilité.

MARKETING INDUSTRIEL
exercice dans une agence de publicité ou un groupe industriel, si possible dans le domaine des biens d'équipement.

PROFIL :
- esprit méthodique,
- persuasion,
- sens du contact.

LE POSTE :
- sous l'autorité du P.-D.G. et dans le cadre d'une stratégie d'ensemble à long terme,
- recherche des opportunités d'action commerciale,
- avec l'aide des « hommes de terrain »,
- élaborer des plans d'action commerciale qui propose la structure de vente.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à n° 69.07.
CONTESSÉ Publ., 20, avenue Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra. Discretion assurée.

Voir la suite des offres d'emploi
et autres rubriques
en page 17

هنا من العمل

هنا من العمل

offres d'emploi

Construction matériel informatique
recherche
CHEF DU DEPARTEMENT
LOGICIELS
Ce poste convient à un candidat de formation ingénieur, ayant 30 ans minimum, polyvalent, à l'initiative, d'une équipe de travail et possédant de l'expérience en programmation informatique et une expérience approfondie en logiciel d'application.
Env. C.V. détaillé, photo, références, à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile, 75019 PARIS.
Administration (Paris) rech. pour poste
CADRE
NEGOCIATEUR - REDACTEUR
de marchés publics.
Ce poste convient à un ingénieur diplômé ou cadre administratif ayant une formation industrielle et des connaissances en matière de marchés publics. Ind. Adm. C.V. à Service Central des Commandes, 75017 PARIS.



bitwin
Importante Société
Espagnole spécialisée
dans le matériel
informatique

INTERPRETE
TECHNIQUE RUSSSE
TRES EXPERIMENTE
pour accompagner ingénieurs
soviétiques, russes, polonais.

Env. C.V. détaillé au
Service de Recrutement,
10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

Société de Conseil recherche
INGENIEUR
EN ORGANISATION
(débutant ou 1 an d'expérience)
différents grandes sociétés
universitaires. Bonne connais-
sance gestion, organisation et
informatique.

Adresser C.V. et pré-
férer à DECIS, 24, rue
Henri-Barbès, 92009 CLICHY-
sur-BOIS.

DIRECTEUR
grand magasin textile et confec-
tion. Poste à Paris. — Ecrire
à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

demandes d'emploi
Cadre féminin, 35 ans, niveau
B.E.S., droit de 10 a. d'expérience
assurances I.A.R.D., contentieux
matériel, études techniques, études
projet, études de faisabilité, études
de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

ARCHITECTE D.P.L.C.
30 ans d'expérience mission ABC,
livre à partir de 1970, architecte
en chef, plan, permis de bâtir, permis
de bâtir, permis de bâtir, permis de bâtir,
études de faisabilité, études de faisabilité,
études de faisabilité, études de faisabilité.
Ecrire à M. J. GONZALEZ, 10, rue de l'Évangile,
75019 PARIS.

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite
VOTRE ARGENT
ATTEND LA REPRISE
INVESTISSEZ
A PARIS
dans imm. rén. 3 à 100 %
Placement d'avenir
Studio, 2 p., duplex, 3 p., en-
tièrement équipés, tout confort.
Pour investisseurs
Location, gestion assurée.
Groupe VIDAL, 21-22-23.

Paris Rive gauche
44 de la Carré d'Amsterdam
Urgent, coquet 2 p., cuis., bain,
3 p., sol., 60.000 F. 24-25-26.

Paris Rive gauche
VUE SUR JARDIN - RARE
B&U 9 p., 34 m. 2. Bon plan,
3 p., sol., grand standing,
1.700.000 F. EICHER, BAL. 45-47.

Paris Rive gauche
VUE - VUE - ODEON
110 m. 2. 3 p., 2 bain, sol.,
ODE. 15-16. Cains.

Paris Rive gauche
VENDEURS LOUES ET GERES
PAR MRS SOIRS
15 RUE VAUGRARD
— Étude — 80.000
20 RUE HENRI-CHEVREAU
— Étude — 80.000

Paris Rive gauche
COUDREVOIE DEFENSE
nouveaux tout confort
— Studios + jardin — 110.000
IMMOBILIERE FRIEDLAND
11, rue Friedland, 75-76-77

Paris Rive gauche
Proximité SAINT-SUPICE
220 m. 2. 3 p., ascenseur, sol.,
grand standing. 105-106-107
15 RUE TURBINE, CP 15-16
2 p., 32 m. 2. 2 p., 225.000 F.

Paris Rive gauche
L'ABBE-GROUILLON TRIPLE RE-
ception, piscine 6 m. 2. 3 p.,
1.000 m. 2. A SAISON 1.750.000 F.
Agence de la Mairie, 34-35-36

Paris Rive gauche
M. AL-PRINCE, dans
imm. ent. rén. 150 m. 2. 3 p.,
225.000 F. 22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. VAVIN-RASPAIL, bel. imm.
p. de 100 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. MONTMARTRE (Paris)
App. 2 p. et 3 p., état ent.
imm. rén. 150 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. HUCHETTE, propriétaire vend
duplex et studios, 85-86-87

Paris Rive gauche
9. RUE CHRISTINE
Original 3 p., 11 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. CENSER, ODE 43-70
Séjour + 2 ch. 90 m. 2.
Terrasse 50 m. 2. 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. VAVIN-RASPAIL, bel. imm.
p. de 100 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. MONTMARTRE (Paris)
App. 2 p. et 3 p., état ent.
imm. rén. 150 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. HUCHETTE, propriétaire vend
duplex et studios, 85-86-87

Paris Rive gauche
9. RUE CHRISTINE
Original 3 p., 11 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. CENSER, ODE 43-70
Séjour + 2 ch. 90 m. 2.
Terrasse 50 m. 2. 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. VAVIN-RASPAIL, bel. imm.
p. de 100 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. MONTMARTRE (Paris)
App. 2 p. et 3 p., état ent.
imm. rén. 150 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. HUCHETTE, propriétaire vend
duplex et studios, 85-86-87

Paris Rive gauche
9. RUE CHRISTINE
Original 3 p., 11 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. CENSER, ODE 43-70
Séjour + 2 ch. 90 m. 2.
Terrasse 50 m. 2. 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. VAVIN-RASPAIL, bel. imm.
p. de 100 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. MONTMARTRE (Paris)
App. 2 p. et 3 p., état ent.
imm. rén. 150 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. HUCHETTE, propriétaire vend
duplex et studios, 85-86-87

Paris Rive gauche
9. RUE CHRISTINE
Original 3 p., 11 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. CENSER, ODE 43-70
Séjour + 2 ch. 90 m. 2.
Terrasse 50 m. 2. 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. VAVIN-RASPAIL, bel. imm.
p. de 100 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. MONTMARTRE (Paris)
App. 2 p. et 3 p., état ent.
imm. rén. 150 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. HUCHETTE, propriétaire vend
duplex et studios, 85-86-87

Paris Rive gauche
9. RUE CHRISTINE
Original 3 p., 11 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. CENSER, ODE 43-70
Séjour + 2 ch. 90 m. 2.
Terrasse 50 m. 2. 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. VAVIN-RASPAIL, bel. imm.
p. de 100 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

Paris Rive gauche
M. MONTMARTRE (Paris)
App. 2 p. et 3 p., état ent.
imm. rén. 150 m. 2. 3 p., 225.000 F.
22-23-24-25

bureaux bureaux

A GARGES-LES-GONNESSE (95)
Société loue des locaux de son quartier général
400 à 500 M2 de bureaux
Dans petit immeuble indépendant, bon standing,
facilité d'accès, téléphone et téléx, possibilité
d'entrepôt et d'utilisation du restaurant.
CONDITIONS DE LOCATION
PARTICULIÈREMENT ATTRACTIVES
LIBRES IMMÉDIATEMENT.
Ecrire Inter F.A., 88 rue 1337, 15, rue Saint-Marc,
75002 PARIS, qui transmettra.

PROPRIÉTAIRE
loue 1 ou plusieurs bureaux
dans imm. neuve, 150-160 m. 2.
Tél. 83-97-91.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

fonds de commerce

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch. 3 bureaux 40 m. 2, colat
ou professionnel. A louer sans
pas-de-porte. — 345-55-51.

MAIRIE DU 16
Rez-de-ch

Les régions

Un livre de Paul Silvani : « La Corse des années ardentes, 1939-1976 »

Le maintien de l'ordre

c'est le soutien populaire, et lui seul

par ALEXANDRE SANGUINETTI

SOMME des personnages, des faits, des idées, des passions, des constantes, des nouveautés, des grandeurs, des mesquineries, des ridicules, qui caractérisent un quart de siècle d'histoire, la Corse des années ardentes 1939-1976, que nous donne Paul Silvani, bon journaliste, est une chronique, mais en même temps une réflexion, que tous, Corsais, continentaux, étrangers, doivent lire, s'ils veulent comprendre les événements qui agitent l'île et qui peuvent devenir exemplaires de nos erreurs et de nos fautes. Cette chronique est celle de l'implosion du monde moderne dans une société et chez des gens les moins préparés à la recevoir.

L'île, de tout temps, s'est trouvée à l'écart de tous les grands courants, et ses habitants ne les ont connus qu'en s'expatriant. Nous ne sommes pas coupables de ce fait, mais nous ne pouvons pas accuser personne. Le monde moderne est ce qu'il est, il n'est pas en notre pouvoir de le refuser. Il nous faut donc le maîtriser et l'adapter. Au fur et à mesure des pages que Paul Silvani nous livre, nous mesurons l'ampleur du choc du présent sur la Corse, explicitement et implicitement.

Lorsque la guerre de 1899 éclate, l'île est au bas de la courbe de son développement. Il n'y a plus que deux cent mille habitants environ, alors qu'à la veille de 1914, nous en comptons trois cent vingt-cinq mille dont la grande majorité vivait dans les villages de la montagne, en une économie équilibrée quoique médiocre.

Trop d'hommes morts à la guerre, trop d'hommes partis sur le continent, mais surtout dans l'empire, ce mythe de notre puissance, aucune adaptation interne à la société de notre temps, une sorte de régression à l'école, étaient tout à la fois les causes et les conséquences de ce dépeuplement. La Corse était sous-développée dans une France elle-même en voie de sous-développement. Les raisons en étaient multiples et complexes. La France, encombrée d'un immense empire qui n'était qu'une addition d'impulsions, refusait d'entrer dans l'âge moderne à coup de protectionnisme, engluée dans ses modes de vie de l'âge rural, ne vivant que de beaux rêves et de réputation ancienne, n'a jamais réfléchi aux moyens et aux fins du dé-

veloppement de la Corse. Mais les Corsais non plus.

Parce qu'ils étaient très pauvres et qu'ils sont très ambitieux, ils se sont jetés sur les débuts de l'insurrection de l'enseignement laïc obligatoire. Ils ont acquis des connaissances et des professions dont la Corse n'avait pas l'emploi ni le besoin. Ils ont dû partir les uns ailleurs et ont créé leur diaspora. Et le monde moderne aujourd'hui les remplace en Corse par des hommes et des femmes dont l'île a l'emploi, mais dont le nombre est excessif par rapport à notre population.

Parce qu'ils étaient très pauvres et ont vécu vingt siècles dans la montagne en petites communautés fermées — à l'origine des clans, — les Corsais n'ont pas tout à fait compris que le bulletin de vote est l'expression d'un droit sacré et de la souveraineté populaire. Habitués de longue date à la gens, à la famille, à la clientèle romaine, les Corsais considèrent que le bulletin de vote reste une arme contre la pauvreté, qui permet d'avoir places, postes et ressources garanties. Paul Silvani montre à la perfection l'acharnement et le ridicule des luttes menées pour conquérir une pauvre bourgade, comme s'il s'agissait de Florence au temps des Médicis et de la conjuration des Pazzi. Tant d'habileté, d'intelligence, de courage, dépensés en pure perte pour un si médiocre objet, expliquent plus que tout nos retards et nos troubles.

Enfin, l'implosion annuelle de la pollution touristique, la plus dangereuse parce qu'elle ruine l'âme des populations locales et exacerbe l'antagonisme des peuples, contribue au mal corse. Il n'est pas acceptable de supporter les sauterelles septentrionales, vêtues d'oripeaux qui n'ont même pas la noblesse des haillons des pays sous-développés, arrogantes, aérées d'elles, dédaignant les plus beaux paysages et qui n'enrichissent que les groupes socio-professionnels qui ont toujours fait fortune dans la collaboration.

Ainsi apparaît, et Paul Silvani en est le chroniqueur et l'historien, ce que l'on appelle l'autonomisme, qui est chez la plupart la

conscience de soi et le refus d'être noyé dans un magma, chez d'autres des ambitions locales insoucieuses d'être noyées dans un magma plus vaste.

C'est une erreur et une faute, parce que le salut de la Corse ne peut se situer que dans une activité plus grande et plus puissante, donc française, parce que nous le sommes depuis deux siècles. Mais à condition que la France elle-même ne se dissolvent pas dans une Europe américaine. Sinon, nous n'aurons pas l'achuel mouvement. La Corse est entrée dans la mouvance française, comme les autres régions, quand la France était la nation colosse de l'Europe. C'était un honneur, une gloire et une bonne affaire d'être français. Aujourd'hui, les allogènes se posent des questions.

Paul Silvani le montre, la Corse a été gaulliste, le plus gaulliste des départements. Elle a été mobilisée deux fois de 1939 à 1945. Elle a versé son sang pour la France sans lésiner. Je dis bien qu'elle a été gaulliste et pas forcément U.D.R., parce que, à travers ses divisions politiques, elle avait cette certaine idée de la France qu'a restaurée et illustrée Charles de Gaulle. La Corse ne peut être française que si, comme tous les autres départements, elle peut être fière de la France. Elle n'aura pas fait alors un marché de dupes en acceptant son destin français.

C'est le problème de fond de notre temps que l'achuel régime, parce que nous avons quitté le gaullisme, ne paraît pas comprendre. L'Europe américaine sera la dispersion de cette France construite par un État en quinze siècles, pièce après pièce. La Corse d'aujourd'hui est un avertissement. Elle ne sera pas maintenue intacte dans le cadre français par les seules forces de police. Le maintien de l'ordre, c'est le soutien populaire et lui seul. Que la France se ressaisisse et retrouve la conscience d'elle-même et de la Corse la retrouvera avec elle.

Sinon, nous verrons se développer l'achuel processus, qui deviendra le glas de notre peuple passé que tant d'hommes veulent aujourd'hui porter en terre.

Le Livre de Paul Silvani : « La Corse des années ardentes 1939-1976 ». Éditions du Seuil, 1976, 208 pages, 40 F.

Pour effacer les balafres de l'Hexagone

M. ROBERT POUGADE inaugure, il a quelques jours, un parc de 6 hectares situé en plaine, à Dijon, cité dont il est le maire. Bassin, terrain de jeux pour les enfants, théâtre de verdure, rien ne manque à ce parc qui est enclavé comme par miracle au milieu d'un quartier populaire.

Un miracle qui a coûté 2 millions de francs et deux ans et demi de travaux. Car, en 1973, il n'y avait là qu'un énorme trou aux

falaises dangereuses, les anciennes carrières Baquin, dont on tirait pendant un siècle des pierres de taille. D'une verdure urbaine, Dijon a su faire un espace de jeux et de repos.

Des vertues semblables, on en compte actuellement sept mille en France, d'où l'on extrait 500 millions de tonnes de roches, de sable, de gravier, de calcaire à ciment, d'argile à brique et de gypse à plâtre. Deux mille carrières et gravières nouvelles

Des potagers dans les carrières

s'ouvrent chaque année, dévorant ainsi 2 500 hectares de sol. Certains départements sont littéralement minés. Ainsi la Seine-et-Marne, dont près de 3 % de la surface a été éventrée en cinq ans.

Pour les carrières situées en plaine, M. Pougade propose la création d'un réseau de potagers. L'œuvre à réaliser n'est pas que le parc Montsouris et celui des Buttes-Chaumont à Paris. Il faut développer le potager sur d'anciennes exploitations.

Une dizaine d'autres expériences du même genre sont en cours. Bien entendu on laisse aux agriculteurs le soin de ramasser les récoltes pour se payer de leur peine. Les incertitudes sont encore nombreuses. Comment ces sols « reconstruits » mais qui ont subi d'énormes agressions mécaniques se comporteront-ils dans l'avenir ? Il faudra sans doute plusieurs années pour juger du résultat.

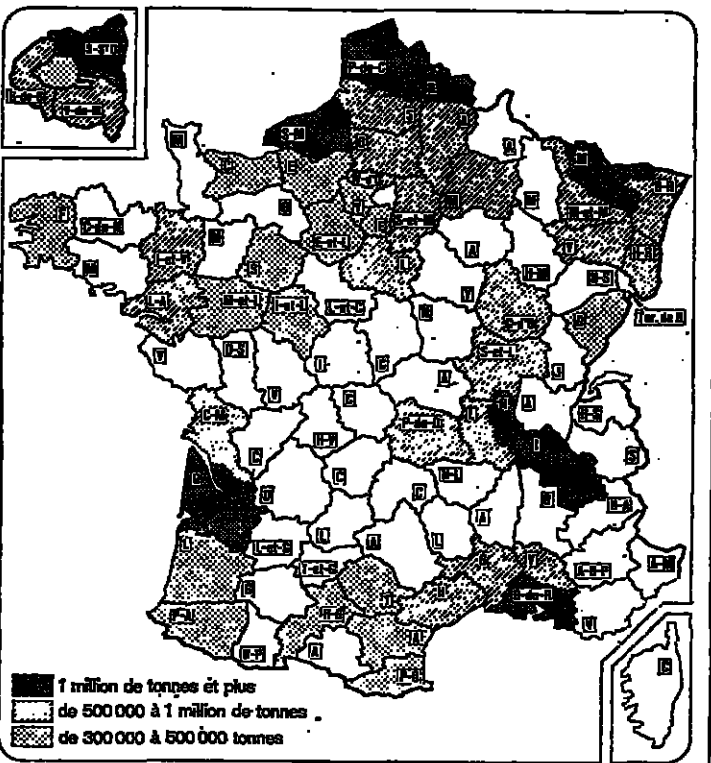
C'est pas la seule réutilisation de ces carrières. On peut aussi y planter des arbres, y aménager des élevages de poissons. Mais quel prix le réaménagement de ces carrières ? A Dijon il en a coûté 330 000 F l'hectare, à Jargeau 80 000 F, sur l'île Charlemaigne 10 000 F. Autant de cas particuliers. Dans l'avenir, si les réaménagements étaient prévus d'avance et menés sur une grande échelle, le coût à l'hectare devrait être inférieur, selon le B.R.G.M., aux alentours de 2 000 F pour un espace de loisirs, et de 1 000 F pour un usage agricole.

Les expériences actuelles, beaucoup plus coûteuses parce qu'il s'agit de récupérations après coup, sont payées en partie par la taxe sur les granulats que versent les exploitants. Cette taxe a rapporté 15 millions de francs en 1975, dont 60 % ont été employés à des études de réaménagement. Il est donc économiquement et financièrement possible de réparer des carrières irréparables.

A condition toutefois qu'on cesse de faire n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment. Ce sont les préfets, conseillés par les services des mines, qui délivrent les autorisations d'ouverture. Celles-ci ne devraient plus être données sans qu'on ait jaugeé au préalable, comme le prévoit la loi de protection de la nature, l'effet de l'exploitation sur l'environnement. Seconde condition : le mitage de la campagne par de multiples trous doit cesser. Il faut planifier l'extraction des matériaux et grouper les chantiers. Troisième condition : les carrières doivent s'engager dès le départ à conserver les terres de découverte, à restaurer les talus et à réaménager eux-mêmes leurs excavations selon un calendrier précis. Tout cela prévu par une loi de 1970 et les décrets qui l'accompagnent. Mais pourquoi les 4-4-4 si mal appliqués jusqu'ici ?

MARC AMBROISE-RENDU.

CE FRET QUI VIENT DE LA MER...



Le comité national routier et le secrétariat d'État aux transports viennent de publier les résultats statistiques de l'année 1975 pour les transports routiers de marchandises à longue distance. Ces résultats sont établis à partir des feuilles de route, documents de caractère réglementaire obligatoirement établis par toute entreprise de transport, chaque fois qu'elle assure, pour le compte d'autrui, l'acheminement d'un envoi de 3 tonnes ou plus, sur une distance au moins égale à 150 kilomètres et sur un parcours intérieur français.

Ainsi conçu, le trafic global pour les transports routiers a atteint, en 1975, 18,3 milliards de tonnes-kilomètres, soit une diminution de 4,1 % par rapport à 1974. Le poids moyen par opération de transport est demeuré stable d'une année sur l'autre : 12,4 tonnes. La distance moyenne de transport de 1 tonne a très légèrement baissé : de 397 kilomètres en 1974 à 394 kilomètres en 1975.

La région Rhône-Alpes — 4 819 millions de tonnes — et la région Nord-Pas-de-Calais — 4 590 millions de tonnes — se classent derrière la région Ile-de-France — 5 652 millions de tonnes — en tête des régions de chargement de fret.

Si les tonnages chargés enregistrent une hausse en Bretagne (+ 7,2 %) et dans le Languedoc (+ 5,25 %), ils connaissent, en revanche, une baisse sensible notamment en Lorraine (— 8,2 %), et dans la région Rhône-Alpes (— 7,3 %).

Ce sont certains départements dotés d'une façade maritime et d'équipements portuaires — Seine-Maritime, Nord, Bouches-du-Rhône, Pas-de-Calais et Gironde — qui sont les plus puissants générateurs de fret : 11 473 millions de tonnes.

EN VACANCES AU CENTRE AÉRIÉ DE MAISONS-LAFFITTE

La boîte aux idées

DEUX jeunes garçons bondissent hors de la grande maison blanche qui se détache sur un rideau d'arbres. L'un d'eux porte une veste noire. Peu après, d'autres suivent, brandissant d'énormes cartons d'emballage qu'ils déposent sur un coin de pelouse ombragée.

Ce groupe, d'une douzaine de garçons et filles, âgés de huit à treize ans, fait partie des quelques cent-dix enfants inscrits pour le mois de juillet au centre aéré de Maisons-Laffitte (Yvelines). Chaque matin, un car de « ramassage » les prend en différents points de la ville et de la commune voisine de Meudon-la-Roche et les dépose au centre primaire (pour les enfants de six à quatorze ans), puis au centre maternel (trois à six ans). Le premier a environ quatre-vingts inscrits, le second une trentaine.

Tandis qu'eux leurs cartons et le petit matériel (ciseaux, couteaux, agrafes, papier adhésif...) contenu dans les valises, les aînés s'apprêtent à fabriquer des maisons, d'autres d'écouter l'intérieur du bâtiment qui vient d'être construit spécialement pour le centre aéré. Les plus jeunes (six à huit ans) jouent au ballon en compagnie de deux moniteurs. Les autres, à l'école maternelle, partagent leur temps entre le repos, le goûter, la sieste, les jeux d'eau sous une douce fontaine, les rondes et les comptines. En août, lorsque ceux-ci seront en vacances, d'autres enfants leur succéderont. Le centre aéré est ouvert, en effet, pendant toute la durée des vacances scolaires (1).

Sur la pelouse, le groupe s'est mis d'accord pour construire un village, mais quelques enfants surnant prêtés un château fort. Boudoirs, ils se soumettent au choix de la majorité. Par petites équipes, ils se répartissent le matériel. Ce gros carton de près de deux mètres de long servira de nef à l'église. Cet autre, posé dessus en hauteur, sera le clocher. Les idées fusent : « On va faire une pendule avec des aiguilles qui tournent... » « Hé, hé, hé, pour des vitraux... »

« Nous on va faire une usine avec une cheminée... » Une usine dans un village, mais vous allez polluer l'air ! Il n'y aura donc que des maisons autour de l'église.

Le choix de cette activité est sorti de la « boîte à idées » où les enfants notent leurs souhaits.

et leurs critiques. Chaque jour, deux d'entre eux vont faire les suggestions du groupe au directeur du centre qui donne ou non son accord.

Daniel, le moniteur des « grands » intervient à la demande pour aider les enfants dans leur « travail ». Lycéens ou étudiants, les six animateurs, qui perçoivent 75 F par jour, ont reçu auparavant, à leurs frais (500 F environ), une formation qui doit théoriquement leur être remboursée. Il leur faut aussi faire preuve d'imagination. A l'aide d'une paire de ciseaux et d'un crayon, Daniel montre comment dessiner un grand cercle ; avec du fil de fer, il fabrique des agrafes pour fixer le toit de la maison. « Mais ne le gaspillez pas », insiste-t-il.

Sans être vraiment dévalorisés, le centre n'est pas très riche en pâte à modeler, impossible de faire de la poterie ou des émaux... Alors, comme on fait beaucoup d'activités manuelles (dessin, modelage), on « se débrouille ».

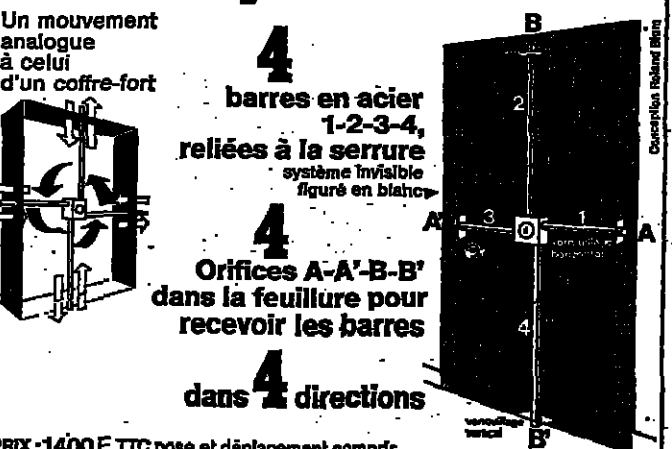
Souvent aussi, les moniteurs emmènent les enfants dans la forêt, toute proche, où ils organisent des jeux de plein air et construisent des cabanes. Il y a une semaine, ils ont passé une journée aux sources de la Bièvre, où ils ont pique-niqué et se sont baignés.

Les enfants aiment aller à la piscine. Malheureusement, les nombreuses installations sportives et de travaux manuels dont dispose la ville ne leur sont pas accessibles. L'Union sportive — à laquelle est lié le centre aéré — exige, en effet, que, lors de leur inscription, les enfants choisissent une seule activité. Seul le « centre de loisirs » permet d'occuper les enfants la journée entière, les autres ne fonctionnent que l'après-midi. Lorsque le père et la mère travaillent, le choix est, de ce fait, fort limité. Encore qu'il ne soit pas nécessaire que la mère travaille pour accepter un enfant au centre aéré.

Si les enfants sont satisfaits de ce premier mois de vacances, les moniteurs se préparent au changement de politique. Tous les enfants, estimant-ils, doivent pouvoir faire du cheval, de la natation, du rugby ou de la poterie. En attendant, ils ont une autre revendication, qui dépend en grande partie d'eux-mêmes : « Montrer aux parents qu'on n'est pas une garderie... »

CATHERINE ARDITTE.

SECURITE avec POLYPENE serrure de haute sécurité système invisible



Un mouvement analogue à celui d'un coffre-fort. 4 barres en acier 1-2-3-4, reliées à la serrure système invisible figuré en blanc. 4 Orifices A-A'-B-B' dans la feuille pour recevoir les barres dans 4 directions.

PRX : 1400 F TTC pose et déplacement compris. GARANTIE : 1 an pour les vices de pose et 5 ans pour toutes réparations. ASSURANCE sur option : pour une durée de deux ans, le remboursement des frais de la Compagnie d'Assurances « LA CONCORDE » vous garantit, sous contrat n° 784484, pendant une durée de deux ans, le remboursement des frais nécessaires par le remplacement ou la réparation de votre serrure de sécurité à la suite d'effractions ou de tentatives d'effractions.

POSE dans la journée Renseignements, vente et pose : POLYPENE 656.66.66

30, av. François Vincent Raspail 94110 ARCUEIL

هنا من الأمل

EQUIPEMENT ET RÉGIONS LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A PROPOS DE...

Le péage sur l'autoroute A-4

L'ÉPREUVE DE FORCE

Les membres du syndicat communautaire d'aménagement de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée (Val-de-Marne) ont décidé de bloquer tous les permis de construire de logement dans cette localité, afin de protester contre l'installation de postes de péage à Saint-Maurice sur l'autoroute A-4. D'autre part, le mercredi 28 juillet les mairies concernées par le péage resteront fermées.

L'épreuve de force qui oppose le ministre de l'équipement aux élus de l'Est parisien va-t-elle trouver son épilogue à travers les péripéties qui se déroulent actuellement ? Ni M. Robert Galley ni les élus de l'autoroute ne sont, en tout cas, prêts à céder, et tout compromis semble aujourd'hui difficile.

Depuis qu'il a été question d'installer des postes de péage sur l'autoroute A-4 (qui sillonne la région parisienne Paris-Val-de-Marne), les élus ont toujours proclamé leur hostilité au projet.

En 1972, M. Alain Chérel, alors ministre de l'équipement, y avait renoncé. Mais le 17 août 1975 un conseil ministériel décida que les autoroutes urbaines seraient payantes. L'A-4 sera la première à être inaugurée (à la fin de l'année). C'est donc à elle que reviendra le triste privilège d'être la première autoroute urbaine à péage.

Mais les élus ne l'entendent pas de cette oreille. « Cette décision est ressentie par la population de l'Est parisien comme une injustice intolérable, déclarent dans un communiqué récent les membres du syndicat des communes concernées. Sur les autres autoroutes, les postes de péage sont installés à plus de 30 kilomètres de Paris. Les habitants de l'Est, déjà pénalisés par les retards de l'A-4 (l'autoroute de l'Ouest, par exemple, a été inaugurée en 1947), ne seront pas le péage qu'ils seront les seuls à supporter. Ils sont les derniers servis et les seuls à payer. »

Les élus communistes, pour leur part, s'opposent à cette décision, qui pénalise les citai-

nes de milliers de banlieusards travaillant à Paris.

Ni les multiples manifestations des élus, ni leurs menaces, ni la décision prise une première fois, puis rapportée, de bloquer les permis de construire sur Marne-la-Vallée, n'ont fait reculer le ministre de l'équipement et, au mois de juillet, les travaux d'installation des postes de péage commencent. Interrompus vingt-quatre heures par une manifestation réunie à l'appel des communistes, ils reprennent sous la surveillance des policiers.

M. Galley applique une décision prise en conseil ministériel et qui se justifie par le prix de revient des autoroutes dans la région parisienne. Il sait d'autre part qu'il ne pourra « exempter » l'A-4 sans en faire autant pour l'A-10 qui doit rallier Paris à Compiègne... or, déjà, des protestations se font entendre.

La situation est donc bloquée et les élus ont décidé de faire appel non plus seulement à M. Galley, mais à tous les ministres concernés par les travaux : le ministre de la qualité de la vie, puisque l'installation nécessite l'abattage de cent soixante-dix arbres ; le ministre de la santé, puisque les postes de péage seront installés à proximité d'un hôpital psychiatrique et d'une maternité ; le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports, puisque des terrains de jeux seront victimes de l'opération. Ils réclament l'arbitrage du président de la République « qui veut faire de 1978 l'année de la qualité de la vie ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

P.T.T.

Augmentation des tarifs

L'AFFRANCHISSEMENT DE LA LETTRE PASSE À 1 FRANC

Les tarifs postaux seront augmentés à compter du lundi 2 août, vient d'annoncer le secrétaire d'État aux postes et télécommunications. L'affranchissement de la lettre de 20 grammes passe de 80 centimes à 1 franc, et le pli non urgent de même poids, de 60 centimes à 80 centimes.

Parmi les taxes postales qui seront également augmentées on note le droit de recommandation qui passe de 4,70 à 5,50 francs. La carte postale simple devra être affranchie à 0,80 et l'urgent à 1 franc.

Les droits de réexpédition qui sont valables un an, passent respectivement de 23 à 30 francs et de 16 à 20 francs. Les lettres de 20 grammes ou plus de 2000 habitants ou de moins de 2000.

Cette augmentation est rendue nécessaire par l'évolution des prix de revient des services postaux et par la nécessité de ne pas, d'après le secrétaire d'État, « dégrader leur situation financière ».

Il a indiqué le secrétaire d'État aux postes et télécommunications, qui souligne « qu'il s'est agité près de deux ans depuis la dernière augmentation intervenue au 16 septembre 1974 ».

TRANSPORTS

METRO CLIMATISE. — La R.A.T.P. a présenté le lundi 26 juillet sa première voiture climatisée, dont la technique est appelée à équiper, dès l'automne 1977, une partie de son réseau, circulant en service normal, et dont toutes les autres voitures comporteront également des installations techniques nouvelles à l'étude, et destinées à l'équipement futur.

CONCORDE À GENÈVE. — Les autorités helvétiques ont accordé à la compagnie Air France l'autorisation de desservir la Suisse par la Concorde sur l'aéroport de Genève-Cointrin le 31 août prochain, annonce un communiqué de la direction de l'aéroport.

ÉVACUATION DU VILLAGE ITALIEN DE SEVESO ATTEINT PAR UN NUAGE TOXIQUE

Les cent quatre-vingt habitants de Seveso, village situé au nord de Milan qu'un nuage toxique avait touché il y a deux semaines (le 26 juillet), ont été évacués lundi 26 juillet. D'autre part, le magistrat chargé d'instruire cette affaire et qui avait fait arrêter deux dirigeants de l'entreprise a ordonné l'arrêt de la production de l'usine. Les deux dirigeants ont été relâchés. L'usine, fondée en 1928, a été créée par un ingénieur chimiste, décédé lundi à l'aube.

En effet, les deux kilogrammes de tétrachlorure qui ont été accidentellement lâchés par l'usine, prise l'année la 11 juillet dernier se sont répandus sous forme de nuage sur la région, brûlant la végétation, faisant périr les animaux de basse-cour et envoyant à l'hôpital une vingtaine de personnes. Le produit est analogue à celui utilisé par les forces américaines au Vietnam. Il est extrêmement toxique, et l'on connaît mal ses effets à long terme.

Corse

LES ÉLUS RADICAUX DE GAUCHE DE L'ARRONDISSEMENT DE BASTIA réunis le 26 juillet sous la présidence de M. Jean Zuccarelli, maire de la ville, ont élu François Giacobbi, sénateur, président du conseil général de la Haute-Corse, et Jean Filippi, sénateur, ont déclaré que leur parti « condamne la violence d'aujourd'hui, car elle est contraire à la démocratie » et qu'il « considère comme responsables de la violence ceux qui l'inspirent, ceux qui la pratiquent et ceux qui l'approuvent avec plus ou moins d'hypocrisie ».

Ils ont ajouté : « Le Mouvement des radicaux de gauche combat l'actuelle majorité et l'actuel gouvernement. Il n'a pas attendu ce jour pour le faire et pour condamner sa carence dans tous les domaines, et notamment vis-à-vis du problème corse. Cela dit, il n'acceptera jamais que, sous prétexte d'indépendance, on s'en prenne à la patrie. Pas davantage il n'accepte ou n'acceptera le particularisme insulaire (qui est reconnu par tous), l'on utilisera les propriétés des solutions soi-disant autonomistes, mais séparatistes en fait. » — (Corresp.)

CONJONCTURE

REPRENANT LE THÈME DES CONVENTIONS PAR PROFESSIONS

M. Chirac préconise une politique

« de la carotte et du bâton » pour enrayer l'inflation

M. Chirac a repris lundi soir, 26 juillet, dans une interview diffusée par « TF1 », les thèmes qu'il avait développés la veille à Bort-les-Orgues concernant le ralentissement de la hausse des prix par une « discipline contractuelle » des Français. (« Le Monde » du 27 juillet.)

« Je crois », a déclaré le premier ministre, « que c'est par une politique conventionnelle, de conventions passées avec les différentes branches de la production ou de commercialisation que l'on peut trouver le moyen à la fois suffisamment contraignant pour permettre de limiter la hausse des prix, et suffisamment souple pour éviter les difficultés et les contraintes insupportables des systèmes un peu frustes de blocage des prix et des salaires ».

Le premier ministre est donc partisan « à la fois de l'utilisation des moyens traditionnels, c'est-à-dire un budget en équilibre (...), et un crédit contrôlé dans son utilisation », et du respect « d'une politique contractuelle bien négociée et bien gérée, qui permettrait d'avoir une évolution des prix et des revenus, salariaux ou non salariaux, plus limitée qu'à l'heure actuelle, tout en maintenant, bien entendu, le pouvoir d'achat ».

M. Chirac a précisé qu'il n'était « pas question de remettre en cause » cela-ci, ajoutant que l'objectif était de « maintenir la politique d'amélioration du pouvoir d'achat pour ceux qui ont les plus faibles revenus ». « La politique conventionnelle », a-t-il dit, « n'est pas un marché avec un certain nombre de conventions (...). Je crois qu'il peut y avoir à la fois — et c'est parfaitement adapté aux caractéristiques de la France — la carotte et le bâton ».

A l'inverse, le recours à des méthodes contraignantes, comme le contrôle des salaires et des prix, ne lui paraît pas bon, car ces méthodes « ne sont pas du tout conformes ni à la psychologie française, ni aux habitudes françaises, ni aux principes de la politique économique de responsabilité et de liberté » que le gouvernement veut mettre en œuvre.

S'il « n'est pas raisonnable actuellement de penser que la hausse des prix doit s'arrêter à la rentrée », il n'y a pas lieu non plus de nier l'existence de problèmes liés à la croissance, « d'où la nécessité à la fois d'être réaliste et de ne pas provoquer l'inquiétude qui elle-même peut provoquer l'inflation. Ne pas jouer les Cassandre tout en étant vigilant, c'est ce que fait le gouvernement ».

Hostilité syndicale à une politique des revenus

● C.G.T. : il ne faut pas compter sur nous.

« Une politique des revenus n'est que le nom hypocrite du blocage des salaires. Il ne faut pas compter sur la C.G.T. pour la faire accepter », a affirmé lundi après-midi M. Henri Kraeuchi, secrétaire confédéral après les déclarations dominicales du premier ministre.

« Il est scandaleux », a estimé le dirigeant cégétiste, « d'attribuer la responsabilité de l'inflation aux salariés alors qu'on assiste à une baisse de pouvoir d'achat pour le plus grand nombre d'entre eux. Le bon sens consisterait à réduire la T.V.A. sur les produits de première nécessité, à prendre des mesures énergiques contre la spéculation et à frapper les grandes sociétés capitalistes ».

● C.F.D.T. : non à la politique d'austérité.

« Pour essayer d'imposer aux travailleurs une politique autoritaire des salaires, le premier ministre prend le relais du ministre du travail pour organiser la débauche de la main-d'œuvre publique. La C.F.D.T., pour sa part, s'emploiera à donner aux travailleurs les moyens de lutter efficacement, comme ils l'ont fait jusqu'ici, contre la spéculation et l'austérité que veulent leur imposer gouvernement et patronat pour maintenir leurs profits et [les] obligent à satisfaire les légitimes revendications des travailleurs », affirme, dans un communiqué, la C.F.D.T., qui souligne que « la carotte et le bâton », expression employée par M. Chirac, « illustre bien la politique gouvernementale ».

Car, des engagements énoncés dans le sens de recommandations de modération dans les hausses nominales de diverses catégories de revenus seraient inimaginables sans la contrepartie d'une déescalade effective des hausses de prix ».

● F.O. : une politique des revenus est impossible.

« Nous sommes convaincus que la politique des revenus en France est impossible », a déclaré la F.O., qui souligne que « la carotte et le bâton », expression employée par M. Chirac, « illustre bien la politique gouvernementale ».

● C.F.I.C. : un certain intérêt pour une politique contractuelle globale.

La C.F.I.C. enregistre au contraire « avec intérêt » les déclarations du premier ministre. Elle estime qu'elles font écho aux propositions de mise en œuvre d'une politique contractuelle globale, préconisée par la C.F.I.C. La confédération précise toutefois qu'« une telle politique nécessiterait la conclusion d'engagements stricts entre l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales au niveau national ».

● M. GEORGES SARRE, membre du bureau exécutif du P.F., a estimé de son côté, lundi 26 juillet, au cours d'une réunion publique à Paris, que le gouvernement se trouvait placé devant une contradiction entre sa « volonté de restreindre, voire de réduire, le pouvoir d'achat des Français, comme l'annonce le premier ministre, pour permettre la reconstruction des marges de profit du capital prévues par le VII^e Plan » et « la nécessité de soutenir la consommation intérieure, seule capable d'amorcer une reprise économique sur des bases sérieuses ».

Selon M. Sarre, le premier ministre « veut faire cautionner par les travailleurs eux-mêmes la politique de restriction, cela au moment même où il rend aux prix leur liberté, et donc au capital celle d'augmenter ses profits ».

« Cette vaine hésitation prépare une rentrée difficile, car les salariés ne pourront pas faire les frais d'une politique qui les gruge ».

QUALITÉ DE LA VIE

Questions autour du non-étalement des vacances

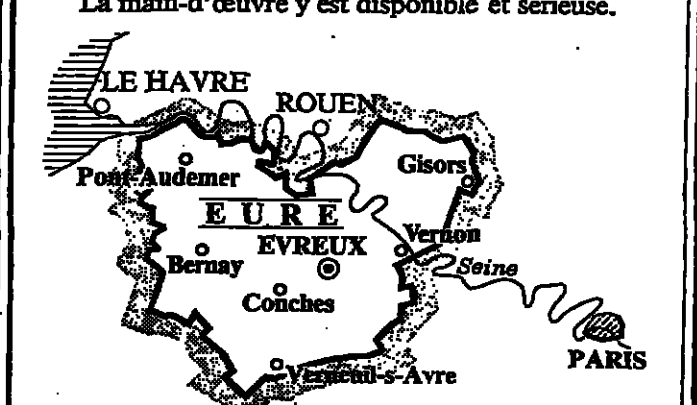
L'étalement des vacances n'est pas encore pour cette année. C'est la constatation décevante qu'on fait les services du ministère de la qualité de la vie au cours d'une conférence de presse réunie le mercredi 26 juillet.

Trente millions de Français vont partir au cours du mois d'août, ouvrant les engagements que l'on a fait au moins espérer du nouveau pour l'an prochain ? M. André Fosset, ministre de la qualité de la vie, négocie les grandes firmes automobiles pour obtenir qu'au moins cent départs soient effectués. Selon des sondages effectués à l'intérieur de ces firmes, personnel serait plutôt favorable à l'échelonnement des départs. Un accord entre l'administration et les directions des entreprises devrait intervenir dans les jours qui viennent. Du côté de la direction nationale, rien d'attendu avant les grandes vacances. C'est alors seulement que l'on accablait on chaque ré-

gion choisira à l'intérieur d'une période de quatre mois ses huit semaines de vacances estivales.

Pas de décongestion donc mais, dès cette année, une légère amélioration des conditions de vacances. Pour protéger les estivants contre les « coups de fusils », les associations de défense des consommateurs vont ouvrir des permanences dans deux cent vingt-cinq stations balnéaires. Les consommateurs se croient victimes de hausses de tarifs exagérées pourront faire appel à une commission d'arbitrage composée d'un dirigeant d'association de consommateurs et d'un fonctionnaire. Enfin, pour débloquer le système des locations au mois qui oblige nombre de Français à partir et à rentrer à date fixe, on étudie au secrétariat d'État au tourisme une réforme de la législation sur les meublés de tourisme : villas, appartements et chambres meublées. Il en existe trois cent mille sur le territoire, mais trois mille seulement ont demandé leur classement, ce qui les oblige à louer à la semaine et à signer des contrats écrits.

à 1 heure de Paris le département de l'Eure offre aux industriels des parcs de zones d'emploi dans des sites agréables. La main-d'œuvre y est disponible et sérieuse.



- Evreux
 - Vernon
 - Gisors
 - Bernay
 - Pont-Audemer
 - Conches
 - Verneuil-sur-Avre
- faciles d'accès, sont à mi-distance entre Paris et la mer.
- Dans chacune de ces villes la Société d'Équipement du Département de l'Eure a organisé des lotissements pour toutes activités industrielles et tertiaires.
- Documentez-vous dans les Mairies ou à la Société d'Équipement :
- S.E.M.E.D.E.**
12, boulevard Georges Chauvin 27000 EVREUX
Tél. : (16) 32.39.27.50

La Tunisie! Nous y sommes nés. Aussi sommes-nous les mieux placés pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

TUNISIE CONTACT

OU

des vacances en Tunisie préparées par des gens du pays

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 742.43.53

Nom: _____

Adresse: _____

ONT LIE A GSI

Arkansas USA

Etat d'Arkansas
Bureau Européen
du Gouverneur
Av. Louise 437 B 4
B-1050 Bruxelles
Belgique

Pour renseignements et inscriptions, contactez le Bureau Européen du Gouverneur de l'Arkansas, 437 B 4, Avenue Louise, 1050 Bruxelles, Belgique.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

IMMIGRÉS

Les déclarations de M. Dijoud

(Suite de la première page.)

Cette politique a également pour objet l'amélioration de la condition de la femme immigrée, selon le vœu de la commission présidée par Mme Germaine Tillion. Un plan d'action sanitaire est amorcé, ainsi qu'un programme d'action socio-éducative et de formation professionnelle dans des centres de préformation pour femmes et jeunes filles, ouverts notamment à Marseille, à Lyon, à Villejuif, à Toulouse, à Nîmes et à Paris.

Ces dispositifs s'appliquent à tous les étrangers, sauf aux Algériens, avec lesquels nos relations reposent sur un système juridi-

que contractuel. L'ONI n'est pas installé en Algérie et le gouvernement français négocie pour appliquer des mesures identiques aux familles algériennes. Dans l'éventualité d'une reprise de l'immigration, laquelle n'est nullement envisagée pour l'instant, l'introduction d'une nouvelle main-d'œuvre étrangère se ferait par voie de dérogations, sans doute dans le cadre de contingents qui devraient alors être négociés avec les pays intéressés. Mais l'immigration « sauvage », redisons-le, est terminée. Quant aux familles qui entrent en France d'une manière irrégulière, elles le feront à leurs risques et périls.

Éviter l'importation de chômeurs

— Votre attitude est-elle dictée par la prudence en raison de la situation économique ?

— Notre objectif est d'éviter l'importation de chômeurs supplémentaires. Il y a déjà en France quatre vingt mille étrangers sans emploi, dont nous devons déjà faciliter le retour à la vie active. D'autre part, nous préparons une politique de revalorisation du travail manuel qui devrait avoir des conséquences bénéfiques pour les travailleurs immigrés. A la longue, cette politique se traduira vraisemblablement par l'orientation des jeunes filles vers le travail manuel. On n'assistera pas nécessairement à la diminution de postes occupés par des travailleurs manuels, mais à une moindre croissance, voire à une stagnation, du nombre de postes occupés par les immigrés. Le rôle du gouvernement est de faire que, peu à peu, un plus

grand nombre de Français et de Françaises occupent de nouveaux postes. Il y a là un problème d'ordre économique autant que d'équilibre social. Si la courbe démographique de l'immigration se maintient, il faut faire en sorte que cette population étrangère soit réellement intégrée dans la vie française, sinon nous connaîtrons nous aussi dans une vingtaine d'années des problèmes raciaux, comme aux Etats-Unis.

— Quelques mois après les déclarations de M. Chirac assurant les immigrés à des chômeurs en puissance, celles de M. Pompidou ne sont guère de nature à rassurer les travailleurs étrangers. Ces propos et les conditions dans lesquelles ils sont émis, celles des militants syndicaux et des résidents de foyers, vous paraissent-ils compatibles avec votre programme d'action ?

— Le premier ministre n'a jamais assimilé les immigrés à des chômeurs en puissance. Il a simplement voulu dire qu'il n'y avait pas de sens à faire venir des étrangers lorsque des Français se trouvent au chômage. Quant au ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, il s'est borné à estimer à juste titre que les immigrés qui se conduisent mal en France et qui ne tiennent pas compte de nos lois n'ont aucune raison de rester dans notre pays. Autant nous avons des obligations très strictes envers les immigrés qui, dans leur grande majorité, vivent en paix, qui travaillent, qui respectent nos lois, autant vis-à-vis de cette communauté d'immigrés, nous avons le devoir de nous occuper des éléments instables. Nous y sommes d'ailleurs encouragés par les pays étrangers qui sont amis de la France, l'Algérie, qu'il est de l'intérêt des immigrés eux-mêmes de ne pas favoriser l'idée que nous serions plus tolérants à leur égard en ce qui concerne l'ordre public et le respect de la loi.

— En matière d'immigration, le gouvernement fournit de grands efforts depuis deux ans. Il a changé très profondément ses relations avec les pays exportateurs de main-d'œuvre. Je trouve donc regrettable que l'on mette à profit certaines difficultés particulières pour minimiser cette action et le caractère général

que le président de la République a voulu lui confier. C'est une politique à long terme qui va porter ses fruits, et qui dispose de moyens suffisants. Il serait catastrophique de décourager les Français en ce domaine, quand cet effort porte sur des centaines de milliers de personnes, sur huit cent mille enfants scolarisés et sur vingt à trente mille familles par an, d'un dix ans. C'est là une politique libérale et humaine.

— La C.G.T. a demandé que le second arrêté d'expulsion contre M. Moussa Konaté ne soit pas émis tant que le Conseil d'Etat (qui avait déjà rejeté le premier arrêté) ne se sera prononcé sur le second. Quel est votre avis à ce sujet ?

— Ce que fait le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, lui appartient en propre. Le maintien de l'ordre fait partie de ses attributions, que je ne partage pas. C'est dire que je n'ai pas d'avis sur cette question. Je pense qu'à partir du moment où il y a des lois et des règlements, le devoir du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, est de les faire observer. Et je tiens à ce qu'il soit dit clairement que je suis solidaire de son action. Mais cette affaire n'est pas de ma compétence.

Propos recueillis par JEAN BENOÎT.

« JE N'AI PAS L'INTENTION DE PARTIR MÊME SI JE DOIS ALLER EN PRISON »

déclare M. Moussa Konaté

qui a été reçu par M. Edgar Faure

Une délégation de la C.G.T., conduite par M. Marcel Cailla, secrétaire de la C.G.T., accompagnant M. Moussa Konaté, a été reçue, le 27 juillet, par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale et président de la commission spéciale des libertés. Ce dernier a promis d'intervenir personnellement auprès de M. Chirac pour que la décision du ministre de l'Intérieur d'expulser de nouveau le militant cégétiste malien soit rapportée (« Le Monde » du 27 juillet). De son côté, le parti socialiste proteste « contre la décision injustifiée » de M. Pompidou, qui « ne peut s'apprécier que comme une mesure d'intimidation », le P.S. demande qu'elle soit rapportée, de même que la C.F.D.T., qui réclame aussi l'annulation des « mesures qui ont frappé les autres travailleurs expulsés dans les mêmes conditions ».

M. Konaté nous a déclaré, pour sa part, qu'il n'avait pas l'intention de quitter la France, dût-il aller en prison. Après leur requête au président de la République, M. Jules Borker et Annie Swec, avocats de M. Konaté, ont annoncé une série d'initiatives spectaculaires. Un meeting de protestation a lieu, ce mardi 27 juillet, à 17 h. 30, à la Bourse du travail de Paris. Les militants font remarquer que, dans le cadre de la nouvelle procédure, la commission départementale des expulsions de la Seine-Saint-Denis avait entendu l'intéressé, le 7 juillet, et avait seulement donné un « avis d'expulsion avec sursis ».

M. Moussa Konaté, vingt-huit ans, haute et fine stature, col ouvert sur un costume sombre et lunettes de soleil, affirme qu'il ne comprend pas ce qui lui arrive : « Je ne suis pas un délinquant », dit-il. « Je suis syndiqué depuis trois ans — qui est la cause de tout cela ? », s'interroge-t-il. Arrivé en France en 1965, à l'âge de dix-sept ans, il a obtenu le statut de réfugié politique, sans malin, est parvenu à la situation de monteur électricien P. 1 à la Compagnie des wagons-ils. Sa carte de séjour lui ayant été retirée vendredi 23 juillet au commissariat de Stains (Seine-Saint-Denis), l'ancien résident du foyer de la SONACOTRA de Pierrefitte-sur-Seine ne peut plus travailler. Il a été pris en charge par la municipalité (communiste) de cette ville.

Selon Mme Denise Laurent, maire adjointe au maire de Pierrefitte, M. Konaté a été mandaté par M. Edgar Faure pour retourner dans son pays. « Je n'ai pas l'intention de partir », dit le militant cégétiste, même si je dois aller en prison. Lorsque se déclenche, en septembre 1975, la grève des foyers dans les foyers de l'A.O.C., T.R.A., mouvement qui est la cause de cette affaire, M. Moussa Konaté n'y prend pas part immédiatement. Durant tout le conflit, il apparaît, selon de nombreux témoignages, comme un « élément modéré et modérateur ». « Dès le 12 avril, précise-t-il, j'avais proposé aux autres du foyer de Pierrefitte de tout payer. Mais, pour des

raisons administratives, il n'a pas été possible d'expulser mon règlement. Le 16 avril, à 6 heures du matin, la police venait nous appréhender. Il n'y avait pas de place dans les avions en partance. Nous avons été expulsés quarante-huit heures plus tard ».

Les arrêtés d'expulsion ne sont pas officiellement motivés de façon précise. Le mutisme de la place Beauvau ne facilite pas la compréhension de l'affaire. Le Conseil d'Etat, qui a ordonné, le 18 juin, le sursis à exécution de la première mesure prise contre M. Konaté, et ensuite la commission départementale des expulsions de la Seine-Saint-Denis ont eu, eux, le dossier complet en main. Les deux instances ont rendu des décisions favorables au ressortissant malien.

Convient-il alors de croire les avocats du militant cégétiste quand ils estiment que M. Michel Pompidou poursuit pour poursuivre ? Faut-il prendre en considération la communication de la C.F.D.T., intitulée « Le fait du prince », qui affirme que ce deuxième arrêté d'expulsion « démontre l'arbitraire la volonté délibérée du ministre de l'Intérieur d'accroître le climat d'insécurité pour les étrangers en France » ? Dans leur requête au président de la République, les avocats de M. Konaté se réfèrent à la vocation de la France en matière d'accueil et d'hospitalité et évoquent l'égalité des droits entre Français et étrangers. — M. C.

EUROPE

A L'OCCASION DU CONSEIL DES « NEUF »

M. Jean-Pierre Fourcade déclare que les pressions sur le franc vont disparaître

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — M. Jean-Pierre Fourcade considère que la pression qui s'exerce depuis quinze jours sur le franc devrait bientôt disparaître, surtout lorsque seront rendus publics les derniers calculs de l'INSEE, qui révéleront un ralentissement de l'inflation : l'augmentation des prix, qui a atteint, en moyenne, 9,8 % en 1975, se situerait entre 9,2 % et 9,4 % au cours de la période allant de juin 1975 à juin 1976. C'est ce qu'il a déclaré, à l'issue de la réunion des ministres des finances des Neuf, qui s'est tenue lundi, à Bruxelles.

M. Fourcade attribue la récente chute du franc au fait que « personnellement le marché des euro-dollars et que les informations les plus faussées circulent sur le fonctionnement de l'économie ». Ainsi, a-t-il ajouté, des prévisions erronées ont été avancées à propos des effets de la sécheresse sur le commerce extérieur et sur le niveau des prix. Ces prévisions pessimistes sont démenties par les résultats les plus récents.

Pour éviter de tels incidents de parcours qui, s'ils se répètent, ou prennent trop d'ampleur, risquent de menacer la cohésion de la Communauté, les Neuf sont-ils en mesure de relancer leur coopération économique et monétaire ? Telle était la question à laquelle les ministres des finances, à la demande des chefs de gouvernement, devaient s'efforcer de répondre et, si possible, de façon positive.

M. Duisenberg, le ministre néerlandais qui assure actuellement la présidence des travaux des Neuf, a récemment adressé à ses collègues une lettre où il insiste sur la double nécessité d'améliorer la coordination des politiques économiques et de renforcer les relations de change entre les pays de la C.E.E. C'est ce texte qui a servi de point de départ aux délibérations du Conseil. En matière de relations des changes, M. Duisenberg suggère d'établir un minimum de lien entre les monnaies participant au « serpent » et celles flottant librement. Les pays membres dont les monnaies flottent sans contrainte devraient s'entendre sur une sorte de code de conduite incluant la définition d'objectifs des changes, autrement dit d'engager à faire des efforts pour que les fluctuations de leurs monnaies n'atteignent pas une ampleur considérée comme excessive.

Le Conseil a chargé les experts d'examiner les suggestions du ministre néerlandais dans le détail et de lui soumettre une proposition, après les avoir consultés. M. Fourcade a demandé et obtenu que les propositions contenues dans le memorandum qu'il avait présenté à Bruxelles en septembre 1974 soient examinées en même temps que celles de M. Duisenberg. Il y recommande, en particulier, une meilleure adaptation du système des changes communautaires (notamment par un aménagement des règles d'intervention sur le marché, de nature à accroître les obligations des pays à monnaie forte) et une action coordonnée pour discipliner le marché des eurodollars.

Quelles sont les chances de voir les Neuf prendre bientôt des positions concrètes pour relancer

la coopération économique et monétaire ? M. Fourcade s'est montré optimiste : « Tous les pays, observe-t-il, reconnaissent peu à peu les inconvénients d'un système de flottement des monnaies juxtaposé à une liberté totale des mouvements de capitaux ; un conseil européen du mois d'avril, c'est-à-dire peu après la sortie du franc du « serpent » (Le Monde daté 4-5 avril).

Les chefs de gouvernement avaient exprimé alors, du bout des lèvres, un préjugé favorable. Puis les ministres des finances chargés immédiatement d'examiner ces propositions s'étaient enfoncés dans les places sous coque. En fait, le gouvernement allemand avait indiqué, sans la moindre ambiguïté, qu'il croyait guère utile d'engager d'actions à l'échelle de la Communauté pour promouvoir la convergence des politiques économiques ou pour établir une zone de stabilité monétaire tant que les pays membres ayant le plus négligé les exigences de la lutte contre l'inflation n'auraient pas démontré leur capacité à faire preuve de plus de rigueur. Rien n'indiquait qu'on considère à Bonn que dans l'intervalle cette démonstration ait été faite.

Pour essayer de sortir de l'impasse, le dialogue Nord-Sud, M. Fourcade a présenté à ses collègues une proposition de compromis concernant le problème des allègements de la dette des pays du tiers-monde. Ce compromis compte trois points. Neuf devraient réaffirmer la volonté d'aborder avec un esprit positif ce problème de la dette des pays pauvres. Ils indiqueraient ensuite leur intention de tenir compte de la situation, par cas des différents pays, qui les structures des dettes vident considérablement d'un point de vue. Enfin, ils devraient déclarer prêts à souscrire à des orientations définies à l'avenir en ce qui concerne ces problèmes de la dette.

PHILIPPE LEMAITRE

Pour louer une voiture en Suède, réservez chez europcar 645.21.25

Vos valises sont bouclées, vous avez vos papiers et votre carnet de chèques. Êtes-vous sûr de ne rien oublier ? (Réponse au bas de la page)

THE WALL STREET JOURNAL

America's leading business and financial daily is now available in Paris. Ask for it at your favourite bookshop. In case of difficulty, contact distributors hereunder : L'un des plus grands quotidiens d'affaires et financiers d'Amérique est maintenant disponible à Paris. Demandez-le à votre kiosque. En cas de difficulté, veuillez contacter la maison distributrice : N.M.P.P. - 233-44-22 - Département Etrangers.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES DE LA CELLULOSE

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La SONIC lance un avis d'appel d'offres international en vue de la fourniture des équipements destinés à la fabrication d'articles papetiers à usage domestique et sanitaire.

L'appel d'offres porte sur les équipements suivants :

- machines à couches pour bébé ;
- machines à serviettes périodiques ;
- machines d'emballage et de conditionnement.

Les cahiers des charges pourront être retirés, contre la somme de deux cents dinars (200 DA), à l'adresse suivante :

SONIC

64, rampe Al-Hadid (ex-Zaïtcha) El-Mouradia, Alger.

Téléphone : 66-38-00, 66-38-01, 66-38-04.

Téléc : 52 933.

Les offres devront être adressées à M. le Directeur Général de la SONIC, à l'adresse ci-dessus indiquée, obligatoirement sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe intérieure devra porter la mention :

« Soumission. A ne pas ouvrir. Projet - complexe de transformation des produits papetiers et cellulés ». »

Les offres devront parvenir au plus tard le 30 septembre 1976.

Le cachet de la poste faisant foi. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 120 jours.

Avant de partir, en France ou à l'étranger : EUROP ASSISTANCE. Assureurs, Agences de Voyage, Caisses d'Épargne Écureuil, Automobile Clubs, Banques.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FONCIER INVESTISSEMENT

Au 30 juin 1976, le capital de la société était de 100 F et la valeur liquidative de l'action de 274,64 F. La répartition de l'actif net qui s'élève à cette date à 106 540 550,32 francs était la suivante : obligations françaises, 29,1 % ; actions françaises, 51 % ; obligations étrangères, 2,1 % ; actions étrangères, 12,4 % ; billes de mobilisation de créances hypothécaires, 11 % ; liquidités, 4,3 %.

Le portefeuille d'actions françaises est composé de 24,5 % de l'actif net) d'actions de sociétés foncières et immobilières. Les autres actions étaient réparties entre les Sicomil (8,8 % de l'actif net), les établissements de crédit immobilier (12,2 % de l'actif net) et divers autres secteurs (8 % de l'actif net).

Sélection Rendement

Elysées Valeurs

Sélection Mondiale

Situation au 30.6.1976	Sélection Rendement	Elysées Valeurs	Sélection Mondiale
Vocation de la Sicav	obligations	portefeuille diversifié	valeurs étrangères
Valeur de l'action (F)	124,14	165,71	112,40
Dernier coupon net payé (F)	9,73	6,80	2,80
Actif net (MF)	256,86	180,16	67,36
Actions françaises	5,77 %	27,85 %	1,71 %
Actions étrangères	1,31 %	35,15 %	63,40 %
Obligations	88,40 %	27,85 %	29,31 %
Liquidités	4,52 %	8,35 %	5,58 %

هكذا من الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. EUROPE
- 2-3. PROCHE-ORIENT
4. AMERIQUES
5. ASIE
6. AFRIQUE
7. POLITIQUE
8. FAITS DIVERS
9. SOCIÉTÉ
10. DÉFENSE
11. ÉDUCATION
12. RELIGION
13. JEUNESSE
- 14-15. LES JEUX OLYMPIQUES
16. FEUILLETON

LE MONDE DE LA MÉDECINE
PAGE 11
— La lutte contre la surdité.

12. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE
13. MODE
- 14-15. ARTS ET SPECTACLES
16. LES RÉGIONS
17. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- 18-19. LA VIE ÉCONOMIQUE
20. ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (14)
Annonces classées (12 à 17)
Aujourd'hui (10) ; Carnet (12)
« Journal officiel » (10) ; Météorologie (10) ; Mots croisés (10) ; Sources (12).

UN OISEAU INCONNU DÉCOUVERT EN ALGÉRIE

Pour la première fois depuis près d'un siècle un oiseau inconnu vient d'être découvert dans le Bassin méditerranéen. Il s'agit d'une sitta (passereau qui descend les arbres la tête la première), trouvée ce mois-ci en Algérie par l'ornithologiste français Jacques Villard. Pour des raisons de protection sa localisation reste secrète.

Puis petite qu'un moineau, la sitta de Leduc (du nom de l'agronome qui signala le premier son existence) a le dos gris bleu, une petite calotte noire et un dessous lavé de roux. Il s'agit d'un oiseau fossile vivant, isolé depuis au moins six cent mille ans. Les neufs ou dix couples qui constituent sa population sont répartis sur 4 hectares seulement.

La description officielle de cette espèce paraîtra dans la revue *Alauda* et dans les comptes rendus de l'Académie des sciences. Les autorités algériennes ont été prévenues de la découverte, afin qu'elles assurent la protection de cette espèce. Aucun oiseau inconnu n'avait été découvert depuis 1884 dans la région paléarctique (Europe, Maghreb, nord de l'Asie), et curieusement il s'agissait déjà cette année-là d'une autre sitta, la sitta corse. — J.-J. B.

Le Syndicat des psychiatres des hôpitaux (M. Audisio, 4, rue Paul-Eluard, 75001 Sotteville-lès-Rouen) rappelle qu'il a « toujours dénoncé le détournement de la psychiatrie à des fins politiques et de répression politique » et « exige la libération immédiate » de Vladimir Boukovsky et de Semion Glouzman, condamnés pour avoir protesté contre l'utilisation de la psychiatrie à des fins de répression politique.

Le numéro du « Monde » daté 27 juillet 1976 a été tiré à 521 638 exemplaires.

COURS AZ
Méthode audiovisuelle
194, rue Saint-Honoré, Paris 1^{er}
Tél. 47-47-94 — 47-47-95
Métro Palais-Royal

DACTYLO
cycles de 15 h.
(Débutante, Perf. recyclage)
Entraînement machine électrique

STENO en 50 h.
Système PREVOST-DELAUNAY

LANGUES
en laboratoire, avec professeurs
De 8 h. à 20 h. tte l'année et sur.

A B C D E F G H

Le gouvernement du Venezuela annonce la mort sous la torture d'un dirigeant socialiste

Quatre fonctionnaires arrêtés

Caracas (A.F.P., Reuter). — M. Jorge Rodríguez, secrétaire de la ligue socialiste, est mort sous la torture dans les locaux de la police, a déclaré le lundi 26 juillet le ministre vénézuélien de l'Intérieur, M. Octavio Lepage. Le ministre a précisé que M. Rodríguez avait été arrêté vendredi dernier dans le cadre de l'enquête sur l'enlèvement, le 27 février, de l'industriel américain William Neiboh. Au cours de cette enquête, la police s'est saisie de la rançon alors qu'elle allait être remise aux ravisseurs et elle a établi que deux députés de l'opposition étaient impliqués dans cette affaire. Il s'agit de MM. Salom Mesa Espinosa, membre du Mouvement électoral du peuple (MEP), une dissidence de l'Action démocratique,

que, et de M. Fortunato Herrera, ex-militant de l'Union républicaine démocratique (U.R.D.). Le gouvernement a demandé que leur immunité parlementaire soit levée. Le ministre a précisé qu'il avait été prévenu dimanche que le dirigeant socialiste, considéré comme un des « contacts » des ravisseurs, avait été retrouvé « mort dans sa cellule ». « On a pu établir, a-t-il indiqué, que quatre fonctionnaires avaient été le chérif dans l'après-midi, sans autorisation supérieure, dans la caserne de la direction des services de renseignements et de police ».

Les quatre fonctionnaires ont été arrêtés et ont transmis à la disposition du procureur général de la République, a ajouté le ministre de l'Intérieur.

En Grande-Bretagne

Deux députés travaillistes écossais annoncent qu'ils ne respecteront plus la discipline de vote du parti

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement Callaghan a de nouveau perdu la majorité dont il disposait en principe aux Communes. Cette majorité de deux voix venait à peine d'être rétablie, grâce à la victoire des candidats travaillistes aux récentes élections partielles de Rotherham et de Thurrock. Lundi 26 juillet, les deux élus du Labour, qui ont fait dissidence en Écosse pour mieux défendre la cause nationaliste, ont annoncé qu'ils ne respecteraient plus la discipline de vote imposée aux députés travaillistes.

MM. James Sillars et John Robertson ont pris leur décision à la suite de l'annonce du programme d'économies budgétaires, la semaine dernière par le chancelier de l'Échiquier, M. Sillars a précisé que si un vote de confiance devait avoir lieu aux Communes la semaine prochaine, il ne soutiendrait pas le gouvernement.

Les revendications écossaises pèsent de plus en plus sur l'attitude du Parlement. Le ministre de l'Intérieur, M. Callaghan, a déclaré que le gouvernement avait fait approuver, en principe, la nationalisation des industries nationales et aéronautiques, après avoir promis aux nationalistes écossais que leur

province bénéficierait d'un traitement spécial. Aujourd'hui, les deux députés du S.N.P. (parti nationaliste écossais) affirment avoir été trompés et ont refusé de soutenir un projet de loi.

En fait, les calculs concernant les scrutins parlementaires sont un peu artificiels. Depuis qu'il est arrivé au pouvoir, le gouvernement travailliste a vu constamment diminuer sa faible majorité à la Chambre basse, et les observateurs ne cessent de prédire la défaite du cabinet. M. Callaghan encourage parfois de telles spéculations pour décourager les velléités de rébellion au sein de l'aile gauche travailliste.

Le gouvernement a pourtant trouvé, jusqu'ici, le moyen de survivre aux batailles parlementaires. Il peut toujours compter sur le fait qu'un certain nombre de députés ne tiennent pas à se représenter trop tôt devant les électeurs.

C'est le cas des libéraux, qui ne semblent pas du tout pressés d'affronter une élection générale. Il est aussi permis de se demander si les conservateurs sont vraiment désireux de reprendre le pouvoir, alors qu'ils ont subi tant de revers lors de leur dernière épreuve électorale. M. Heath, le chef du parti, a subi un déclin sérieux.

JEAN WETZ.

La réforme Haby LES PROFESSEURS DE BIOLOGIE ET GÉOLOGIE S'INQUIÈTENT DE LA PLACE DE LEURS DISCIPLINES

L'Association des professeurs de biologie et géologie de l'enseignement public (A.P.B.G.) prend acte avec satisfaction « des orientations nouvelles de l'enseignement des sciences naturelles telles qu'elles ont été définies par le ministre de l'Éducation (le Monde du 14 mai). » Cependant, indique-t-elle dans un communiqué, les enseignants membres de l'association s'inquiètent des conditions de réalisation, dans le cadre de la modernisation du système éducatif, des objectifs définis. En effet, l'A.P.B.G. réaffirme que sont nécessaires, avec la continuité de l'enseignement de la biologie-géologie pour tous, un temps suffisant imparti à ces disciplines et des groupes restreints permettant seuls une pédagogie active et motivante. « Que penser d'une « éducation », poursuit l'A.P.B.G., qui proclamerait, comme l'affirment les voix les plus autorisées des milieux scientifiques, l'importance des sciences de la vie et de la terre dans la formation de l'homme et qui ne donnerait pas les moyens de réaliser cette dernière ? »

* 22, r. d'Ulm, 75230 Paris, Cedex 05.

DEUX RÉUNIONS À L'ÉLYSÉE SUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET SUR L'AÉRONAUTIQUE

M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé, mardi matin 27 juillet, un conseil restreint consacré à la politique d'aide au développement. Il a ensuite donné audience à M. Jean Chaptal, député général du Québec, qui va quitter Paris au début du mois d'août.

Dans l'après-midi, le chef de l'État devait présider une réunion sur l'aéronautique avant de recevoir successivement MM. Gabriel Viatte, président du Conseil économique et social, et Jacques Domini, secrétaire général des Républicains indépendants.

M. Jacques Chirac s'est successivement entretenu, mardi 27 juillet, avec M. Ryszard Kucinski, ministre de l'Intérieur, Francis Joseph Strauss, président du parti C.S.U. de République fédérale d'Allemagne, et avec l'amiral Jouarre-Noulet, qui vient d'être nommé conseiller d'État en service extraordinaire.

**COSTUMES
ET PANTALONS LÉGERS**
Avec la garantie
d'un maître tailleur

SOLDES
derniers jours
Prêt-à-porter Homme
Boutique Femme

LEGRAND TAILLEUR
27, rue de la République, PARIS (1040)

La hausse du loyer de l'argent fait un peu remonter le franc

Le franc se tenait mieux sur le marché des changes, mardi matin. A Paris, le dollar, qui, la veille, était monté jusqu'à 4,95 francs, était redescendu à 4,925 francs. Cette amélioration pouvait être attribuée à la poursuite et même au renforcement de la politique d'argent chère menée par la Banque de France.

Dans la matinée de mardi, le prix de l'intérêt au jour le jour, sur le marché monétaire, s'est élevé à 1,14 %, ce qui indique la détermination des autorités monétaires de continuer à défendre le franc en maintenant une forte tension sur le loyer de l'argent. Alors que, lundi, le franc s'était encore affaibli, il remontait, mardi matin. Ces mouvements se lisent sur la cote du dollar, qui était monté, à son cours le plus haut depuis vingt-neuf mois à 4,95 francs, et qui était redescendu à 4,925 francs mardi matin. Simultanément, la valeur du D.M. à Paris, qui s'était tenu à 1,9135 F. Ce sont là encore des cours très élevés par rapport à ceux qu'on constatait avant le 8 juillet. Le franc a depuis lors subi une baisse du taux d'intérêt à court terme sur le marché international des capitaux. L'évolution constatée aux États-Unis à même conduit la First National Bank of Chicago à abaisser son taux de change (celui qu'elle consent à ses meilleurs clients, ou « prime rate ») de 7,25 % à 7 %. En France, au contraire, rappelez-vous, le taux de base bancaire vient d'être relevé de 0,8 % à 0,9 %.

Ajoutons que l'approche de la fin du mois favorise, pour des raisons techniques, le franc. Au cours des derniers jours, la Bourse de Rivioli a multiplié les sondages dans les banques pour vérifier si la réglementation des changes, qui impose aux exportateurs de rapatrier avant un mois leurs recettes en devises et aux importateurs de ne pas se couvrir au-delà de trois mois contre le risque de change, est bien respectée.

Pour M. Pourcade (voir l'article de Philippe Lemaître, page 20), les pressions contre le franc sont dues à des prévisions pessimistes de la situation économique de l'Allemagne nationale. Pour lui, la balance commerciale de la France est en train de revenir à la normale et les prix de détail accusent une tendance à la décadence. Au mois de juin, c'est-à-dire avant la baisse du franc, l'indice du coût de la vie n'aurait monté que d'environ 0,5 %, contre 0,7 % en mai.

L'espoir de M. Chirac

Reprenant les thèmes qu'il avait exposés dimanche dans son discours à Bordeaux, M. Jacques Chirac s'est fait l'avocat, lundi soir à la télévision d'une « politique conventionnelle » à travers laquelle les dirigeants de l'opposition pourraient être amenés à se rallier à la majorité.

PAUL FABRA.

A L'INITIATIVE DE LA C.F.D.T. Les ouvriers de Lip ont évacué et caché le stock de montres

L'initiative de la C.F.D.T., majoritaire chez Lip, le stock de montres de l'entreprise, estimé à plus de 20 millions de francs, a été évacué et « mis en lieu sûr » par les ouvriers de Palente qui occupent l'usine de la rue de la République à Paris. Les ouvriers de l'ex-société Lip se sont ainsi constitués un « trésor de guerre », comme ils l'avaient déjà fait en juin 1973.

Les responsables de la C.F.D.T. expliquent que leur décision a été motivée par « la certitude que des tractations étaient en cours pour céder la marque Lip à une firme suisse. Dans ces conditions, il fallait préserver la marque en veillant sur le produit ».

M. Michel Gardin, ancien secrétaire général de Lip, et responsable des opérations de liquidation sur place, a déclaré qu'il regrette la « méthode employée » et a précisé que « lui-même et le chef du service entretien ont été retenus pendant la nuit à l'usine et que le téléphone était coupé ».

À l'université de Nice, les examens de seconde, troisième et quatrième années de droit et sciences économiques passés en juin seront validés, vient de préciser le secrétariat d'État aux universités. Un conflit opposé le secrétariat d'État au conseil de l'université, qui a décidé d'organiser deux « premières » sessions d'examen, l'une en juin, l'autre en septembre (le Monde du 27 juillet). Un tiers environ des étudiants concernés se sont présentés à la session de juin. Les autres pourront passer leurs examens en septembre, au cours d'une session de rattrapage.

Revendiqué par le F.L.B.

NOUVEL ATTENTAT EN BRETAGNE

Un attentat revendiqué par un groupe se réclamant du F.L.B. a été commis dans la nuit du lundi 16 au mardi 27 juillet contre la gendarmerie de Locronan (Finistère-Sud). L'explosion a endommagé gravement une partie de la toiture. Le 13 juillet dernier la même gendarmerie inhabillée avait déjà été la cible du Front de libération, mais les dégâts avaient été minimes.

D'autre part, le F.L.B.-A.R.B. (Front de libération de la Bretagne-Armée révolutionnaire bretonne) a revendiqué, lundi 26 juillet, l'attentat commis à Quimper dimanche contre un immeuble en rénovation (le Monde du 27 juillet).

L'explosion n'avait fait aucune victime, malgré la présence à proximité de deux mille personnes qui, dans l'après-midi, assistaient aux fêtes de Cornouailles sur les bords de l'Odé. La déflagration provoquée par une charge de cheddite déposée au quatrième étage a soulevé une partie de la toiture et détruit une pièce de l'immeuble.

Depuis le début du mois de juillet, c'est le second attentat revendiqué par le F.L.B.-A.R.B. fraction du F.L.B. lui-même dissous par le conseil des ministres du 30 janvier 1974. Le 5 juillet (le Monde du 7 juillet), le F.L.B.-A.R.B. avait revendiqué un attentat commis à Tours contre la direction générale de l'équipement thermique nucléaire pour protester contre l'implantation de centrales nucléaires en Bretagne.

UN ENGIN EXPLOSE DEVANT LE SIÈGE DE LA LICA

Un attentat a été commis, mardi matin 27 juillet, contre les bureaux de la LICA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), 40, rue de Paris, Paris-10^e. L'engin, de faible puissance (une bouteille de gaz), a explosé devant la porte, au quatrième étage, provoquant des dégâts assez importants. Sur le mur du palier était écrit « Peper sera vengé ».

F.O. COMPTE DEMANDER AU PREMIER MINISTRE UN CALENDRIER SUR LA RETRAITE À SOIXANTE ANS

Une délégation du bureau de Force ouvrière conduite par son secrétaire général, M. André Bergeron, devait être reçue, mardi après-midi 27 juillet, par M. Chirac. Les dirigeants de la F.O. doivent demander au premier ministre des explications sur ses récentes déclarations et réaffirmer à la fois « la nécessité pour toutes les catégories sociales d'accepter une certaine progression des revenus et le maintien de la liberté des négociations ».

M. André Bergeron devait aussi « demander que le gouvernement reconnaisse la nécessité de la retraite à soixante ans ». F.O. soulève aussi que l'amélioration de l'ouverture du droit à la retraite à soixante ans (relativement à cet âge des prestations d'assurance-vieillesse) fasse l'objet d'un calendrier fixant des objectifs précis.

La Tunisie ! Nous y sommes nés.
Aussi sommes-nous les mieux placés
pour vous en parler et pour vous la faire découvrir.

TUNISIE CONTACT
OU
des vacances en Tunisie
préparées
par des gens du pays

Pour une documentation gratuite, retournez ce bon à :

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 742.43.53

Nom : _____
Adresse : _____
ONTT L.E. A 661

مكتبة المثل